

JASMINE **LORENZINI**  
JAN **ROSSET**

---

**SE BATTRE  
POUR LE CLIMAT  
POUR BIEN VIEILLIR ?**

---

Engagements civiques  
et politiques des séniors



# **SE BATTRE POUR LE CLIMAT POUR BIEN VIEILLIR ?**

**ENGAGEMENTS CIVIQUES ET POLITIQUES DES SÉNIOR·E·S**



JASMINE LORENZINI, JAN ROSSET

# SE BATTRE POUR LE CLIMAT POUR BIEN VIEILLIR ?

ENGAGEMENTS CIVIQUES ET POLITIQUES DES SÉNIOR·E·S

ÉDITIONS LIVREO-ALPHIL

© Éditions Livreo-Alphil, 2023  
Rue du Tertre 10  
2000 Neuchâtel  
Suisse

[www.alphil.ch](http://www.alphil.ch)

Alphil Diffusion  
[commande@alphil.ch](mailto:commande@alphil.ch)

ISBN : 978-2-88950-145-8  
ISBN PDF : 978-2-88950-147-2  
ISBN EPUB : 978-2-88950-148-9

Les Éditions Alphil bénéficient d'un soutien structurel de l'Office fédéral de la culture pour les années 2021-2024.

Publié avec le soutien de la Fondation Leenaards.



Ce livre est sous licence :



Ce texte est sous licence Creative Commons : elle vous oblige, si vous utilisez cet écrit, à en citer l'auteur, la source et l'éditeur original, sans modifications du texte ou de l'extrait et sans utilisation commerciale.

Illustration de couverture : iStock

## Introduction

La crise climatique constitue l'un des défis majeurs du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle. L'urgence d'agir pour limiter les émissions de gaz à effet de serre contraste avec la lenteur avec laquelle ces gaz se dégradent dans l'atmosphère. Les effets délétères du réchauffement climatique se font déjà sentir et sont appelés à s'intensifier au cours des décennies à venir. Ils toucheront plus encore les jeunes générations et de manière particulièrement intense si des mesures radicales ne sont pas prises aujourd'hui (IPCC, 2023). Pour ces raisons notamment, la question du climat est souvent présentée comme une problématique générationnelle avec, d'un côté, les aîné·e·s qui ont leurs habitudes et peu d'incitations à les modifier et, de l'autre, les jeunes générations qui seraient particulièrement enclines à s'engager pour le climat.

On retrouve ce narratif au sujet des mobilisations sans précédent autour des grèves pour le climat, qui ont certes été amorcées par des jeunes, mais que les médias ont caractérisées, à tort, comme des mouvements spécifiques aux générations nées durant les années 2000. En réalité, une enquête conduite à l'occasion de la plus grande des manifestations pour le climat en Suisse, à Berne le 28 septembre 2019, a montré que toutes les générations y étaient représentées et que l'âge médian des participant·e·s – trente-neuf ans – n'était pas très différent de celui de la population suisse qui se situe à environ quarante-trois ans (Lorenzini, Monsch et Rosset, 2021).

Cette anecdote illustre, plus largement, la méconnaissance au sein du débat public des engagements des sénior·e·s pour le climat. Pour comprendre les spécificités du rapport au climat des différentes générations, il convient de se pencher, d'une part, sur les opinions ou les attitudes que les individus peuvent avoir à propos du climat et, d'autre part, sur les engagements concrets de ces individus, qu'il s'agisse d'actions menées au quotidien visant à réduire sa propre empreinte carbone ou encore d'actions politiques telles que des engagements associatifs ou la participation à des manifestations.

Or, notre connaissance est relativement lacunaire concernant les similitudes et les différences en matière non seulement d'attitudes envers le climat, mais aussi pour ce qui est des formes et des niveaux d'engagement entre les groupes d'âge. Les rares études sur ce sujet tendent surtout à mettre en avant des convergences intergénérationnelles autour des questions climatiques (Gray et al., 2019 ; Rosset, 2022). Les intérêts objectifs des différents groupes d'âge semblent a priori tellement opposés autour de ces questions que le sens commun part du principe que ces groupes ne peuvent avoir que des opinions et des pratiques diamétralement opposées, sans s'interroger sur le fait que ces intérêts objectifs ne se traduisent pas systématiquement en préférences ou en actions politiques. Cette méconnaissance a pour corollaire la diffusion de certitudes erronées, et elle représente un obstacle à la recherche de solutions communes à ce problème majeur. Les différents groupes d'âge étant caractérisés comme antagonistes sur cette question, l'absence de consensus justifie la lenteur de l'adoption et de la mise en œuvre de solutions. En particulier, les engagements des sénior·e·s en faveur du climat sont très peu abordés dans la littérature scientifique qui a tendance à se focaliser sur l'engagement des jeunes (De Moor et al., 2021 ; Pickard, Bowman et Arya 2021 ; Henn, Sloam et Nunes, 2021). En Suisse, une étude a porté sur les engagements des sénior·e·s pour le climat (Keller et Bornemann, 2021). Elle s'intéresse aux actions en justice engagées par les sénior·e·s pour obtenir la mise en œuvre des engagements internationaux visant la protection des citoyen·ne·s les plus vulnérables, notamment face aux vagues de chaleur intense qui accompagnent déjà le changement climatique. Par ailleurs, les

engagements des sénior·e·s sont thématiques auprès du grand public, dans la presse notamment. Toutefois, les engagements des aîné·e·s y sont souvent présentés comme étant exceptionnels.

Pourtant, ces engagements des sénior·e·s – qu’ils touchent à la politique institutionnelle ou qu’ils prennent la forme d’actions concrètes pour réduire leur propre empreinte carbone au quotidien – sont essentiels pour au moins deux raisons.

Premièrement, ils ont un impact direct et indirect non négligeable sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, étant donné le poids démographique, économique et politique des aîné·e·s en Suisse. En s’engageant au quotidien ou politiquement pour le climat, les sénior·e·s peuvent faire évoluer les choses considérablement, puisqu’il·elle·s représentent d’ores et déjà près de 19 % de la population suisse et sont appelé·e·s à terme à représenter une proportion plus forte encore (Kohli, 2020). Il·elle·s disposent en tant que groupe d’une fortune importante (Martínez, 2020) et ont également tendance à être relativement bien représenté·e·s dans les structures du pouvoir politique en Suisse (Pilotti, 2016 ; Kissau, Lutz et Rosset, 2012).

Deuxièmement, ces engagements jouent aussi un rôle important en termes de cohésion sociale dès lors qu’ils peuvent alimenter l’idée d’une solidarité intergénérationnelle. En Suisse, cette notion est souvent évoquée en lien avec la contribution des actifs·ves aux retraites ou avec l’engagement très fort des aîné·e·s dans les familles, notamment à travers la garde des petits-enfants dans un pays où les structures d’accueil sont relativement peu développées. Mais la solidarité intergénérationnelle sur le thème du climat est appelée à jouer un rôle de plus en plus important étant donné la saillance croissante des enjeux environnementaux dans la politique suisse.

Au-delà du fait que l’on connaît mal ses préférences et pratiques environnementales, la population des sénior·e·s est particulièrement intéressante à étudier en lien avec le réchauffement climatique. Du fait de son âge, il s’agit d’un groupe social très vulnérable à des manifestations actuelles du changement climatique, les canicules par exemple, mais qui est également le moins susceptible de vivre les répercussions négatives

de ces changements à long terme. En outre, cette génération a vécu une partie de sa jeunesse à une époque où l'abondance de biens matériels n'était pas aussi forte que ce qu'elle a pu être au cours des dernières décennies. De ce point de vue, ce groupe a potentiellement l'expérience d'un mode de vie plus simple, souvent présenté comme une réponse adéquate à la crise climatique. Enfin, ces individus connaissent, comme une partie des jeunes, le fait de ne pas être intégrés au marché du travail. C'est un facteur important, car les contraintes liées à la vie active sont souvent des freins à l'engagement, et le fait que les senior·e·s sont peut-être moins accaparé·e·s par le monde professionnel pourrait les encourager à s'engager en faveur du climat.

Pour toutes ces raisons, les senior·e·s constituent un groupe important pour l'étude des engagements climatiques. Cependant, les études empiriques à leur sujet sont quasi inexistantes, leurs activités ayant été surtout étudiées sous l'angle de leurs effets sur le bien-être. La théorie du vieillissement actif (Havighurst, 1963; Walker, 2002) met l'accent sur l'importance qu'il y a à garder une activité à la retraite. Les activités physiques, mais aussi sociales ou celles qui stimulent l'esprit permettent de conserver une bonne santé physique, de préserver ses capacités cognitives et de maintenir des liens sociaux, qui tous contribuent au bien-être des senior·e·s. Toutefois, les effets de leurs engagements sur le bien-être sont moins étudiés (Serrat et al., 2020).

On pourrait postuler que ces engagements, ainsi que les activités associatives, donnent le sentiment d'appartenir à une communauté, favorisent les échanges et, comme les autres activités, stimulent les senior·e·s et, à ce titre, peuvent contribuer à leur bien-être. Dans le cas spécifique du climat, cependant, nous faisons face à une situation dans laquelle la cause de l'engagement n'est pas particulièrement porteuse d'espoir. Les effets dévastateurs sur l'environnement qui sont envisagés même en cas d'arrêt total et immédiat de toute émission de gaz à effet de serre engendrent logiquement des émotions négatives. La recherche a montré qu'il existe une éco-anxiété, c'est-à-dire la peur chronique d'un effondrement environnemental qui peut prendre différentes formes dont certaines peuvent être pathologiques (Coffey et al., 2021; Pihkala, 2020). La plupart des travaux se sont concentrés sur les populations

jeunes, et les rares études incluant également des personnes âgées de plus de trente-cinq ans montrent que l'éco-anxiété est plus forte parmi les jeunes (Gifford et Gifford, 2016; Ojala, 2018). On connaît moins le niveau d'inquiétude des senior-e-s par rapport au climat.

Par ailleurs, la littérature a également mis en avant certains effets positifs sur l'engagement des inquiétudes pour le climat. Il semblerait que certaines formes d'éco-anxiété, qui s'apparentent davantage à de la peur ou à de la colère, peuvent être porteuses d'engagements politiques (Stanley et al., 2021). Et, plus généralement, si la littérature a montré que le climat peut créer des inquiétudes – ce qui, on peut le supposer, affecte de manière négative le bien-être – on ne sait pas si l'engagement pour cette cause permet de limiter les effets des inquiétudes. Celles-ci peuvent inciter à agir (Ojala et al., 2021), mais on ne sait pas si le fait de s'engager, et donc de ne pas considérer le climat comme une fatalité, permet d'atténuer l'effet négatif de l'inquiétude sur le bien-être.

Le caractère spécifique de cette cause fait que l'on ne peut pas simplement partir du principe que des engagements pour le climat auront les mêmes effets que d'autres formes d'engagement. Agir et militer pour le climat signifie pour les individus être mieux informés sur cette thématique et avoir plus souvent des occasions d'y réfléchir, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur le bien-être. Dans le même temps, cependant, ces engagements peuvent éviter aux personnes préoccupées par le climat de prendre une posture fataliste et, au contraire, leur donner l'impression de prendre les choses entre leurs mains, avec des effets potentiellement bénéfiques pour le bien-être. Le fait de s'engager peut donner à la fois le sentiment d'être utile et l'espoir de pouvoir influencer sur le cours des événements (Ojala, 2018).

En s'interrogeant, d'une part, sur l'engagement des senior-e-s en faveur du climat et, d'autre part, sur l'effet de cet engagement sur leur bien-être, cet ouvrage a pour but de combler les lacunes dans deux champs de recherche: d'abord, celui de l'engagement pour le climat qui ne s'est que peu intéressé aux senior-e-s; ensuite, celui des déterminants du bien-être des senior-e-s, un champ qui n'a pas accordé d'intérêt aux engagements politiques de ces derniers-ères et à leur contribution au bien-être.

Plus spécifiquement, notre recherche a trois objectifs principaux qui correspondent chacun à l'une des parties de cet ouvrage. Dans un premier temps, il s'agira de situer l'engagement des senior·e·s pour le climat dans une perspective intergénérationnelle. En s'intéressant, d'une part, aux *attitudes* envers la crise climatique et, d'autre part, aux *engagements* en faveur du climat, les analyses présentées dans la première partie permettront de montrer en quoi les générations diffèrent ou, au contraire, se rejoignent sur la question climatique. Cette première partie (chapitres 1 et 2) permettra de répondre aux questions de recherche suivantes :

- En quoi les attitudes et les opinions des senior·e·s diffèrent-elles de celles du reste de la population et pourquoi? (Chapitre 1)
- En quoi leur engagement pour le climat, que ce soit à travers des associations environnementales ou dans leurs actions quotidiennes, est-il différent de celui des générations plus jeunes? (Chapitre 2)

La deuxième partie de cet ouvrage développera, quant à elle, les causes de l'engagement parmi les senior·e·s. Si jusque-là il était question de les comparer aux autres générations, on s'attachera ici à expliquer l'hétérogénéité en termes d'attitudes et de comportement au sein même du groupe des senior·e·s. On cherchera ainsi à comprendre ce qui fait que certain·e·s senior·e·s ont des opinions plus favorables à l'action pour le climat que d'autres (chapitre 3), mais aussi que certain·e·s senior·e·s s'engagent et d'autres non (chapitre 4). Cette partie abordera plus généralement ce que les senior·e·s perçoivent comme étant des moteurs ou des freins au développement de projets concrets en faveur du climat qu'il·elle·s souhaiteraient mener de manière collective (chapitre 5).

Dans la troisième partie, nous nous focaliserons sur la question des conséquences individuelles de l'engagement en mettant l'accent sur le lien entre engagement et bien-être. Cette question est à notre sens pertinente car si l'on peut imaginer que les engagements des senior·e·s en faveur du climat, au quotidien et au travers d'actions politiques, ont des effets bénéfiques au niveau de la collectivité, on ne sait que peu de choses de la manière dont ils peuvent influencer les individus qui

s'engagent. Le bien-être est une notion multidimensionnelle. Certaines conceptualisations actuelles telles le modèle PERMA (Seligman, 2002), incluent le fait de sentir des affects positifs, d'être satisfait·e de ses relations sociales, d'atteindre ses objectifs, de se sentir absorbé·e par ce que l'on fait ou encore de trouver du sens à ce que l'on fait, c'est-à-dire diverses composantes du bien-être. Plus traditionnellement, on distingue entre le bien-être hédonique – le fait de ressentir des affects positifs – et le bien-être eudémonique – le fait de sentir que l'on est en train de déployer son potentiel. Les questions abordées dans cette partie reprendront le lien entre l'engagement pour le climat et les différentes dimensions du bien-être. Dans un premier temps, nous nous intéresserons au niveau de bien-être des senior·e·s selon ses différentes dimensions et comment il évolue avec l'âge et diffère selon le genre (chapitre 6). Nous analyserons ensuite l'effet de l'engagement sur le bien-être hédonique (chapitre 7) et sur le bien-être eudémonique (chapitre 8). Nous nous intéresserons plus généralement aux facteurs qui contribuent au bien-être des senior·e·s. De plus, la littérature ayant montré que les déterminants du bien-être diffèrent selon les genres, nous développerons plus spécifiquement cette perspective en nous attachant à déterminer si les facteurs contribuant au bien-être varient selon que les senior·e·s sont des femmes ou des hommes.

Les différentes thématiques liées à l'engagement des senior·e·s en faveur du climat, esquissées ci-dessus, sont potentiellement pertinentes dans de nombreux contextes. Elles n'ont pas encore ou peu été étudiées à l'échelle internationale. La Suisse romande constitue un terrain d'étude propice s'agissant d'une région dans laquelle les mouvements écologistes sont présents de longue date et ont été institutionnalisés très tôt dans leur histoire (Giugni, 2001). À ce titre, la situation romande telle que décrite pour ce cas pourrait se révéler utile à la compréhension des relations intergénérationnelles autour du climat durant les années à venir dans d'autres situations. Les engagements politiques pour le climat y ont été particulièrement forts au cours de ces dernières années. Proportionnellement à la taille de leur population, les villes de Genève ou de Lausanne ont connu une participation très importante aux différentes grèves pour le climat. On remarque aussi dans le tissu associatif local de nombreuses

personnes mobilisées pour le climat, y compris dans des organisations spécifiquement destinées aux senior·e·s, ainsi l'association Grands-Parents pour le climat. Pour ces deux raisons, il existe donc une masse critique de personnes engagées au quotidien et politiquement, ce qui permet d'étudier les effets de ces engagements.

Les divers chapitres de cet ouvrage répondent à chacune des questions précitées en analysant spécifiquement le cas romand. Nous nous fondons essentiellement sur trois jeux de données pour nos analyses. Pour situer l'engagement des senior·e·s, nous utilisons l'enquête MOSAiCH 2020 qui a été menée dans l'ensemble de la Suisse (Ernst Stähli et al., 2020). L'enquête inclut des questions sur différents thèmes et comporte un module spécifique sur l'environnement. Au total, plus de quatre mille personnes de tous âges et représentatives de la population suisse ont répondu à un questionnaire standardisé en ligne ou sur papier. Ces personnes avaient été tirées au sort dans un registre de la population suisse tenu par l'Office fédéral de la statistique. Nous analysons spécifiquement la population romande qui est l'objet de nos autres bases de données.

Les autres données quantitatives analysées ici sont issues d'une base de données originale constituée à l'automne 2020 et abrégée ici SCWS (Félix, Lorenzini et Rosset, 2020). Cette enquête a été focalisée sur les individus âgés de soixante-quatre ans et plus vivant en Suisse romande. Elle est à notre connaissance la seule enquête existante à inclure des batteries de questions à la fois sur les attitudes et les engagements des personnes sur le climat et l'environnement ainsi que sur la perception de leur propre bien-être mesuré à travers de multiples dimensions.

Comme dans le cas de l'enquête MOSAiCH, des individus ont été tirés au hasard pour participer à l'enquête et ont reçu par la poste une invitation à y répondre en ligne. Lors de l'envoi d'un rappel, la possibilité de répondre sur papier leur était également proposée. Au total, près de 55% des individus contactés ont répondu à l'enquête, soit un taux de réponse très élevé par comparaison à celui d'autres enquêtes de ce type en Suisse. Dans la mesure où l'engagement associatif pour le climat ne concerne qu'environ 3% de la population en Suisse romande (Félix

et al., 2020), nous avons également récolté des données propres à ce groupe afin de disposer d'effectifs suffisants pour tirer des conclusions le concernant. Pour ce faire, nous avons diffusé l'information relative à notre enquête auprès d'associations actives sur le thème du climat et de l'environnement en Suisse romande. Ces personnes ont pu répondre à un questionnaire identique à celui diffusé auprès de la population générale des senior-e-s. Dans cet ouvrage, nous n'analysons que les réponses des personnes âgées de soixante-quatre ans et plus qui ont répondu à ce questionnaire. Si nous avons nous-mêmes conceptualisé ce dernier, la récolte des données a été assurée par FORS, le Centre suisse de compétences en sciences sociales. Les données et leur documentation complète sont disponibles dans l'archive de données SwissUbase (Lorenzini, Rosset et Félix, 2022).

Enfin, nous utiliserons aussi quelques extraits d'entretiens qualitatifs pour illustrer et compléter nos analyses quantitatives. Ces entretiens ont été effectués au printemps et à l'été 2021 (voir Grand et al., 2022). Il s'agit de dix-huit entretiens individuels semi-directifs et quatre entretiens collectifs. Les personnes qui avaient répondu à l'enquête relative aux préoccupations environnementales et à leurs engagements associatifs avaient la possibilité de nous transmettre leurs coordonnées à la fin du sondage si elles souhaitaient participer au volet qualitatif de notre enquête. Nous avons sélectionné les personnes recontactées en vue de participer aux entretiens individuels et collectifs en fonction de trois critères: a) le sexe de la personne afin d'inviter autant de femmes que d'hommes à participer; b) le fait d'être membre ou non d'une association environnementale pour rencontrer des personnes qui participent ou non à une réflexion collective au niveau associatif sur le thème de notre enquête; c) le lieu de résidence afin d'interroger des personnes résidant dans différents cantons de Suisse romande. Les personnes que nous avons contactées étaient invitées à participer à deux entretiens, l'un individuel et l'autre collectif, et à identifier deux ami-e-s ou connaissances qui pourraient participer à l'entretien collectif avec elles. Chaque entretien durant approximativement soixante minutes, le niveau d'implication attendu était relativement élevé. Nous avons contacté quatorze personnes par courriel et huit ont accepté de nous

rencontrer. Toutefois, quatre personnes n'ont pas trouvé d'ami·e·s ou de connaissances souhaitant prendre part à un entretien collectif et n'ont participé qu'aux entretiens individuels. Ces derniers portaient sur leur vision du changement climatique, leurs actions et leurs motivations personnelles à s'engager sur le thème de l'environnement et leur bien-être. L'analyse des entretiens collectifs nous a permis de mettre en perspective des profils d'engagement variés en nature et en intensité et de mettre en lien les interactions et les délibérations collectives avec les informations sur les formes d'engagement, les motivations et les ressources obtenues lors des entretiens individuels.

Nos analyses de ces différentes sources de données montrent qu'il existe bien des différences en termes d'opinion et de comportement entre les générations (chapitre 1). Cependant, ces différences ne correspondent pas à un clivage clair et linéaire entre les générations autour des questions climatiques. Chaque génération s'approprie plutôt la problématique et tente d'y répondre de la manière dont elle se sent la plus proche. Par exemple, on ne peut pas dire que le niveau d'engagement diffère d'une manière systématique d'un groupe d'âge à l'autre, mais il prend des formes différentes. Ainsi, les senior·e·s constituent le groupe d'âge à la plus forte propension à consommer des produits de saison pour des questions environnementales; ce groupe est également enclin à manger des produits bio pour les mêmes raisons. En revanche, c'est dans ce groupe que l'on retrouve la plus faible propension à acheter des articles de seconde main pour des questions environnementales (chapitre 2).

Les analyses portant spécifiquement sur les senior·e·s pointent, pour leur part, la très forte hétérogénéité des attitudes et des comportements au sein de ce groupe. Elles montrent également que ces préférences et ces comportements disparates reflètent eux-mêmes la diversité d'expérience de cette génération et peuvent, au niveau individuel, être expliqués par quelques facteurs aisément identifiables: certains ne s'engagent pas par manque de moyens; d'autres par manque de connaissance; d'autres encore par manque de lien social ou parce que leur état de santé ne leur permet pas de le faire; enfin, dans des cas extrêmement rares, parce que les personnes ne perçoivent pas la

problématique climatique ou ne pensent pas qu'elle est liée à l'activité humaine (chapitres 3 et 4). Les obstacles à une participation plus forte des senior·e·s à la lutte pour le climat sont donc pour la plupart très semblables à ceux auxquels se heurtent les autres générations. Il s'agit surtout d'obstacles surmontables que des actions publiques ciblées pourraient au moins partiellement lever.

Les entretiens collectifs montrent l'important potentiel créatif des senior·e·s quand il s'agit de trouver des solutions pour limiter l'impact des humains sur le climat. Ils mettent en évidence non seulement une grande volonté d'agir au niveau local, mais aussi une série d'obstacles à l'action que ce soit au niveau institutionnel, sociétal ou individuel (chapitre 5).

Les analyses du bien-être (chapitres 6 à 8) mettent en avant la multidimensionnalité de ce concept. Elles distinguent notamment une conception hédoniste du bien-être, qui pourrait être définie comme une maximisation d'émotions positives, et une conception eudémonique dans laquelle la réalisation de son propre potentiel est mise en avant. Si les analyses montrent que les senior·e·s romand·e·s ont en moyenne des niveaux de bien-être élevés sur toutes les dimensions analysées, elles mettent également en évidence une hétérogénéité. Ainsi, les personnes membres d'organisations environnementales rapportent en moyenne des niveaux de satisfaction plus élevés par rapport à leurs relations sociales et disent se sentir plus souvent absorbées par ce qu'elles font que les non-membres. Il est vrai qu'elles disent également ressentir des émotions négatives plus souvent que les personnes qui ne s'engagent pas.

Alors que la santé impacte le bien-être de tous les senior·e·s, il apparaît également que les déterminants du bien-être ne sont pas systématiquement les mêmes pour les hommes et les femmes. Le fait de vivre seul constitue par exemple un important obstacle au bien-être pour les hommes, mais non pour les femmes. Les analyses montrent également qu'il n'existe pas d'effet univoque de l'engagement sur le bien-être : ni le fait d'être membre d'une association environnementale, ni le fait de manifester ne sont associés de manière systématique au bien-être hédonique ou eudémonique. La variable la plus souvent

associée au bien-être, mais pas toujours de manière significative, est la diminution de la consommation. Plus généralement, l'analyse montre que les senior·e·s qui finissent par s'engager en retirent plutôt des choses positives. Certes, les personnes qui s'engagent ont tendance à être plus pessimistes quant au futur, mais elles expriment des niveaux de bien-être semblables à la moyenne.

## Partie I

---

### LES SÉNIOR·E·S, DES ÉCO-CITOYEN·NE·S COMME LES AUTRES ?

La première partie de cet ouvrage a pour objectif de situer les attitudes et les engagements des sénior·e·s envers le climat par rapport à celles et à ceux des autres générations. Dans la mesure où la plupart des travaux sur le sujet se sont intéressés soit aux jeunes, soit à la population en général, on ne sait finalement que peu de choses sur les positions spécifiques des sénior·e·s. Ce groupe se distingue-t-il des autres groupes d'âge? Et si oui, sur quelles dimensions?

Dans ces deux premiers chapitres, nous analysons d'abord les attitudes envers le climat, en particulier le niveau de préoccupation suscité par le changement climatique et la confiance dans différentes manières d'y faire face, puis les comportements des individus en lien avec l'environnement, avec un intérêt particulier pour les actions au quotidien et les engagements associatifs.

L'intérêt d'étudier à la fois les attitudes et les comportements tient à deux facteurs. Premièrement, même si, *in fine*, ce sont les comportements qui ont un impact direct sur l'environnement, les attitudes sont essentielles pour comprendre quelle est la position des

différents groupes d'âge sur ces enjeux et, en conséquence, quelle est la latitude d'action des collectivités publiques face à ces questions, sachant que dans un régime démocratique, les décisions politiques devraient satisfaire une majorité de citoyennes et de citoyens. Plusieurs théories en sciences sociales mettent d'ailleurs l'accent sur l'importance de l'opinion publique pour les décisions prises par les institutions politiques. Deuxièmement, la relation entre attitudes et comportements est intéressante car, d'une part, les attitudes constituent un facteur important d'explication des comportements et, d'autre part, il n'y a pas toujours – et de loin – une correspondance parfaite entre les deux.

Ces deux chapitres ont pour but de situer les sénior-e-s par rapport aux autres groupes d'âge pour ce qui est des attitudes dans le premier chapitre et pour ce qui est des comportements dans le second. Dans les deux cas, nous adoptons la même démarche. Nous décrivons la situation des sénior-e-s par rapport à deux grands groupes d'âge: les jeunes et les «adultes». Nous définissons les sénior-e-s comme les personnes âgées de soixante-quatre ans et plus, les jeunes comme les personnes de moins de trente-cinq ans et les «adultes» correspondent à la catégorie des trente-cinq/soixante-quatre ans.

Le premier chapitre discute des différences et des similitudes en termes d'attitudes envers le climat entre les groupes d'âge. Diverses théories qui impliquent des relations différentes entre âge et attitudes envers le climat sont passées en revue. Dans la partie empirique, ces attitudes sont mesurées à travers des réponses à une enquête par questionnaire standardisé concernant le niveau de préoccupation concernant le climat, les conséquences perçues du changement climatique et les mesures qui pourraient être prises pour remédier à ce dernier. Pour chacun de ces thèmes, une comparaison est faite entre les opinions des différents groupes d'âge, montrant généralement peu de différences d'opinions.

Le second chapitre s'attache, d'une part, à présenter les différentes formes d'action politique qui sont le plus souvent utilisées dans le cadre de la lutte pour le climat et, d'autre part, à décrire la proportion des sénior-e-s qui emploient ces différentes formes d'action. En particulier, l'analyse distingue entre des engagements associatifs, des actions politiques

contestataires, comme par exemple le boycott et la participation à des manifestations, et des actions qui sont menées au quotidien et qui peuvent être assimilées à des «écogestes», par exemple trier ses déchets ou renoncer à consommer de la viande pour des raisons environnementales. Recourant à différentes bases de données comme notre enquête auprès des senior·e·s en 2020 abrégée SCWS (Lorenzini, Rosset et Félix, 2022), l'enquête MOSAiCH 2020 de la population suisse (Ernst Stähli et al., 2020) ou encore une enquête, intitulée Protest for a Future II, menée auprès des personnes qui ont participé aux manifestations pour le climat en 2019 (De Moor et al., 2020), les analyses montrent que différents groupes d'âge plébiscitent différents types d'action, mais que dans l'ensemble, le niveau d'engagement est comparable entre les groupes d'âge.



## Chapitre 1

---

# Différences intergénérationnelles dans les opinions vis-à-vis du réchauffement climatique et des solutions à y apporter

### Introduction

Les individus ont des opinions concernant le climat et, plus généralement, sur les questions environnementales. Ces opinions, que l'on appelle aussi parfois attitudes, portent sur l'existence et l'origine de la crise climatique, sur l'importance ou l'urgence de cet enjeu, mais aussi sur les moyens qu'il faudrait mettre en œuvre pour contrer ce phénomène. Elles sont cruciales car elles traduisent une interprétation de la situation et, de ce fait, constituent un guide à l'action des individus. Pour dire les choses simplement, la probabilité qu'un individu agisse en faveur du climat est plus grande si cet individu considère cet enjeu comme important et pense que les actions individuelles peuvent jouer un rôle pour limiter le réchauffement climatique.

Les enjeux environnementaux et, en particulier, le climat sont présentés dans les médias et dans le discours populaire comme des thèmes qui divisent les générations et sur lesquels les différents groupes d'âge auraient des opinions différentes. Lors des grèves pour le climat, la participation des

jeunes a été fortement mise en évidence. Dans ce contexte, on a souvent entendu dire que les jeunes étaient particulièrement inquiets·ètes pour leur avenir ou que les générations précédentes ne se souciaient pas autant de l'environnement que celles qui atteignent l'âge adulte aujourd'hui. Mais les mobilisations de jeunes ont également fait réagir les personnes qui percevaient cette mobilisation comme déconnectée des pratiques des jeunes et questionnaient la cohérence de ces actions. Dans ce contexte, on a pu entendre que les jeunes générations actuelles ont grandi dans une société de surabondance et ne sont pas forcément favorables à des mesures pro-environnementales si celles-ci impliquent des restrictions et ce, contrairement à celles et ceux qui ont grandi durant la période d'après-guerre et seraient mieux préparées à vivre avec peu de ressources.

La diversité des discours populaires sur le sujet reflète bien la multitude des théories destinées à expliquer des différences intergénérationnelles en termes d'opinion concernant le climat et l'environnement. Pour compliquer la donne, si des différences sont observées entre des groupes d'âges, elles pourraient être dues à la fois à des *effets de cycle de vie* – par exemple liés au fait que la plupart des senior·e·s partagent le fait de ne pas travailler et de ne pas avoir d'enfant à charge alors que c'est l'inverse qui caractérise les quadragénaires d'aujourd'hui (mais aussi les senior·e·s d'aujourd'hui lorsqu'ils avaient quarante ans) – ou à des *effets de génération*, c'est-à-dire des différences qui seraient dues par exemple à l'expérience partagée d'une cohorte, que ce soit parce qu'elle a été confrontée à des valeurs spécifiques durant ses années formatives ou parce qu'elle est marquée par des événements influents.

Dans tous les cas, savoir s'il existe une fracture environnementale entre les groupes d'âge en Suisse romande actuellement est intéressant et pas seulement pour arbitrer entre différentes perspectives théoriques. Des clivages autour de ces questions peuvent avoir des répercussions importantes non seulement sur la démocratie, mais aussi sur la possibilité de trouver des compromis entre des groupes potentiellement antagonistes. On sait notamment que la politique institutionnelle tend à être exercée par des personnes plus âgées en moyenne que la population (Pilotti, 2016). Même si la très grande majorité des représentant·e·s politiques sont en âge de travailler, les senior·e·s sont tout de même

très bien représenté.e-s dans la politique suisse. De plus, les différents groupes d'âge ne disposent pas du même niveau de revenu et de fortune (Martínez, 2020). Par exemple, le poids économique des jeunes générations est plus faible que leur poids démographique dans la société suisse. Cela a une importance car les opinions des personnes favorisées économiquement ont tendance à être mieux représentées que celles des citoyens plus modestes (Rosset, 2016). Par conséquent, s'il existe un clivage directement lié à l'âge, il est fort possible que les positions défendues par les jeunes et, dans une moindre mesure, par les sénior.e-s soient minorisées, même si la recherche actuelle ne fait pas apparaître de tels biais (Kissau, Lutz et Rosset, 2012). Cependant, malgré les discours populaires et journalistiques sur le sujet, rien n'indique qu'un clivage générationnel important existe sur ces questions, dans la mesure où la plupart des travaux empiriques menés dans d'autres pays ou durant des périodes antérieures semblent montrer que les questions environnementales ne clivent pas les groupes d'âge (Gray et al., 2019; Lorenzini, Monsch et Rosset, 2021; Rosset, 2022).

Ce chapitre a pour objectif de répondre à la question de savoir s'il existe un fossé de génération autour des questions environnementales et, si c'est le cas, de déterminer quel est le contenu des dissensions. Il a également pour but de situer les opinions des sénior.e-s par rapport aux autres groupes d'âge ce qui permettra une analyse contextualisée de ce groupe spécifique de la population dans les chapitres suivants. Pour ce faire, il s'agira, premièrement, de présenter les théories qui prédisent des différences d'opinions environnementales entre les groupes d'âge et, deuxièmement, d'effectuer une comparaison systématique des opinions sur l'environnement et le climat entre les groupes d'âge en Suisse romande. Comme nous allons le voir, les résultats de cette analyse empirique montrent que s'il existe bien des différences entre les groupes d'âges, elles sont relativement ténues: on ne distingue ni une forte polarisation entre les groupes d'âge, ni de conflit de valeurs autour des questions environnementales. Les différences entre les personnes habitant en ville ou à la campagne par exemple sont beaucoup plus marquées que ne le sont les différences entre les jeunes et les sénior.e-s.

## **Les raisons d'une différence potentielle entre les senior·e·s et les autres groupes d'âge**

Il existe plusieurs théories sur les différences d'opinions entre groupes d'âge. Comme on le verra, elles impliquent pour certaines que les opinions favorables à l'environnement ont tendance à être moins fortes chez les senior·e·s et, pour d'autres, au contraire, que les senior·e·s constituent avec les jeunes le groupe dans lequel les opinions sont les plus favorables à l'environnement.

Les recherches actuelles sur les différences entre groupes d'âge partent souvent de l'hypothèse que les jeunes générations sont davantage préoccupées par le changement climatique et l'environnement en général. Deux explications principales fondent ces hypothèses.

La première est que les questions environnementales sont devenues plus pressantes au cours des dernières décennies et que l'on en a davantage parlé dans les médias et dans les programmes scolaires. Il en résulterait une plus grande attention à la problématique du climat de la part des citoyens, surtout si les contenus des médias sont pro-environnement. Une étude menée en Suisse montre d'ailleurs l'augmentation quantitative des informations liées à l'environnement dans les médias (Franzen et Vogl, 2013).

En même temps, les connaissances relatives à ces questions se sont améliorées. Bien sûr, la problématique du réchauffement climatique est connue depuis les années 1970 au moins, mais les informations à son sujet sont aujourd'hui beaucoup plus précises et plus étayées. La place dévolue à l'éducation environnementale dans la plupart des cursus scolaires a crû au cours des dernières décennies. Pour ces différentes raisons qui toutes font référence à un changement de contexte informationnel, on pourrait s'attendre à ce que les préoccupations liées à l'environnement et, plus spécifiquement au climat, soient plus fortes parmi les générations les plus jeunes qui ont pu bénéficier plus que les senior·e·s d'informations sur le sujet et ce, durant leurs années formatives.

Une autre raison qui pousserait à penser que les individus plus âgés se préoccupent moins de l'environnement est, elle, plus liée au cycle de

vie qu'au contexte historique dans lequel les différentes générations ont grandi. Elle a trait au fait que, en théorie, plus l'âge biologique d'une personne est élevé, plus courte est son espérance de vie. Bien que les effets du changement climatique se fassent déjà sentir à l'heure actuelle, les expert-e-s sont unanimes sur le fait que les choses vont empirer au cours des décennies à venir. Les sénior-e-s ont, par conséquent, une probabilité moins forte de subir ces conséquences les plus négatives sur leur propre personne. D'un point de vue rationnel, l'intérêt et le bénéfice de s'attaquer à cette problématique diminuent avec l'âge. Plus une personne est âgée, moins elle a de chance de pâtir personnellement du changement climatique, ce qui pourrait l'amener à adopter des opinions moins favorables à l'environnement. Cette perspective théorique prédit donc elle aussi une relation négative et linéaire entre âge et opinions pro-environnementales. Cette fois, l'explication n'est pas liée au contexte informationnel des différentes cohortes, mais bien au cycle de vie individuel.

D'autres perspectives postulent que l'âge n'est pas lié de manière linéaire aux préférences environnementales. Premièrement, certaines théories mettent l'accent sur le fait que les opinions concernant l'environnement sont en grande partie dictées par la capacité des individus à se les offrir. Cette perspective prédit donc que ce sont les individus capables de payer, par exemple, des taxes plus importantes ou de consommer des produits plus chers, mais environnementalement responsables, qui seraient les plus susceptibles de défendre l'environnement. Bien qu'elle semble réductrice dans la mesure où de nombreuses actions favorables à l'environnement sont tout à fait gratuites (voire font économiser de l'argent), cette perspective prédit que ce sont surtout les individus appartenant aux tranches d'âge intermédiaires à élevées, toujours actifs sur le marché du travail – les quarante-soixante ans – qui auraient les opinions les plus favorables à l'environnement dans la mesure où leurs revenus sont habituellement les plus élevés. Si ce type d'explication est vérifié, on pourrait s'attendre à ce que les jeunes et les sénior-e-s, dont les revenus ne sont pas les plus élevés, adoptent des attitudes communes moins favorables à l'environnement que celles des tranches d'âge intermédiaires.

Enfin, une relation non linéaire entre âge et opinion pro-environnementale, à l'exact opposé de celle décrite ci-dessus, peut être postulée à partir d'une théorie selon laquelle les opinions sur l'environnement seraient liées à une capacité de s'affranchir des normes en vigueur. Selon cette perspective, les personnes les plus susceptibles de s'engager en faveur de l'environnement seraient les moins fortement intégrées dans le monde du travail. Cette distance, ou cette liberté si l'on préfère, les rendrait moins enclines à justifier et à reproduire le modèle social dominant et leur permettrait de développer des idées plus radicales concernant l'environnement. Selon ce point de vue, les groupes d'âge aux extrémités, c'est-à-dire les jeunes et les sénior·e·s, qui participent moins au marché du travail, seraient précisément celles et ceux dont les opinions sont les plus favorables à l'environnement. Dans ce cas, la relation postulée entre âge et opinion pro-environnementale aurait la forme d'une courbe en U, c'est-à-dire que les jeunes et les sénior·e·s, à l'écart du marché du travail, auraient des attitudes communes favorables à l'environnement.

Le tableau 1 résume les quatre théories qui viennent d'être évoquées et illustre la relation prédite entre âge et préférences environnementales. On s'aperçoit que plusieurs théories prédisent un niveau de préoccupation environnementale qui serait plus faible pour les groupes d'âge plus avancés. Mais les études empiriques sur le sujet montrent globalement une absence de relation ou une relation faible entre âge et opinions environnementales (Gray et al., 2019; Lorenzini, Monsch et Rosset, 2021; Rosset, 2022). L'une des limites des études actuelles est que celles-ci se focalisent souvent sur les attitudes envers l'environnement en général, sans étudier les nuances qui affectent le type d'inquiétude ou le type de réponse qui peuvent découler des enjeux environnementaux. Dans la section qui suit, nous allons précisément analyser ce qu'il en est en Suisse romande durant la période actuelle.

*Tableau 1. Résumé des principales théories liant âge et préférences environnementales*

<b>Libellé de la théorie</b>	<b>Logique explicative</b>	<b>Forme de la relation entre âge et préférence</b>
A. Contexte informationnel (saillance de l'enjeu/éducation/connaissance)	Génération	\
B. Espérance de vie	Cycle de vie	\
C. Capacité à payer	Cycle de vie	∩
D. Disponibilité	Cycle de vie	∪

Source : Élaboration propre.

## **Analyses empiriques**

Pour le vérifier, nous exploitons les données de l'enquête MOSAiCH 2020 (Ernst Stähli et al., 2020). Celle-ci a été menée de février à août 2020, partiellement pendant les mois durant lesquels la Suisse vivait une période de semi-confinement due à l'épidémie de la Covid-19. Si l'on peut imaginer que cet événement a pu avoir une incidence sur les préoccupations des répondant·e·s, il n'est pas évident que la pandémie ait pu avoir un effet différencié selon les groupes d'âge. Cependant, nous sommes intéressé·e·s par les différences d'opinions entre les groupes d'âge, et il n'y a donc pas de raison de se priver d'analyser cette source de données, l'une des plus riches et des plus récentes concernant l'opinion des Suissesses et des Suisses sur l'environnement.

MOSAiCH est une enquête annuelle, menée par le Centre suisse de compétences en sciences sociales (FORS). Son thème phare pour l'année 2020 était l'environnement. Cette enquête présente de nombreux avantages : elle est conduite pour la recherche fondamentale et bénéficie d'une excellente base d'échantillonnage<sup>1</sup>. La taille de son

<sup>1</sup> Les individus sont tirés au sort au hasard à partir d'un registre d'échantillonnage tenu par l'Office fédéral de la statistique.

échantillon national est suffisante pour permettre une analyse plus spécifique sur la Suisse romande<sup>2</sup>. Cette enquête est réalisée par questionnaire auto-administré: les répondant·e·s, tiré·e·s au sort, reçoivent, par la poste, une invitation à participer à une enquête en ligne, mais peuvent également répondre au questionnaire sur un formulaire papier. Au total, 42,3% des personnes contactées ont répondu au questionnaire en 2020, un résultat dans la norme des taux de participation en Suisse.

L'échantillon que nous avons analysé inclut 1173 individus âgés de dix-huit à nonante-huit ans et habitant la région francophone du pays. Pour faciliter les analyses, nous avons créé des groupes d'âge pour les comparer. Le choix du nombre de groupes et des seuils permettant de les définir contient inévitablement une dose d'arbitraire. Pour faciliter la communication des résultats, nous avons décidé de créer trois groupes d'âge que nous appellerons par commodité:

- les jeunes (adultes) – dix-huit à trente-quatre ans;
- les adultes – trente-cinq à soixante-trois ans;
- les sénior·e·s – soixante-quatre ans et plus.

Nous avons recouru à une pratique courante dans la littérature qui consiste à grouper les sénior·e·s dans une catégorie qui commence à l'âge de la retraite (nous avons choisi l'âge de la retraite pour les femmes – soixante-quatre ans – comme valeur limite). L'âge de trente-cinq ans a été retenu pour distinguer deux groupes dans le reste de la population, les jeunes et les adultes. Cette limite d'âge est en partie arbitraire, mais elle tient compte du fait que les jeunes connaissent une phase plus ou moins longue de transition vers l'indépendance économique et familiale à travers la constitution éventuelle d'un couple

---

<sup>2</sup> Cette focalisation sur la Suisse romande n'est pas nécessairement liée au fait que nous pensons qu'il existe des différences importantes entre les régions linguistiques en Suisse, mais tient plutôt à ce que les données que nous avons récoltées spécifiquement auprès des sénior·e·s et qui seront présentées dans les prochains chapitres ne concernent que les sénior·e·s. Il nous est donc apparu plus cohérent de travailler dans le même contexte pour l'ensemble de l'ouvrage.

et la parentalité qui peut parfois durer jusqu'à un âge relativement avancé (Van de Velde, 2008).

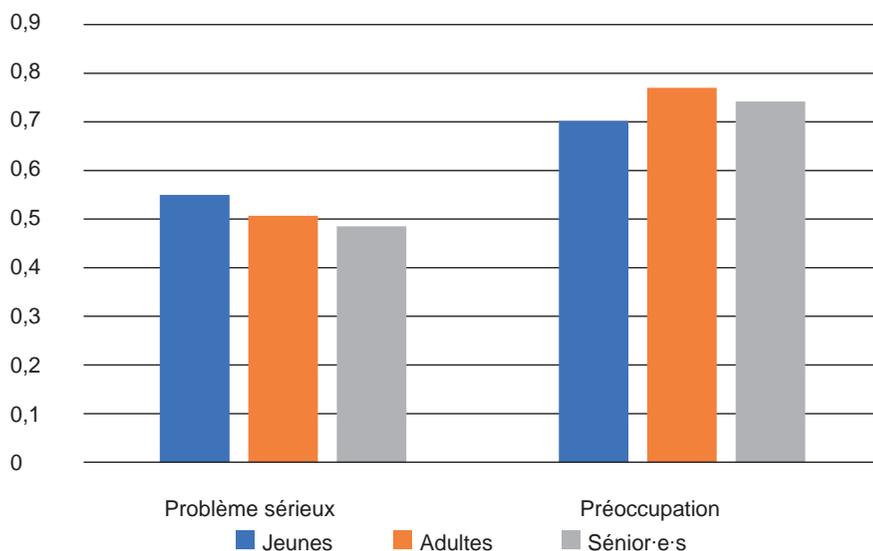
Dans un premier temps, nous présenterons les analyses sur les différences en termes de préoccupations environnementales entre les groupes d'âge, puis sur les attitudes plus spécifiques par rapport au climat, avant d'aborder le thème des moyens à mettre en œuvre ainsi que celui des acteurs-rices et des stratégies que les répondant-e-s perçoivent comme pertinentes pour faire face au réchauffement climatique.

Le graphique 1 illustre la part de celles et ceux qui estiment que l'environnement est l'un des principaux problèmes à résoudre en Suisse ainsi que celle des personnes qui se disent préoccupées, voire très préoccupées par l'environnement. Pour le premier indicateur, nous avons utilisé une question qui proposait aux répondant-e-s d'indiquer lequel parmi neuf thèmes globaux (santé, criminalité, éducation, immigration, pauvreté, environnement, économie et terrorisme ou aucun des thèmes précités) leur paraissait le plus important pour la Suisse aujourd'hui, avant que la même question soit posée concernant le deuxième sujet le plus important. Au total, environ 50% des répondant-e-s ont choisi l'environnement comme premier ou second sujet, soit plus que n'importe quel autre thème hormis la santé.

Nous observons quelques différences entre les groupes d'âge: les jeunes ont été plus nombreux-ses à citer l'environnement, alors que les sénior-e-s ont été légèrement moins enclin-e-s à le faire. Ces différences ne sont toutefois pas significatives d'un point de vue statistique: en d'autres termes, il existe une forte probabilité (supérieure à 5%) que les différences observées soient dues à l'échantillonnage et ne se retrouvent pas dans la population réelle.

Cette différence très faible entre les groupes d'âge se retrouve lorsque l'on analyse les réponses à la deuxième question qui concerne le niveau de préoccupation par rapport à l'environnement. À la question: « Dans quelle mesure vous sentez-vous préoccupé-e par les questions relatives à l'environnement? », l'échelle des réponses proposées allait de 1 « pas du tout préoccupé-e » à 5 « très préoccupé-e ». Nous avons recodé les réponses de toutes les personnes ayant répondu 4 ou 5 à

Graphique 1. Importance des problèmes environnementaux et niveau de préoccupation pour l'environnement parmi les groupes d'âge



Source des données : MOSAiCH 2020.

cette question. On s'aperçoit que plus de deux tiers des répondant·e·s de chaque catégorie se disent être préoccupé·e·s. L'âge ne semble donc pas jouer un rôle important dans ce cas. À titre de comparaison, les différences entre les répondant·e·s des villes et des campagnes sont de l'ordre de 10 points de pourcentage, soit des écarts significatifs.

Cette absence de différence en termes de préoccupation entre les générations peut tout de même être mise en perspective sur la base de nos entretiens qualitatifs (Grand et al., 2022). De nombreux·ses sénior·e·s affirment être très préoccupé·e·s non pas pour elles-mêmes ou pour eux-mêmes, mais pour les plus jeunes générations. Plusieurs témoignages recueillis illustrent cet état de fait :

*« En ce qui me concerne moi, tout à fait personnellement, je ne suis pas inquiète pour moi-même, j'ai quand même fait ma vie. Je*

*ressens de l'inquiétude pour l'avenir de l'humanité, simplement, des gens, de mes enfants, de mes éventuels petits-enfants.»*

*«L'avenir, je n'ose pas trop y penser. Mes enfants, les deux ils sont heureux, ils vivent dans un truc bien, et que tout ça se casse, et qu'ils sont réfugiés quelque part, qu'ils vivent dans une cabane, je ne peux pas m'imaginer. C'est peut-être ça qui menace à l'horizon.»*

*«À chaque fois que je vois le regard d'un petit môme dans une poussette, je ne peux pas m'empêcher de me dire "mais pauvre gosse" vraiment! Et comme j'ai dit avant, je ne suis vraiment pas sûre que ma fille ait envie de faire des gamins et je souhaite presque ne jamais être grand-mère. Ça serait mignon, je fonds devant des petits mômes, mais à chaque fois que j'en regarde un je dis "pauvre gosse".»*

Ce que cette première série d'analyses nous montre c'est, d'une part, que l'environnement en général est un thème très important qui préoccupe beaucoup les Romand-e-s et, d'autre part, que le niveau de préoccupation pour l'environnement est indépendant du groupe d'âge auquel il-elle-s appartiennent. Mais qu'en est-il plus spécifiquement des opinions et des préoccupations des Romand-e-s au sujet du réchauffement climatique?

Afin de mener cette analyse, nous pouvons, d'un côté, utiliser les questions concernant les opinions sur l'existence d'un réchauffement induit par l'activité humaine et, de l'autre, nous reporter aux questions relatives à la perception des conséquences négatives du changement climatique.

Pour ce qui est de l'origine humaine du changement climatique, la question posée dans l'enquête est la suivante: «Le climat de la planète et l'idée qu'il est en train de changer ces dernières décennies ont suscité de nombreux débats. Laquelle des affirmations suivantes reflète le mieux votre opinion à ce sujet», avec comme réponses possibles: «Le climat de la planète n'est pas en train de changer»; «Le climat est en train de changer principalement en raison de causes naturelles»; «Le climat est en train de changer autant en raison de causes naturelles que de l'activité humaine»; «Le climat est en train de changer principalement en raison de l'activité humaine».

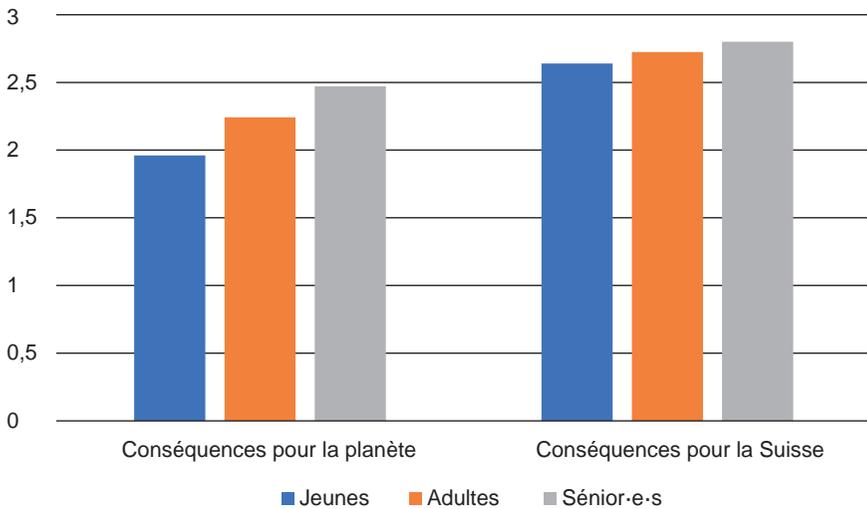
L'analyse des réponses à cette question montre qu'il existe un consensus très large sur le fait que le changement climatique existe et

qu'il est dû au moins partiellement à l'activité humaine. 97 % des jeunes et des adultes le pensent (et choisissent l'une des deux dernières catégories de réponse) et ce taux est quasiment identique pour les sénior·e·s, soit 96 %. Ce qui semble en revanche distinguer les sénior·e·s des autres groupes d'âge est le degré d'implication des activités humaines. Alors que près de deux tiers des jeunes et des adultes (68 % et 64 % respectivement) pensent que le climat est en train de changer principalement en raison de l'activité humaine, ce taux n'est que de 45 % parmi les sénior·e·s. Ici, la différence est à la fois très substantielle et statistiquement significative: davantage de sénior·e·s pensent que le climat est en train de changer aussi bien pour des raisons naturelles qu'humaines, ce qui n'est pas le cas parmi les générations nées après 1955.

Le graphique 2 montre ce que les répondant·e·s pensent des effets du changement climatique. Les questions posées invitent à juger si ce changement aura des effets négatifs ou positifs pour la planète et pour la Suisse. Les répondant·e·s avaient la possibilité de se situer sur une échelle allant de 0 – elles ou ils pensent que le changement climatique a des effets extrêmement négatifs – à 10 – elles ou ils pensent que le changement climatique a des effets extrêmement positifs. Sans surprise, la moyenne des réponses s'établit autour de 2, c'est-à-dire beaucoup plus proche de 0 que de 10, ce qui signifie que les répondant·e·s estiment en moyenne que ces répercussions sont très clairement négatives. Il existe cependant une différence entre les groupes d'âge. En général, les jeunes sont plus pessimistes sur l'impact du réchauffement climatique sur la planète que les sénior·e·s, et cette différence est statistiquement significative. En revanche, tous les groupes d'âge jugent moins négativement l'impact du changement climatique pour la Suisse (bien que les valeurs restent beaucoup plus proches du pôle « extrêmement négatif » que l'inverse). On ne relève pas de différence significative entre les groupes d'âge s'agissant de cette question.

S'il n'existe pas de différences notables entre générations pour ce qui est des préoccupations environnementales, il en apparaît quelques-unes concernant les opinions relatives au changement climatique. En moyenne, les sénior·e·s sont moins nombreux·ses à penser que le climat est en train de changer essentiellement à cause de l'activité humaine et

Graphique 2. *Appréciation des conséquences du changement climatique (0 = extrêmement négatives; 10 = extrêmement positives)*



Source des données: MOSAiCH 2020.

jugent également les effets du réchauffement climatique d'une manière légèrement moins négative que les jeunes.

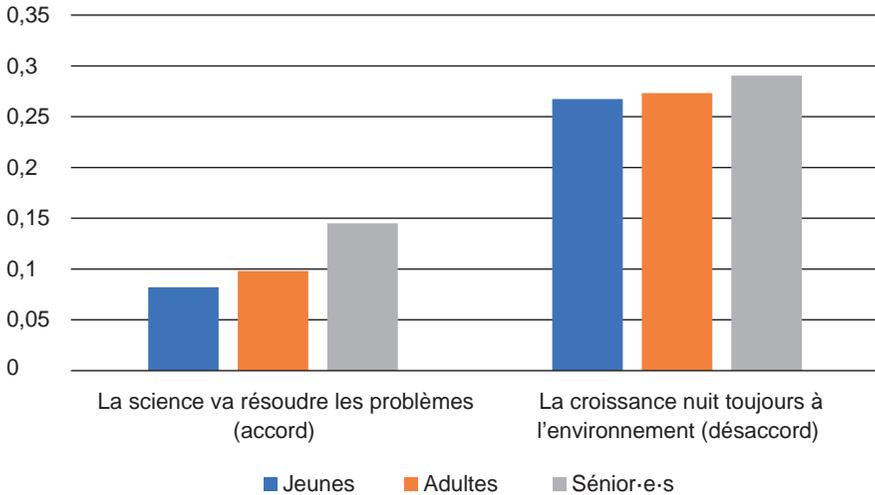
De cette analyse il ressort que le niveau de préoccupation concernant le climat est en général très élevé pour tous les groupes d'âge. S'agissant de ce que les Romandes et Romands considèrent comme moyens possibles de limiter les dégradations environnementales ou leurs conséquences, on peut distinguer deux perspectives sur ce sujet. Pour les uns, les avancées technologiques permettront de limiter les effets indésirables des activités humaines; pour les autres, il faudra réduire les activités humaines nuisibles à l'environnement et donc adapter les modes de vie afin de consommer moins de ressources. Le questionnaire MOSAiCH contient une question portant directement sur le premier sujet et une autre qui permet d'aborder le second en s'intéressant à ce que les répondant-e-s pensent des effets de la croissance économique sur l'environnement.

En ce qui concerne les solutions technologiques aux problèmes environnementaux, il est demandé d'exprimer un niveau d'accord avec l'affirmation suivante: «La science moderne va résoudre nos problèmes environnementaux sans provoquer de grands changements dans notre mode de vie.» On distingue cinq catégories possibles de réponse: tout à fait d'accord; plutôt d'accord; ni d'accord ni en désaccord; plutôt en désaccord; tout à fait en désaccord. Nous avons regroupé toutes les personnes ayant répondu soit tout à fait d'accord, soit plutôt d'accord, afin de créer une catégorie permettant de juger plus facilement la part des personnes qui soutiennent généralement cette affirmation. Pour ce qui est de l'opportunité de réduire les activités humaines en vue de protéger l'environnement, nous demandons aux répondant-e-s d'exprimer leur niveau d'accord avec l'affirmation suivante: «La croissance économique nuit toujours à l'environnement.» Être en accord avec cette affirmation ne signifie pas forcément être favorable à une décroissance – un individu pourrait tout à fait souscrire à cette affirmation, mais ne pas attacher suffisamment d'importance à l'environnement pour être favorable à l'environnement. Cependant, seules les personnes en désaccord avec cette affirmation peuvent penser que lutter pour l'environnement peut se faire sans changement majeur dans l'organisation du système économique. Dans ce cas encore, nous avons regroupé les personnes qui sont tout à fait en désaccord et plutôt en désaccord en une seule et même catégorie.

Le graphique 3 présente les niveaux d'accord et respectivement de désaccord pour les différents groupes d'âge avec ces deux questions. Plus précisément, il s'agit de la proportion des personnes qui pensent que la science va résoudre les problèmes environnementaux et celle des personnes qui pensent que la protection de l'environnement peut être menée dans le cadre d'une croissance économique. On ne peut que remarquer à quel point ces opinions sont minoritaires en Romandie. Moins de 10% des jeunes et des adultes estiment que la science va résoudre les problèmes environnementaux et la proportion est un peu plus élevée parmi les senior-e-s, mais elle demeure très faible, inférieure à 15%.

Concernant l'affirmation selon laquelle la croissance économique nuit toujours à l'environnement, moins de 30% des personnes appartenant à ces trois groupes d'âge sont en désaccord avec elle. En outre, on

*Graphique 3. Niveau d'accord avec l'affirmation selon laquelle la science va résoudre les problèmes environnementaux et de désaccord avec l'affirmation selon laquelle la croissance économique nuit toujours à l'environnement*



Source des données: MOSAiCH 2020.

n'observe aucune différence entre les groupes d'âge concernant cette affirmation. Ces résultats révèlent à quel point les Romand·e·s sont persuadé·e·s que lutter contre les problèmes environnementaux passe par un changement de système. Seule une petite minorité pense qu'une croissance économique est possible sans nuire à l'environnement; une proportion encore beaucoup plus faible est d'avis que la science pourra résoudre les problèmes environnementaux.

## Conclusion

Nous avons discuté dans ce chapitre de la relation entre âge et attitudes concernant l'environnement. Nous avons mis en avant le fait que différentes théories prédisent des variations entre les trois groupes d'âges et

qu'il n'est pas possible de partir du principe qu'il existerait forcément des différences en termes d'attentes environnementales entre les générations.

À l'aide des données de l'enquête MOSAiCH 2020, nous avons pu situer les opinions des sénior·e·s. Contrairement à ce qu'une théorie rationaliste des opinions pourrait prédire, elles et ils ne sont pas clairement moins favorables à l'environnement que les générations plus jeunes. Les niveaux de préoccupation environnementale sont élevés et quasiment identiques pour tous les groupes d'âge; la proportion des personnes ne croyant pas en un réchauffement climatique causé par l'humain est minime (pour les sénior·e·s, elle atteint 4%). Les répondant·e·s dans leur ensemble croient en des effets négatifs du réchauffement climatique pour la planète et, dans une moindre mesure, pour la Suisse. Enfin, il·elle·s ne croient pas que la science pourra apporter une réponse aux problématiques environnementales ni qu'une protection de l'environnement pourra être mise en œuvre dans le cadre d'un paradigme de croissance.

Pour ce qui est des différences entre groupes d'âge, on observe quelques très légers écarts entre le groupe des sénior·e·s et celui des jeunes. Les sénior·e·s sont un petit peu moins pessimistes sur le fait que le réchauffement climatique aura des conséquences extrêmement négatives pour la planète et un petit peu moins sceptiques sur la capacité de la science à résoudre les problèmes environnementaux. L'autre différence concerne le degré d'implication de l'humain dans le réchauffement climatique. Les sénior·e·s sont plus nombreux·ses que ne le sont les jeunes et les personnes âgées de trente-cinq à soixante-trois ans à penser que le réchauffement climatique est dû à la fois aux activités humaines et à des phénomènes naturels.

Ces résultats montrent généralement que les sénior·e·s sont très concerné·e·s par les questions environnementales et qu'il existe une compréhension relativement semblable de ces problématiques entre les générations. Il existe clairement une potentialité de solidarité intergénérationnelle autour de ces questions, et l'âge n'est pas un facteur déterminant pour comprendre le positionnement des Romandes et des Romands sur les enjeux environnementaux. Ces analyses montrent néanmoins qu'à

l'exception de la question de l'existence d'un réchauffement climatique causé par l'homme qui fait quasiment l'unanimité, il existe des différences d'opinions au sein de chaque groupe d'âge: tous les individus n'ont pas les mêmes attitudes. Dans le chapitre 3, nous analyserons précisément ce qui peut expliquer les opinions des sénior·e·s. En dépouillant des données spécifiques aux sénior·e·s en Suisse romande, nous montrerons quels facteurs concourent à la formation des opinions pro- ou anti-environnementales au sein de cette population.

Mais auparavant, penchons-nous sur l'engagement des différents groupes d'âge en faveur de l'environnement. Ces groupes ont des opinions relativement proches, mais qu'en est-il des actions concrètes qu'ils sont prêts à mener ou qu'ils mènent déjà au quotidien. Ces opinions très semblables des sénior·e·s et des jeunes se traduisent-elles en des comportements comparables ou existe-t-il malgré tout un clivage entre générations lorsque l'on ne s'intéresse plus aux attitudes, mais aux actes?



## Chapitre 2

---

### **Différences intergénérationnelles dans les engagements pour le climat**

Dans le chapitre précédent, nous avons vu que les senior·e·s sont préoccupé·e·s par la question climatique et se sentent très concerné·e·s par les questions environnementales. Également, il existe une compréhension relativement similaire de ces problématiques entre les générations. Dans ce chapitre, nous examinerons les différents engagements politiques des senior·e·s relatifs à l'environnement et au changement climatique afin de comprendre ce que les senior·e·s font concrètement pour contribuer à réduire leur impact sur l'environnement et sur le changement climatique. Ces senior·e·s – comme l'ensemble de la population – disposent d'un répertoire d'actions politiques pour faire entendre leurs voix sur ce thème. Nos analyses montrent que les senior·e·s s'engagent pour le climat et l'environnement en s'appuyant sur diverses formes de participation politique. Les senior·e·s votent, boycottent des produits, signent des pétitions et, pour certain·e·s, sont actifs·ves dans diverses associations environnementales. De plus, une minorité de senior·e·s est descendue dans la rue pour manifester au côté des jeunes en 2019 dans le cadre des marches pour le climat. De nombreux·ses senior·e·s adoptent également des pratiques quotidiennes qui permettent de limiter l'impact de leur mode de vie sur le climat. Toutefois, leurs engagements pour le climat

et l'environnement restent largement méconnus du grand public. La recherche s'intéresse peu aux engagements des senior-e-s sur ce thème. La plupart des travaux sur les engagements pro-environnementaux portent sur la population générale (Kennedy et al., 2009). Les mobilisations de 2019 autour des marches et des grèves pour le climat ont donné lieu à un renouvellement des recherches sur les engagements pour le climat et l'environnement. Parmi ces travaux, certains se focalisent sur les jeunes (Hartley et al., 2021 ; Prendergast et al., 2021) ou sur les adultes (Elsen et Ord, 2021). À notre connaissance, seules nos recherches adoptent une perspective intergénérationnelle et s'intéressent au rôle des senior-e-s dans ces mobilisations (Lorenzini, Monsch et Rosset, 2021). Notre recherche montre que si les médias tendent à mettre l'accent sur l'engagement des jeunes pour le climat, d'autres générations se mobilisent également. Parmi elles, des senior-e-s s'engagent dans les marches pour le climat. La focalisation sur les engagements des jeunes pour le climat et l'environnement offre une image trompeuse de ce mouvement et ne permet pas de rendre compte des préoccupations et des engagements de l'ensemble de la population et encore moins des senior-e-s sur ce thème.

Dans une démocratie semi-directe telle que la Suisse, les citoyens et citoyennes peuvent voter pour élire leurs représentant-e-s politiques lors des élections mais aussi pour soutenir ou s'opposer à des référendums et à des initiatives populaires. Au-delà de ces engagements ponctuels, il-elle-s peuvent exprimer leurs préférences politiques en s'engageant dans des partis politiques ou des associations qui défendent leurs valeurs et leurs points de vue. De plus, il est possible de signer des pétitions, de participer à des manifestations ou de pratiquer la désobéissance civile. Ces modes d'action s'inscrivent dans un répertoire d'action. Le concept de répertoire d'action fait référence aux multiples formes de participation politique dont disposent les citoyen-ne-s dans un certain contexte historique, politique, social et économique pour s'engager en politique (Fillieule, 2010 ; Tilly, 2008). Ainsi, lors du semi-confinement du printemps 2020 lié à la pandémie de Covid-19, il n'était plus possible de descendre dans la rue pour manifester. Plusieurs collectifs ont appelé à faire du bruit aux fenêtres ou sur les balcons ; c'était notamment le cas pour le 1<sup>er</sup> mai 2020 ou le 25 mai qui devait

être le jour de la grève du climat. Ce mode d'action a été utilisé par le passé dans d'autres contextes et par d'autres mouvements sociaux. Il resurgit en fonction de changements dans les opportunités politiques qui offrent plus ou moins de possibilités de participer politiquement et de faire entendre sa voix.

Au-delà de cet exemple récent, les recherches portant sur les mouvements sociaux montrent que la participation à des manifestations est de plus en plus commune parmi différents groupes sociaux. Les chercheur·e·s considèrent même que ce mode de participation politique s'est normalisé et que nous vivons dans une société des mouvements sociaux (Tarrow, 2011 [1994]). Ainsi, un public de plus en plus diversifié participe à des manifestations (Van Aelst et Walgrave, 2001 ; Norris, Walgrave et Van Aelst, 2005). Néanmoins, les générations qui ont été socialisées lors de périodes intenses de mobilisation demeurent les plus présentes dans les manifestations ultérieures (Giugni et Grasso, 2019 ; Caren, Ghoshal et Ribas, 2011). Plus récemment, les engagements politiques liés au style de vie sont entrés dans les répertoires d'action contemporains (De Moor, 2017). Ce concept fait référence aux actions entreprises pour adapter son mode de vie à ses valeurs. Par exemple, la consommation de produits locaux, de saison ou équitable, le fait de se déplacer à vélo ou de renoncer à consommer de la viande peuvent être compris comme des actions politiques visant à mettre en pratique certaines valeurs politiques dans la vie quotidienne. Ces actions occupent une place particulièrement importante dans les mouvements environnementaux (De Moor, Catney et Doherty, 2021). Nous allons analyser ici les engagements politiques des senior·e·s pour comprendre quelles formes de participation ils ou elles privilégient pour faire entendre leur voix et pourquoi ces formes de participation sont privilégiées.

De nombreuses études s'intéressent aux répertoires d'action des jeunes. Les travaux portant sur ce groupe ont montré qu'il s'engage moins dans la politique institutionnelle ; les jeunes sont proportionnellement moins nombreux·ses à voter et à s'engager dans les partis politiques que les générations précédentes (Henn, Weinstein et Forrest, 2005 ; Norris, 1999). Pourtant, d'autres études questionnent ce désintérêt

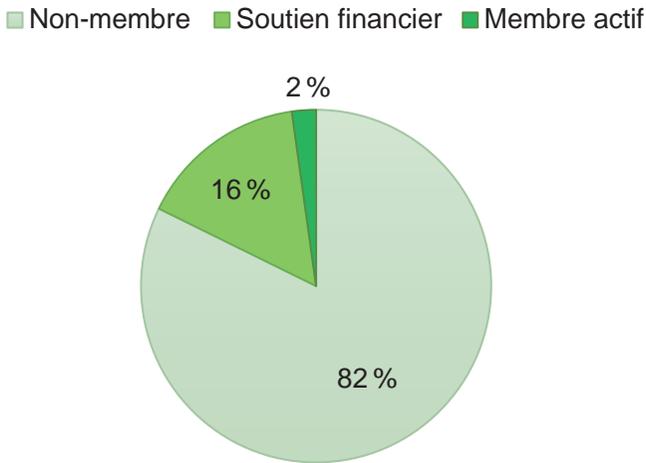
des jeunes pour la politique et mettent en avant une définition différente de ce qu'est la politique pour les jeunes (O'Toole, 2003). Ces travaux soulignent leurs engagements politiques à travers d'autres formes de participation, notamment les engagements associatifs et communautaires (Dalton, 2009 ; Lister et al., 2003).

S'agissant des senior·e·s, de rares études portent sur leurs engagements politiques au-delà de l'analyse de la participation électorale (Serrat et al., 2020). Serrat et al. (2020) considèrent qu'une analyse plus fine des différentes formes de participation politique des senior·e·s est cruciale pour une meilleure compréhension de leurs engagements civiques – c'est-à-dire la participation active des citoyen·ne·s « *à la vie de la communauté pour améliorer les conditions de vie des autres ou contribuer à façonner le futur de la communauté* » (Adler et Goggin, 2005, p. 241 [notre traduction]). Afin de contribuer à une meilleure compréhension des engagements politiques des senior·e·s, nous présenterons des analyses sur diverses formes de participation politique. Nos analyses portent à la fois sur les engagements associatifs et sur les formes de participation politique institutionnelles – le vote – et contestataires – la participation à des manifestations. En outre, nous accordons une attention particulière aux engagements politiques au quotidien, aux formes de participation qui sont liées au style de vie et aux pratiques de consommation. De plus, nous comparons la participation des senior·e·s à celles des plus jeunes pour identifier les spécificités des engagements politiques des senior·e·s.

## Engagements associatifs

Parmi les engagements politiques des senior·e·s qui ont reçu le plus d'attention scientifique figurent leurs engagements associatifs. Ils sont notamment étudiés par les chercheur·e·s qui travaillent sur leur bien-être (Adams, Leibbrandt et Moon, 2010 ; Anderson et al., 2014). En revanche, peu d'études sont consacrées aux engagements des senior·e·s dans des associations politiques (Martinson et Minkler, 2006) si ce n'est dans les associations de retraité·e·s (Lambelet, 2011). Une revue de

*Graphique 4. Pourcentage des senior·e·s engagé·e·s dans des associations environnementales (N = 1 505)*



Source des données: SCWS.

la littérature portant sur les engagements civiques des senior·e·s montre que les études existantes analysent à la fois les actions individuelles telles que les dons et les soutiens financiers à diverses organisations de la société civile, et les actions collectives telles que la participation aux réunions et aux actions organisées par certaines associations (Serrat et al., 2020). Ici, nous nous intéressons à la fois aux senior·e·s qui soutiennent financièrement une ou plusieurs associations actives sur le thème de l'environnement, ainsi qu'aux senior·e·s qui s'engagent au sein de ces associations.

Le graphique 4 montre que seuls 2% des senior·e·s s'engagent activement dans les associations, c'est-à-dire qu'il·elle·s participent à des réunions et organisent des actions politiques ou des activités au sein de ces associations. Notons que cette minorité qui s'engage dans des organisations environnementales y consacre parfois beaucoup de temps. Un tiers des senior·e·s engagé·e·s dans ces associations leur consacre plus d'un jour par mois et un quart entre une demi-journée et une journée

par mois. Le reste y consacre moins de deux heures par mois. Au-delà de ces contributions actives à la vie associative, 16% des sénior-e-s soutiennent financièrement des associations environnementales. Dans ce cas, les sénior-e-s paient une cotisation ou font des dons à ces associations pour leur permettre d'exister et de remplir leur mission.

Notre étude montre que seule une minorité parmi les sénior-e-s de Suisse romande s'engage dans des associations environnementales. Nos entretiens semi-directifs avec des sénior-e-s montrent que celles et ceux qui s'engagent dans ces associations le font pour rencontrer des personnes qui partagent leurs préoccupations pour le climat et l'environnement (Grand et al., 2022). Au sein des associations, il-elle-s se retrouvent avec des personnes qui partagent leurs opinions politiques et avec qui il-elle-s peuvent construire des actions politiques. Cela procure un soutien psychologique et social, tout en offrant des moments de plaisir et de convivialité. Toutefois, il est important de noter que les engagements associatifs peuvent être coûteux et qu'ils exigent d'investir à la fois du temps et de l'énergie dans les activités associatives. Tou-te-s les sénior-e-s ne peuvent pas le faire, parfois pour des raisons de santé mais aussi à cause d'autres obligations. En Suisse romande, nombre de grands-parents contribuent à la garde de leurs petits-enfants (Le Goff, Barbeiro et Gossweiler, 2011). Dans le chapitre 4, nous essaierons d'identifier les facteurs qui permettent de comprendre les engagements politiques des sénior-e-s. Mais avant cela, il convient de s'intéresser aux formes institutionnelles et contestataires de participation politique.

## **Engagements institutionnels et contestataires**

Ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, la recherche sur la participation politique s'intéresse plus à celle des jeunes qu'à celle des sénior-e-s. Nous pouvons cependant déduire de ces études que les personnes plus âgées sont plus nombreuses à exprimer leurs opinions politiques au travers du vote. La recherche montre que parmi les sénior-e-s, la proportion des votant-e-s est plus élevée que chez les jeunes et que la tendance s'inverse lorsque l'on s'intéresse aux pétitions et aux

manifestations (Melo et Stockemer, 2014; Quintelier, 2007). Toutefois, la relation entre l'âge et les différentes formes de participation politique n'est pas linéaire (Melo et Stockemer, 2014). C'est notamment le cas pour la signature de pétitions, les jeunes et les sénior·e·s en signant plus rarement que ceux et celles qui appartiennent aux tranches d'âge intermédiaires. Ainsi, on observe une relation curvilinéaire entre l'âge et la participation politique à travers la signature de pétitions. En étudiant différentes formes de participation conjointement, les analyses montrent que la participation augmente jusqu'à l'âge de cinquante ans environ et décline ensuite. C'est-à-dire que jusqu'à cinquante ans les citoyens et les citoyennes tendent à s'engager dans un spectre plus large d'actions politiques, mais qu'au-delà de cet âge le spectre des engagements politiques se rétrécit (Quintelier, 2007).

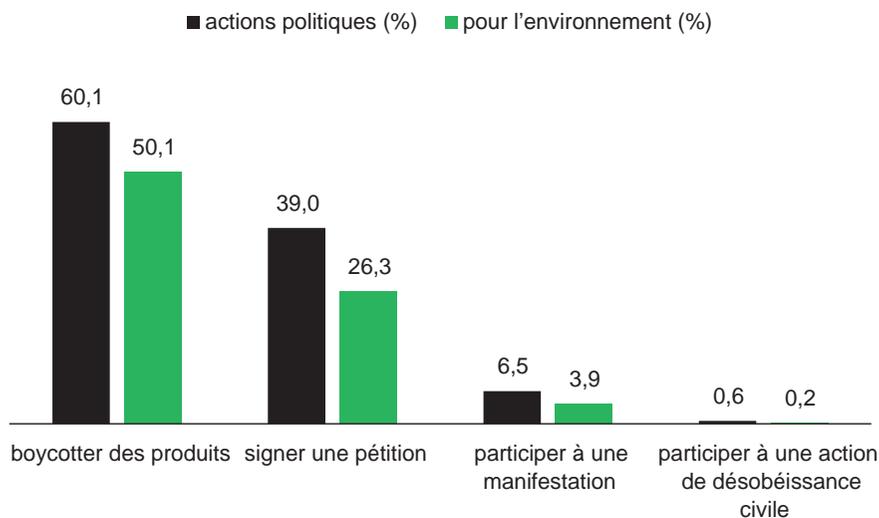
Nos analyses montrent que nombre de sénior·e·s déclarent avoir voté lors des élections fédérales de 2019. Ainsi, 70,4 % des sénior·e·s ayant participé à l'enquête déclarent avoir voté lors de ces élections<sup>3</sup>. Toutefois, le vote n'est pas la seule forme de participation utilisée. Le graphique 5 présente les engagements politiques des sénior·e·s à travers des formes contestataires. Une distinction est faite entre l'ensemble des engagements politiques dont l'occurrence est indiquée par la première barre (en noir) et plus spécifiquement les engagements politiques pour l'environnement représentés par la seconde barre (en vert).

La forme de participation la plus courante parmi les sénior·e·s est le boycott de produits, avec 60,1 % qui déclarent l'avoir pratiqué au cours des douze derniers mois. En ce qui concerne le boycott, la moitié des répondant·e·s (50,1 %) ont participé à un ou plusieurs boycotts en lien avec l'environnement. Concernant les autres formes de participation politique présentées dans le graphique 5, on remarque qu'un peu plus du tiers des sénior·e·s interrogé·e·s signent des pétitions (39,0 %); là

---

<sup>3</sup> Ce chiffre surévalue vraisemblablement la participation réelle. Les personnes qui votent ont une plus grande probabilité d'accepter de participer à l'enquête que celles qui se sont abstenues. Par ailleurs, le vote étant un acte largement valorisé socialement, certain·e·s répondant·e·s qui se sont abstenu·e·s ou qui ne se souviennent plus disent avoir voté. Cela dit, les études fondées sur des données officielles confirment une participation relativement élevée des sénior·e·s.

Graphique 5. Participation politique contestataire des senior·e·s (N = 1 505)



Source des données : SCWS.

encore cette action est souvent liée aux questions environnementales (26,3%). D'autres actions sont moins fréquentes parmi les senior·e·s : seuls 6,5% ont participé à une manifestation et moins de 1% se sont engagé·e·s dans des actions de désobéissance civile. Toutefois, les entretiens semi-directifs montrent que nombre de senior·e·s expriment leur soutien aux manifestations, même parmi les personnes qui, pour diverses raisons, ne peuvent pas y participer (Grand et al., 2022).

Les engagements politiques des senior·e·s prennent de nombreuses formes ; nous verrons plus bas dans quelle mesure il·le·s adoptent des répertoires d'action correspondant à ceux d'autres groupes d'âge – notamment les jeunes et les adultes. Mais auparavant, nous allons nous tourner vers les engagements politiques au quotidien pour bénéficier d'une vision plus complète de ces répertoires d'action.

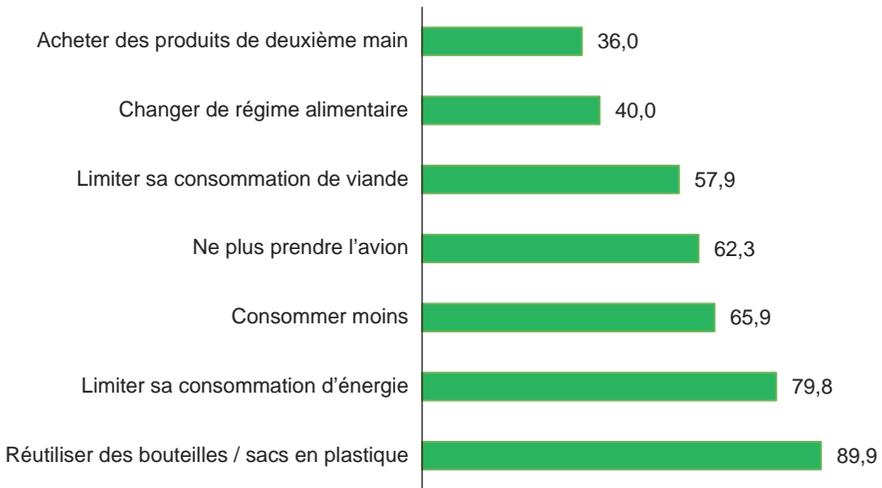
## Engagements politiques au quotidien

Au-delà des engagements politiques institutionnels et contestataires, de plus en plus de citoyen·ne·s s'engagent en changeant leurs pratiques quotidiennes. L'étude des changements liés au style de vie tend à mettre en avant ces comportements parmi la population générale et au sein des mouvements environnementaux (Lorenzini et Forno, 2022). Nos analyses montrent que certaines de ces pratiques sont également courantes parmi les sénior·e·s. C'est le cas non seulement pour des écogestes qui sont largement publicisés comme le fait de consommer moins d'énergie ou de limiter sa consommation de sacs en plastique, mais aussi pour des changements qui demandent des renoncements plus importants, comme le fait de ne pas prendre l'avion ou de limiter sa consommation de viande. En revanche, d'autres changements de pratiques sont peu développés parmi les sénior·e·s – par exemple l'achat de produits de deuxième main.

Le graphique 6 permet d'analyser les engagements des sénior·e·s au quotidien de manière plus précise. Il en montre la part qui s'engage dans ces différentes formes de participation qui visent à adopter un mode de vie conforme à certaines valeurs politiques, comme la justice sociale, l'écologie ou la sobriété. Si certaines pratiques sont largement répandues parmi les sénior·e·s, notamment le fait de réutiliser des bouteilles ou des sacs en plastique (89,9%) ou de limiter sa consommation d'énergie (79,8%), d'autres sont moins communes. Ainsi, le fait d'acheter des produits de deuxième main : seuls 36,0% des sénior·e·s acquièrent des produits déjà utilisés par quelqu'un d'autre.

De même, moins de la moitié des intéressé·e·s déclare avoir changé de régime alimentaire (40,0%). Ici, on pense au fait de manger des produits de saison, locaux ou biologiques mais aussi à des changements qui impactent plus généralement les pratiques alimentaires comme le fait d'adopter un régime végétarien. Il convient de noter toutefois qu'une part importante des sénior·e·s interrogé·e·s essaient de limiter leur consommation de viande afin de réduire son impact sur l'environnement ; c'est le cas pour 57,9%. Une part un peu plus grande renonce à prendre

Graphique 6. Engagements environnementaux des senior·e·s au quotidien (en %)(N = 1 505)



Source des données: SCWS.

l'avion (62,3%) et tente de consommer moins (65,9%). La palette des changements au quotidien mis en œuvre par les senior·e·s pour réduire l'impact de leur mode de vie sur l'environnement est large.

Notre analyse des entretiens qualitatifs fait apparaître que les comportements adoptés sont peu coûteux à mettre en place et n'impliquent pas nécessairement une contrainte forte sur le mode de vie de celles et ceux qui les adoptent (Grand et al., 2022). Parmi ces comportements, on compte les mesures d'économie d'énergie et certaines habitudes de consommation, par exemple le fait de privilégier l'achat de produits biologiques ou la production locale. Ces pratiques alternatives de consommation sont largement partagées. Cependant, peu interviewé·e·s envisagent de se passer de voiture et aucun·e n'a complètement changé son régime alimentaire pour devenir végétarien·ne ou végétalien·ne. Plusieurs senior·e·s interrogé·e·s sont conscient·e·s de faire partie d'une génération privilégiée, soulignant à la fois leurs propres contradictions

et les limites des changements comportementaux. Les propos d'Arthur illustrent bien cela :

*«Après au niveau de la consommation, on mange beaucoup bio, on a les moyens de pouvoir faire des choix de consommation de qualité plutôt que simplement basés sur les prix minima, sans avoir besoin de se priver. Et puis autrement, on part quand même en vacances, on prend l'avion de temps en temps, on ne se refuse pas tout à coup d'aller passer trois jours à Berlin, parce qu'on n'est jamais allé à Berlin. On est de loin pas dans la sobriété heureuse. Ce n'est pas ça qui est le plus important! L'exemple qu'on peut donner c'est sur les valeurs qu'on défend et pas tellement sur ces aspects de la vie pratique. Mais on est de loin pas sur le gaspillage [rire]. Et quand on peut réparer, moi de temps en temps je vais donner un coup de main au Repair Café, c'est aussi des trucs que je fais à côté, d'aller donner un coup de main.»* (Entretien 16, p. 10-11)

Les engagements au quotidien, sous différentes formes, représentent un degré d'action que la plupart des interviewé·e·s s'accordent à juger insuffisant (Grand et al., 2022). Et Pierre de conclure : *«Si on avait la certitude qu'à tous les niveaux de responsabilité, il y avait une vraie volonté, on pourrait délibérément renoncer à un certain confort, à certaines habitudes, alors que rien n'y incite»* (Entretien 12, p. 6). Toutefois, quelques-un·e·s limitent ou renoncent à l'usage de l'avion. Ce choix comporte un coût plus élevé, comme l'explique Giselle :

*«Pour les vacances on essaie de se déplacer en train si c'est possible. Bon, on n'a plus pris l'avion depuis très longtemps, ça fait huit ans, je pense. C'est un choix, hein. On est très vite satisfait si on trouve un petit coin de nature magnifique. Même si c'est à cinq kilomètres de chez nous. On aime beaucoup les musées, on fait tous ceux de la région. On n'a pas l'impression de s'ennuyer, puis d'avoir besoin de... Bon moi j'aime beaucoup les autres cultures. Mais bon on peut regarder la télé ou au mieux aller au cinéma.»* (Entretien 13, p. 6)

## Les engagements politiques des sénior·e·s en perspective

Afin de mieux comprendre les spécificités des engagements politiques des sénior·e·s, nous les comparons à ceux des jeunes et des adultes au sein de la population générale en Suisse romande<sup>4</sup>. Pour cette comparaison, nous reprenons les mêmes catégories d'âge qu'au chapitre précédent.

Pour rappel, les jeunes comprennent toutes les personnes âgées de dix-huit à trente-quatre ans, alors que les adultes correspondent au groupe d'âge des trente-cinq à soixante-trois ans et les sénior·e·s incluent les personnes âgées de soixante-quatre ans et plus.

Nous constatons que pour de nombreuses formes de participation, la part des sénior·e·s qui s'engagent correspond à celle observée parmi les jeunes et les adultes. C'est notamment le cas du soutien aux associations environnementales, du changement de régime alimentaire et de la signature des pétitions. Les engagements politiques des sénior·e·s ressemblent à ceux d'autres groupes sociaux. C'est le cas pour des formes de participation politique qui correspondent aux trois modes que nous avons présentés plus haut: les engagements associatifs, contestataires et ceux liés au quotidien.

En ce qui concerne les différences que nous observons entre les sénior·e·s et les deux autres groupes, le graphique 7 montre que dans deux formes de participation politique les jeunes et les adultes participent moins que les sénior·e·s; c'est le cas du renoncement à prendre l'avion et du boycott de produits. Dans ces deux cas, les écarts sont importants. Pour ce qui concerne le renoncement à prendre l'avion, l'écart entre les jeunes et les sénior·e·s est de 21,1 points de pourcentage; avec les adultes, il est de 11,6 points de pourcentage. L'écart entre jeunes et sénior·e·s est également important concernant le boycott (19,4 points de pourcentage), mais il est moindre entre les sénior·e·s et les adultes (seulement 2,5 points de pourcentage). Dans quatre autres formes de

<sup>4</sup> Nous utilisons les données MOSAiCH 2020 pour cette comparaison.

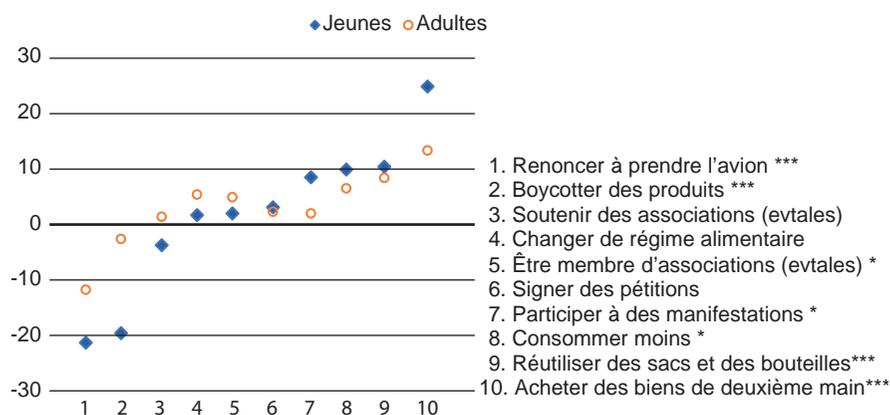
participation, les sénior·e·s participent moins que les jeunes et que les adultes. C'est le cas pour la participation à des manifestations, le fait de consommer moins, le fait de réutiliser des sacs et des bouteilles en plastique, ainsi que le fait d'acheter des produits de deuxième main. À nouveau, les actions recouvrent différents modes de participation qui vont de l'action contestataire aux engagements dans la vie quotidienne. Nous remarquons que des écarts importants entre la participation des sénior·e·s et celle des plus jeunes apparaissent autant pour des formes de participation très communes parmi les sénior·e·s (comme le fait de réutiliser des bouteilles et des sacs en plastique) que pour des formes moins communément utilisées par les sénior·e·s, par exemple l'achat de produits vendus en deuxième main.

Au-delà de ces comparaisons entre différents groupes d'âge parmi la population générale, il est intéressant de comparer les formes d'action politique qui prévalent parmi les personnes qui se sont mobilisées sur le thème du changement climatique<sup>5</sup>. Avec le graphique 8, nous comparons à nouveau la participation politique des sénior·e·s à celle des jeunes et des adultes, mais cette fois parmi les personnes qui ont participé aux manifestations de rue pour le climat en Suisse en 2019. Au sein de cette population qui se mobilise sur le thème du climat, les engagements politiques des sénior·e·s sont encore plus proches de ceux des jeunes et des adultes. Pour de nombreuses formes de participation, nous ne constatons aucune différence entre la proportion des sénior·e·s et celle des adultes ou des jeunes qui s'engagent. Qu'il s'agisse d'engagements dans les associations environnementales, de boycott de produits, de réduction de la consommation, de changement de régime alimentaire et de réutilisation des sacs et bouteilles en plastique, les sénior·e·s, les adultes et les jeunes pratiquent donc ces formes de participation dans les mêmes proportions.

---

<sup>5</sup> Nous utilisons ici les données sur les grèves et les marches pour le climat qui ont été récoltées lors des manifestations de Lausanne et Genève le 15 mars 2019 et de Berne le 28 septembre 2019.

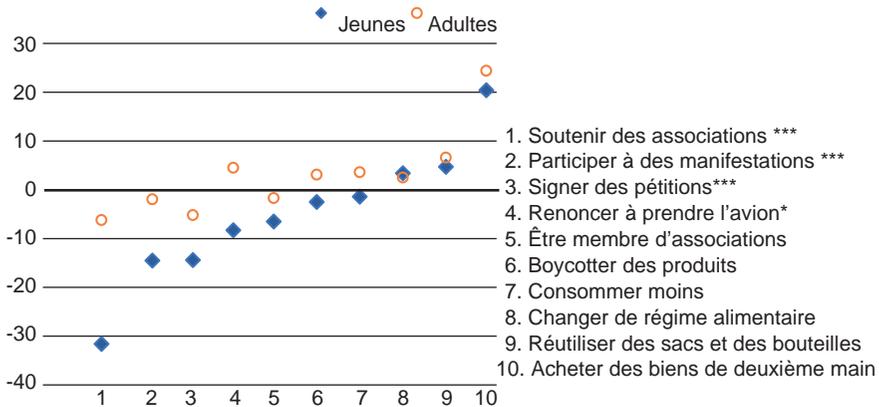
Graphique 7. Différences entre les engagements politiques des jeunes et des adultes et ceux des sénior-e-s (points de pourcentage en + ou en -)



Source des données : MOSAiCH 2020.

Chaque point dans le graphique 7 indique si les jeunes (losange bleu) et les adultes (rond orange) participent plus ou moins que les sénior-e-s à certaines formes spécifiques de participation, numérotées de 1 à 10. Les losanges et les ronds qui se situent en dessous de la barre du zéro indiquent que les jeunes et les adultes participent moins que les sénior-e-s à une forme spécifique de participation, c'est notamment le cas du renoncement à prendre l'avion (numéro 1). À l'inverse, les losanges et les points qui se situent au-dessus de cette barre indiquent que les jeunes participent plus que les sénior-e-s. C'est le cas pour l'achat de biens de deuxième main (numéro 10). Enfin, dans la légende, les astérisques qui suivent les différentes formes de participation politique pointent les formes pour lesquelles nous observons des différences statistiquement significatives entre les trois groupes. Cela permet d'identifier les formes de participation pour lesquelles les engagements des sénior-e-s ressemblent à ceux des jeunes et des adultes.

Graphique 8. Différences entre les engagements politiques des jeunes et des adultes qui ont participé aux marches pour le climat en 2019 et ceux des sénior·e·s qui y ont participé également (points de pourcentage en + ou en -)



Source: Protest for a Future II.

On remarque cependant quatre exceptions ou spécificités concernant la participation politique des sénior·e·s. D'un côté, les jeunes et les adultes sont moins nombreux·ses à soutenir financièrement des associations environnementales, à avoir participé à des manifestations dans le passé et à signer des pétitions. À l'inverse, il·elle·s sont plus nombreux·ses à acheter des biens de deuxième main.

## Conclusion

La littérature sur les engagements politiques porte, on l'a vu, une attention limitée aux sénior·e·s. De plus, les études qui s'y intéressent tendent à se focaliser sur le vote – ce que l'on appelle les engagements institutionnels – et sur les engagements associatifs (hormis les engagements au sein des associations politiques). Notre analyse, qui porte sur une large palette de formes d'engagement politique, permet de mieux comprendre comment les sénior·e·s s'engagent.

Les sénior·e·s s'engagent sur le thème du climat, et ce, de plusieurs façons. S'il est vrai qu'une faible part s'engage dans les associations environnementales et participe aux manifestations, de nombreux·ses sénior·e·s boycottent des produits pour des raisons environnementales et changent leurs pratiques quotidiennes de consommation pour réduire leur impact environnemental. Cependant, les sénior·e·s, qu'il·elle·s soient engagé·e·s politiquement sur le thème de l'environnement ou non, sont moins nombreux·ses que les jeunes et les adultes à adopter de nouvelles pratiques en ce qui concerne la consommation de biens déjà utilisés. Les sénior·e·s que nous avons rencontré·e·s lors des entretiens qualitatifs sont conscient·e·s cependant que ces changements sont insuffisants pour répondre aux problèmes environnementaux, même si ces actions traduisent leur motivation à contribuer aux actions pro-environnementales.

Les prochains chapitres vont nous permettre de mieux comprendre ce qui soutient ou au contraire limite les engagements politiques des sénior·e·s. Nous nous intéresserons à la fois aux ressources dont elles ou ils disposent, à leurs réseaux et à leur santé.

## Partie II

---

### LES OPINIONS ET LES ENGAGEMENTS DES SÉNIOR·E·S POUR LE CLIMAT

Dans la partie précédente, nous avons comparé les attitudes et les engagements politiques pro-environnementaux des sénior·e·s, des plus jeunes générations ainsi que de toutes les personnes qui se situent entre les jeunes et les sénior·e·s, celles que nous nommons les adultes. Cela nous a permis de situer les sénior·e·s par rapport à l'ensemble de la société et de mieux comprendre les caractéristiques propres à cette tranche d'âge. Nous avons vu que les sénior·e·s partagent avec les plus jeunes générations de fortes préoccupations relatives à la situation climatique et qu'il·elle·s s'engagent sur ce thème en utilisant différentes formes d'action politique.

La deuxième partie de cet ouvrage est focalisée sur les sénior·e·s afin de mieux comprendre les différences qui existent au sein même de ce groupe social. Pourquoi certain·e·s sénior·e·s se préoccupent-il·elle·s du climat et d'autres non? Pourquoi certain·e·s s'engagent-il·elle·s sur ce thème en rejoignant une association environnementale ou en participant à des manifestations alors que d'autres ne le font pas? Quels moyens d'action les sénior·e·s envisagent-il·elle·s pour faire face à la crise climatique? Nous allons tenter de répondre à ces questions en conduisant

des analyses multivariées. Celles-ci permettent d'identifier les relations entre les attitudes environnementales et différents facteurs explicatifs tels l'intérêt pour cette question, les connaissances relatives à la crise climatique ou encore l'idéologie politique. Nous procéderons de la même manière en ce qui concerne les comportements environnementaux, analysant l'importance des ressources, des motivations et des réseaux interpersonnels pour comprendre les engagements politiques des senior·e·s.

Le chapitre 3 porte sur les attitudes des senior·e·s. Les analyses visent à comprendre ce qui peut expliquer trois «variables»: les préoccupations en lien avec le changement climatique; l'importance accordée à l'idée de réduire notre niveau de vie; le sentiment qu'il est de notre devoir personnel d'agir sur ce thème. Ces trois variables dépendantes (que nous cherchons à expliquer) offrent un aperçu de diverses attitudes en lien avec la crise climatique. Elles permettent de saisir à la fois l'inquiétude des senior·e·s, mais aussi les attitudes en lien avec des modes d'action pour faire face à cette crise. En ce qui concerne les facteurs explicatifs, nous nous intéresserons à l'importance de trois types de variables indépendantes (qui permettent de comprendre des variations dans le positionnement des senior·e·s sur ces trois attitudes): l'intérêt porté à la crise climatique; les informations à disposition; l'idéologie.

Le chapitre 4 porte sur les engagements politiques des senior·e·s en faveur du climat et de l'environnement. Nous y analysons les engagements au sein d'associations environnementales, à travers une forme d'engagement contestataire ainsi qu'une forme d'engagement dans la vie quotidienne. Dans le premier cas, nous avons choisi de nous concentrer sur la participation à des manifestations et dans le second, sur la réduction de la consommation. Ces deux formes de participation sont emblématiques des engagements contestataires et de ceux qui prennent place dans la vie quotidienne. Elles permettent de saisir les déterminants de ces différentes formes d'engagement politique. Les variables indépendantes offrent la possibilité de mieux comprendre les engagements des senior·e·s en invoquant trois types d'explication: les senior·e·s s'engagent parce qu'il·elle·s le peuvent – il·elle·s disposent de ressources qui leur permettent de soutenir leurs engagements –, parce qu'il·elle·s le veulent – il·elle·s sont motivés pour le faire –,

parce que quelqu'un les a invité·e·s à le faire – il·elle·s ont des réseaux interpersonnels qui contribuent à les mobiliser.

Enfin, le chapitre 5 aborde l'imagination politique. Ici, nous analysons les comptes rendus de quatre entretiens collectifs, c'est-à-dire de discussions entre trois sénior·e·s qui se connaissent et qui tentent de s'accorder pour mettre une action politique sur pied. Ces discussions nous permettent de comprendre comment les sénior·e·s envisagent l'action politique en lien avec la crise climatique. Quelles sont les formes d'action qu'il·elle·s imaginent mettre en œuvre? Quelles sont les ressources collectives à disposition pour le faire? Quels sont les freins à leur mise en œuvre? Ce chapitre fournit un aperçu du possible – ce que les sénior·e·s envisagent de faire – mais il nous montre également toutes les difficultés relatives à l'engagement politique.

Les trois chapitres constitutifs de cette seconde partie vont donc éclairer les éléments à l'origine de l'action ou de l'inaction des sénior·e·s sur le thème de la crise climatique. Ils donnent à voir les ressorts des préoccupations climatiques, les divers engagements environnementaux et le spectre du possible. Ils montrent que les sénior·e·s bénéficient de nombreuses ressources, individuelles et collectives, pour agir, tout en identifiant également les limitations et les difficultés qui font obstacle à l'action politique.



## Chapitre 3

---

# Les opinions des senior·e·s sur le climat, facteurs explicatifs

### Introduction

Nous l'avons vu dans le chapitre 1, les senior·e·s se préoccupent du climat autant que les générations plus jeunes et soutiennent en général des mesures politiques en faveur du climat. Mais les senior·e·s, tout comme les autres groupes d'âge, ne sont pas unanimes concernant ces mesures. Nous nous concentrerons ici sur la population romande des soixante-quatre ans et plus afin de distinguer en son sein celles et ceux qui soutiennent des mesures en faveur du climat, et ce, pour quelles raisons.

À cette fin, nous employons les données de l'enquête «Seniors, climat et bien-être en Suisse romande» (Lorenzini et al., 2022) pour analyser spécifiquement les préférences des senior·e·s en matière d'environnement. Nous nous fondons sur les théories concernant l'opinion publique en y ajoutant quelques facteurs ignorés jusque-là par la littérature mais qui doivent, selon nous, être pris en compte s'agissant de la population spécifique des senior·e·s.

La recherche sur les déterminants des attitudes pro-environnementales s'est intéressée aussi bien aux aspects contextuels qu'individuels qui

pourraient concourir à expliquer ces attitudes. Au niveau contextuel, il a été remarqué, depuis plusieurs décennies, que dans les pays plus développés économiquement les individus ont des attitudes plus favorables à l'environnement. Une théorie fameuse en sociologie postule que le développement économique permet de libérer les individus des contraintes matérielles et des considérations liées à leur survie et a engendré, au sein des démocraties occidentales, de nouvelles valeurs post-matérialistes dont les attitudes favorables à l'environnement constitueraient l'une des manifestations (Inglehart, 1995). D'autres études montrent que les préoccupations environnementales sont également présentes dans les sociétés moins développées économiquement, ce qui pourrait soit invalider la théorie du post-matérialisme dans son ensemble ou simplement montrer que penser l'environnement comme un enjeu post-matérialiste n'est peut-être pas pertinent. Après tout, de sa préservation dépend notre survie et il s'agit probablement d'un enjeu beaucoup plus matériel que ce que la recherche a pu considérer durant les dernières décennies du <sup>xx</sup>e siècle. Quoi qu'il en soit, ces débats sur les déterminants des attitudes pro-environnement au niveau contextuel (celui des pays) se retrouvent partiellement dans les explications individuelles qui peuvent être données concernant les déterminants de ces attitudes.

Nous allons nous attacher dans ce chapitre à résumer les débats portant sur les déterminants individuels des attitudes envers la crise climatique et à présenter les différents facteurs dont la littérature considère qu'ils influent sur les attitudes pro-environnementales. Nous développerons quelques autres explications qui devraient jouer un rôle dans le cas spécifique d'une population sénior-e. Ces discussions nous permettront d'identifier les facteurs à prendre en compte dans l'analyse empirique. Celle-ci consiste en une analyse statistique qui a pour but de vérifier ces différentes théories. Les résultats de cette analyse aident à comprendre ce qui explique que certain-e-s sénior-e-s ont des attitudes plus favorables à l'environnement que d'autres.

## Les déterminants des attitudes pro-environnement

Les opinions envers l'environnement et le climat en particulier recourent toute une série d'enjeux, par exemple les préoccupations climatiques, la volonté de mettre en place des mesures pour limiter le changement climatique, la nature de ces mesures, la confiance envers différentes institutions pour y faire face, etc.

Il existe nécessairement des différences à propos de ce qui explique telle ou telle opinion spécifique. Cependant, on peut également considérer qu'il existe une forme de continuum dans l'opinion publique. La recherche en psychologie sociale a montré que des objets tels la lutte contre le changement climatique sont associés à des attitudes qui peuvent être globalement positives ou négatives par rapport à cet objet. Les attitudes peuvent être définies comme une «*tendance psychologique qui s'exprime en évaluant une entité spécifique avec un certain degré d'appréciation ou de dépréciation*» (Eagly et Chaiken, 1993, p. 1 [notre traduction]). On peut considérer que par rapport à l'enjeu de la crise climatique cette tendance s'exprimera aussi bien en termes de préoccupation que de volonté d'agir.

Les attitudes envers la crise climatique sont importantes pour diverses raisons. Premièrement, bien que les attitudes ne débouchent pas nécessairement sur des actions correspondantes, elles agissent comme des guides à l'action. L'une des meilleures manières de comprendre ce qui pousse les individus à agir de telle ou telle façon consiste à étudier les attitudes. Sans une attitude favorable à la lutte contre le réchauffement climatique et en l'absence de contraintes extérieures, il est peu probable qu'un individu adopte des comportements pro-environnementaux. Deuxièmement, dans un régime démocratique, les attitudes de la population envers un objet devraient, en théorie en tout cas, avoir un effet sur les décisions politiques qui sont prises à son égard. Dès lors, au niveau individuel, qu'est-ce qui pourrait expliquer des attitudes plus ou moins favorables à la lutte contre le changement climatique?

La littérature a mis en avant plusieurs facteurs censés jouer un rôle dans ces attitudes. Pour simplifier, on pourrait les caractériser ainsi : 1) des facteurs intéressés, c'est-à-dire liés à l'intérêt personnel ; 2) des

facteurs liés à l'information dont les individus disposent; et 3) des facteurs idéologiques. La recherche a également mis en avant une différence importante entre les hommes et les femmes qu'il est difficile de relier directement à l'un ou l'autre de ces facteurs, mais qui pourrait être le résultat d'une combinaison d'entre eux. Nous y reviendrons.

S'agissant des facteurs intéressés, notons que le débat n'est pas forcément univoque en ce qui concerne la définition des facteurs et ce que devraient être leurs effets. Toutefois, trois d'entre eux ressortent régulièrement: la situation économique, l'âge et la descendance. Ces facteurs ont une influence sur la perception à la fois du coût des actions favorables au climat et des bénéfices qui peuvent être retirés de ces actions. Pour dire les choses d'une manière caricaturale, si une personne perçoit l'engagement sur le thème de la crise climatique comme coûteux et sans bénéfice, il y a peu de chance que ses attitudes soient favorables à l'engagement sur ce thème, l'inverse étant vrai également.

En quoi la situation économique, l'âge ou la descendance peuvent-ils avoir un impact sur la perception des coûts et des bénéfices d'une action pour l'environnement? Concernant la situation économique, il a été postulé durant les années 1990 que les personnes qui bénéficiaient d'une situation matérielle confortable n'avaient que peu intérêt à soutenir l'environnement, car elles pouvaient facilement éviter les retombées négatives de l'activité humaine sur l'environnement en utilisant leurs ressources économiques, par exemple en s'installant dans des endroits qui n'étaient pas affectés par la dégradation environnementale (Boyce, 1994). Dans cette perspective, le revenu devrait être négativement associé aux attitudes pro-environnementales. Cependant, une autre perspective met en avant la capacité des individus à payer et prédit une relation inverse entre situation économique et attitudes. Dans ce cas, les personnes qui ont les moyens financiers de payer pour faire face à la crise climatique seraient plus disposées à soutenir cet engagement, elles auraient des attitudes favorables à la lutte contre la crise climatique. De nombreuses mesures pro-environnementales correspondent à des taxes, d'autres nécessitent des investissements (par exemple dans des infrastructures permettant la production d'énergies renouvelables) qui, bien que rentables à long terme, pourraient à

court terme se révéler coûteux pour les utilisateur·rice·s. Ces mesures peuvent donc augmenter la perception des coûts de la lutte pour le climat, surtout pour les personnes à revenu modeste pour qui elles représentent une plus grande part du revenu. Si cette théorie se vérifie, on pourrait s'attendre à voir un effet positif du revenu sur les attitudes environnementales (Scruggs, 1998). La plupart des études empiriques tendent à trouver précisément cette relation entre situation économique et attitudes pro-environnementales, même si elle n'est souvent que relativement faible (Fairbrother, 2013). Au sein d'un même pays les personnes plus riches ont tendance à avoir des attitudes légèrement plus pro-environnementales sur certaines questions.

Pour ce qui est de l'âge, nous avons vu au chapitre 1 qu'il est associé à l'espérance de vie des individus et pourrait influencer leur perception des bénéfices de la lutte pour le climat. Au niveau individuel, si une personne estime que les impacts environnementaux de ses activités se matérialiseront surtout à long terme, au-delà du temps qu'elle pense avoir encore à vivre, elle devrait percevoir les bénéfices d'activités pro-environnementales comme moins importants qu'une personne qui pense vivre encore longtemps (Mariani et al., 2010; Popp, 2001). La comparaison présentée au chapitre 1 entre groupes d'âge tend cependant à invalider cette théorie et montre clairement qu'une proportion importante des senior·e·s a des attitudes que l'on pourrait rapprocher d'une forme d'altruisme (Popp, 2001). Nous incluons néanmoins l'âge comme variable explicative dans les modèles présentés ci-après pour observer si, parmi les senior·e·s, les plus âgé·e·s expriment des préférences différentes des autres.

Enfin, la descendance, c'est-à-dire le fait d'avoir des enfants ou des petits-enfants, pourrait, elle aussi, impacter les attitudes envers la lutte pour le climat (Milfont et al., 2020; Thomas et al., 2018). Dans une perspective universaliste, les individus devraient se soucier du sort de tous les êtres humains. Cependant pour celles et ceux qui adoptent une perspective particulariste en se souciant spécifiquement de l'avenir de leurs proches, le fait d'avoir une descendance devrait avoir un effet positif sur leur perception des bénéfices de la lutte pour le climat. Par conséquent, on pourrait s'attendre à ce que le fait d'avoir des enfants et/ou des petits-enfants ait un impact positif sur les attitudes

pro-environnementales. La recherche actuelle ne confirme cependant pas cette hypothèse (Milfont et al., 2020 ; Thomas et al., 2018).

Une autre explication des attitudes envers le climat concerne la compréhension des enjeux environnementaux. Pour reprendre le vocabulaire des paragraphes précédents, on pourrait dire qu'avoir pleinement conscience des enjeux climatiques et une compréhension fine de ces enjeux devrait avoir une influence positive sur la perception des bénéfices de la lutte pour le climat<sup>6</sup>. Des personnes n'ayant pas une bonne connaissance du sujet pourraient ne pas percevoir de manière aussi aiguë le besoin de cette lutte et avoir par conséquent des attitudes moins favorables à celle-ci. Ne disposant pas de données concernant l'intérêt pour les questions environnementales ou les connaissances à ce sujet, nous nous limiterons à utiliser comme proxy une variable correspondant au niveau d'éducation, c'est-à-dire comme une mesure qui ne correspond pas exactement au concept que nous souhaitons mesurer mais permet de s'en approcher. Nous en convenons, ce proxy est loin d'être idéal. Nous y reviendrons lors de la présentation des analyses et de leurs résultats.

Au-delà des considérations présentées ci-dessus, il est également possible que les attitudes pro-environnementales soient avant tout liées à une idéologie. La définition minimale d'une idéologie est qu'il s'agit d'une combinaison d'idées liées entre elles (Gerring, 1997). S'il existe bien entendu une multitude d'idéologies possibles, l'un des principaux clivages politiques dans les sociétés occidentales concerne la division entre la gauche et la droite. Les questions liées au climat dépassent largement ce clivage et on peut imaginer des manières de lutter contre le changement climatique qui correspondent à l'une ou l'autre famille idéologique, comme en témoigne, par exemple, l'existence de deux partis écologistes en Suisse. Cependant, la recherche a montré qu'il existe un lien entre idéologie et attitudes pro-environnementales : aux

---

<sup>6</sup> Notons toutefois que cette relation peut évoluer dans le temps et que si les choses suivent leur cours actuel, il n'est pas impossible que les personnes les mieux informées se rendent compte que la lutte pour le climat n'atteindra pas ses objectifs et adoptent par cynisme des attitudes moins favorables à cette lutte que les personnes qui disposent de connaissances moindres sur l'environnement.

États-Unis, les Démocrates sont beaucoup plus favorables à des mesures pour l'environnement que les Républicains; en Europe, il a été montré que le fait de s'identifier comme de gauche est associé avec davantage de préoccupations environnementales et de soutien à des mesures fortes en faveur de l'environnement. L'une des explications à cela est liée au fait que l'action politique dans le domaine de la crise climatique implique une intervention étatique plus forte dans les marchés et l'économie et peut remettre en cause le capitalisme (McCright et al., 2016).

Enfin, la recherche actuelle a mis en avant d'importantes différences entre femmes et hommes relativement à leurs attitudes envers l'environnement. Les femmes ont, en moyenne, des attitudes beaucoup plus favorables à l'environnement que les hommes. Cette différence a été observée dans une multitude de contextes différents (Zelezny et al., 2000), y compris en Suisse (El Khoury et al., 2023). Les explications de ce phénomène sont multiples: il a été par exemple postulé que ces différences sont dues au fait que les hommes réagissent moins fortement aux risques perçus (Bord et O'Connor, 1997), que les femmes ont une meilleure connaissance scientifique des enjeux climatiques (McCright, 2010), que la protection de l'environnement est un enjeu perçu comme féminin et que ce stéréotype de genre, couplé à une pression sociale à s'y conformer, fait que les hommes sont moins enclins à exprimer des attitudes pro-environnement (Rothberger, 2013) ou encore qu'en général, les femmes ont une vision plus universaliste dans le domaine politique, qui s'oppose davantage à la défense d'intérêts particuliers (Lloren et Rosset, 2017).

## **Le rôle décisif du genre et de l'idéologie pour expliquer les attitudes pro-climat des sénior·e·s en Suisse romande**

Nous allons présenter ici les résultats de l'étude des opinions des sénior·e·s résidant en Suisse romande. Nous nous intéressons au niveau de préoccupation, à l'idée que la crise climatique nécessite des concessions en termes économiques et à l'idée qu'il est du devoir des répondant·e·s

d'agir personnellement pour le climat. Notre stratégie empirique consiste à modéliser chacune de ces attitudes pro-environnementales à l'aide de modèles de régression. Les variables à expliquer dans ces modèles sont les attitudes envers l'environnement. Nous nous attendons, conformément aux théories présentées ci-dessus, à ce que des variables explicatives, le genre ou le revenu par exemple, soient systématiquement associées aux variables à expliquer. Le modèle de régression permet d'estimer à quel point la variable que nous souhaitons expliquer – les attitudes dans ce cas – fluctue selon la valeur des variables explicatives. Une régression multiple permet de tenir compte de l'ensemble des variables explicatives introduites dans le modèle. Si l'on trouve par exemple une association positive du genre féminin et des attitudes et que le modèle contient également une variable mesurant l'idéologie, l'association entre genre et attitudes est indépendante d'une possible relation entre l'idéologie et les attitudes. Dans ce cas, on pourra dire qu'indépendamment de l'idéologie (ou à idéologie égale), les femmes ont, en moyenne, des attitudes plus pro-environnementales que les hommes. Bien que le terme d'effet soit souvent utilisé pour décrire les coefficients de régression, il faut garder à l'esprit que ce que l'on décrit consiste en des associations et qu'il n'y a pas forcément de relation causale entre les variables<sup>7</sup>.

Le premier modèle présenté (graphique 9) correspond aux préoccupations environnementales. Il a été demandé aux répondant-e-s : « Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé-e par le changement climatique? » Les cinq catégories de réponses allaient de « pas du tout » à « extrêmement préoccupé-e ». Nous avons considéré les deux catégories les plus élevées,

---

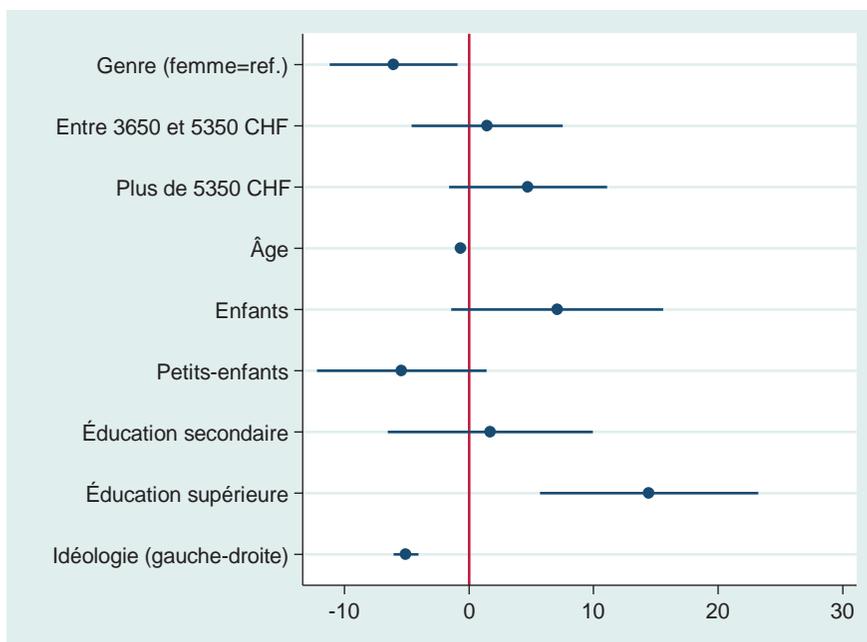
<sup>7</sup> On donnera ici deux exemples qui montrent qu'une telle interprétation serait trop téméraire. Premièrement, il n'est pas impossible que notre modèle omette des variables qui sont à la fois associées à l'une des variables explicatives et la variable à expliquer. Par exemple, posséder une voiture est lié au revenu des personnes mais pourrait également les inciter à des attitudes moins favorables à l'environnement pour se retrouver en conformité avec leur situation. Deuxièmement, la relation entre la variable explicative et la variable à expliquer pourrait être inverse. On postule que le revenu affecte les attitudes pro-environnementales, mais peut-être que les attitudes pro-environnementales ont conduit certains individus à travailler à temps partiel avec des conséquences évidentes pour leur revenu. Dans ce cas la relation de causalité irait dans le sens contraire de ce qui est postulé.

c'est-à-dire « très » et « extrêmement préoccupé·e », comme traduisant une forte préoccupation climatique, et nous avons recodé les autres catégories comme un niveau de préoccupation nul ou faible avec le code 0. En moyenne, 43 % des sénior·e·s sont fortement préoccupé·e·s par le changement climatique. Cependant, comme le montre le graphique 9, il existe des différences entre elles et eux. En moyenne, les hommes sont bien moins préoccupés que les femmes (la différence est d'environ 7 points de pourcentage). Le revenu n'a pas d'effet significatif sur ces préoccupations. En revanche, les fortes préoccupations climatiques diminuent avec l'âge. Le fait d'avoir des enfants ou des petits-enfants n'est pas statistiquement associé aux préoccupations. Si l'on n'observe pas de différence importante en termes de préoccupation entre les personnes ayant un niveau d'éducation secondaire et celles ayant une éducation primaire, le fait d'avoir fait des études tertiaires est associé à une plus grande probabilité d'être fortement préoccupé par le climat (par rapport aux personnes ayant une éducation primaire). Enfin, il existe une forte association avec l'idéologie : plus les répondant·e·s se situent à droite sur l'échelle idéologique gauche-droite (0 à 10), moins elles ou ils ont tendance à se préoccuper du climat.

Dans l'ensemble, l'hypothèse que l'intérêt personnel serait un facteur prépondérant pour les attitudes ne trouve qu'un appui partiel dans nos analyses : ni le revenu ni la descendance ne jouent de rôle. L'effet de l'éducation tertiaire suggère que la connaissance pourrait jouer un rôle limité. En revanche, nos données révèlent surtout l'effet très important de l'idéologie politique et du genre.

Les graphiques 10 et 11 illustrent les résultats d'une même analyse, mais portant sur deux variables dépendantes différentes : le fait de penser que pour lutter contre le changement climatique, il faut réduire notre niveau de vie actuel et le fait de penser qu'il s'agit de son devoir personnel d'essayer de lutter contre le changement climatique.

Pour la première de ces variables, nous avons identifié toutes les personnes qui étaient d'accord avec l'affirmation : « Pour lutter contre le changement climatique, il faut réduire notre niveau de vie actuel. » Au total, plus de 70 % des répondant·e·s se retrouvent dans cette catégorie. Il y a néanmoins des divergences parmi les sénior·e·s. En examinant

*Graphique 9. Forte préoccupation climatique*

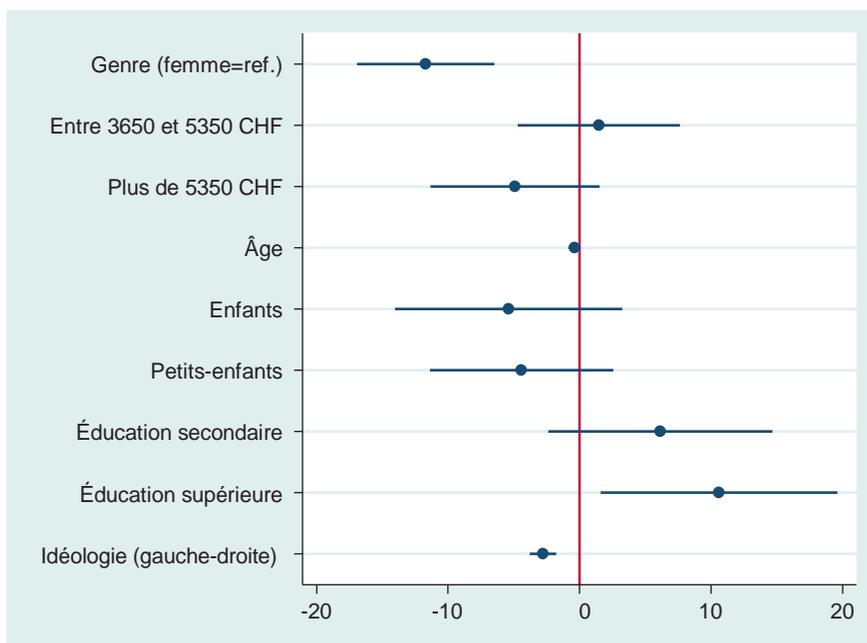
Source des données: SCWS.

Note: coefficients de régression (points) avec intervalles de confiance à 95 % (barres horizontales). Résultats d'un modèle de régression linéaire avec comme variable dépendante une forte préoccupation pour le climat et comme variables explicatives l'ensemble des variables présentes dans le graphique.

le graphique 10, on s'aperçoit que les mêmes variables qui prédisaient une forte préoccupation sont associées à la volonté de réduire son train de vie: les femmes, les personnes à l'idéologie de gauche et celles qui ont une éducation tertiaire ont davantage de probabilité d'être d'accord avec cette affirmation.

La troisième variable analysée est un peu différente, car il s'agit d'une échelle allant de 0 à 10. Elle concerne le fait de penser qu'il s'agit de son devoir personnel d'agir contre le réchauffement climatique. En moyenne, les sénior·e·s romand·e·s se sont placé·e·s à 7,7 sur cette échelle.

Graphique 10. Accord avec l'affirmation: «Pour lutter contre le changement climatique, il faut réduire notre niveau de vie actuel»

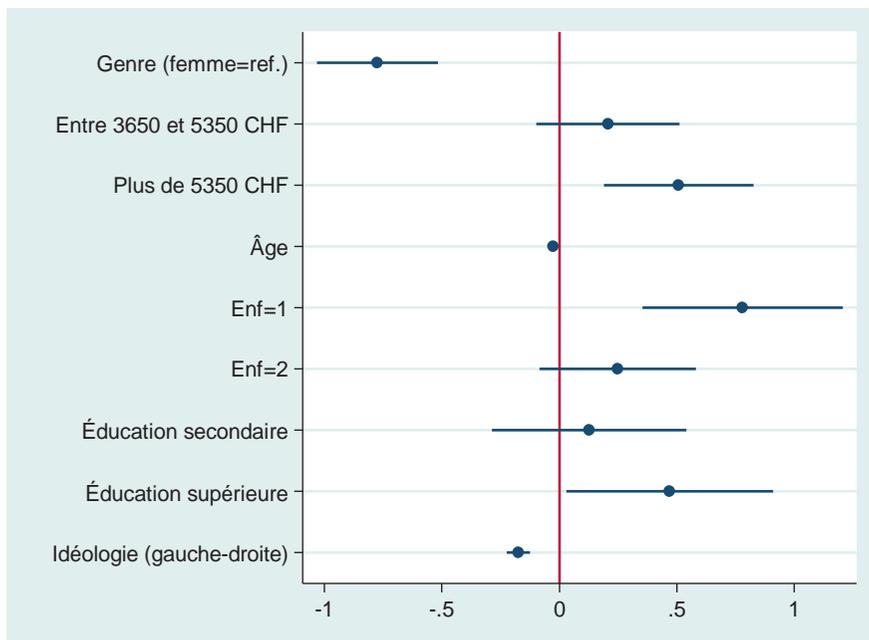


Source des données : SCWS.

Note: coefficients de régression (points) avec intervalles de confiance à 95% (barres horizontales). Résultats d'un modèle de régression linéaire avec comme variable dépendante l'accord avec l'affirmation: «Pour lutter contre le changement climatique, il faut réduire notre niveau de vie actuel» et comme variables explicatives l'ensemble des variables présentes dans le graphique.

Ce positionnement montre à quel point il-elle-s pensent qu'il est de leur devoir d'agir pour le climat. Pour cette mesure de responsabilisation individuelle, nous observons à nouveau que les mêmes variables prédisent ce type d'attitude: le genre, l'idéologie et dans une moindre mesure l'éducation tertiaire. On observe également l'effet positif d'un revenu relativement élevé et celui d'avoir un enfant (mais pas de petit-enfant) par rapport au scénario où les répondant·e·s n'ont pas de descendance.

Graphique 11. À quel point estimez-vous qu'il est de votre devoir personnel d'essayer de lutter contre le changement climatique? (échelle de 0 à 10)



Source des données : SCWS.

Note: coefficients de régression (points) avec intervalles de confiance à 95 % (barres horizontales). Résultats d'un modèle de régression linéaire avec comme variable dépendante le devoir personnel de s'engager pour le climat et comme variables explicatives l'ensemble des variables présentes dans le graphique.

## Conclusion

Au total, les trois types d'attitude étudiés donnent des résultats similaires. Si l'on devait tirer le portrait type d'une personne sénior aux attitudes favorables à la lutte pour le climat, il s'agirait d'une femme, âgée de soixante-quatre ans, de gauche, aux revenus et au niveau d'éducation élevés, qui a des enfants. Il convient de noter cependant que le poids relatif de ces différents facteurs n'est pas identique. Le

genre et l'idéologie ont un pouvoir explicatif bien plus important que les autres variables prises en compte dans les modèles et dont les effets ne sont pas statistiquement significatifs. Pris dans leur ensemble, ces résultats correspondent relativement bien à ce qui a pu être documenté dans la littérature concernant la population plus jeune et dans d'autres contextes géographiques.

Cependant, les différences systématiques entre individus documentées ici ne doivent pas éclipser les attitudes globalement très favorables à la lutte pour le climat des sénior·e·s romand·e·s. Si les hommes plus âgés et de droite ont en moyenne des attitudes moins positives envers la lutte pour le climat, on constate l'existence parmi eux d'un soutien à certaines mesures et d'un sentiment de responsabilité.

Le chapitre suivant explorera l'effet de ces attitudes sur les comportements et permettra aussi de mieux comprendre qui, parmi les sénior·e·s romand·e·s, s'engage par les actes pour le climat, que ce soit à travers des comportements dans la vie de tous les jours ou d'engagements contestataires.



## Chapitre 4

---

### Les engagements politiques des sénior·e·s, facteurs explicatifs

Dans le chapitre 2, nous avons vu que les sénior·e·s utilisent différentes formes de participation politique pour s'exprimer sur le thème de l'environnement, mais aussi pour contribuer au changement dans leur vie de tous les jours. Nous avons également constaté que les sénior·e·s tendent à s'engager autant que les jeunes et les adultes dans un nombre important de ces différentes formes de participation politique. Dans ce chapitre, nous essaierons de comprendre plus précisément qui sont les sénior·e·s qui s'engagent pour le climat et comment on peut expliquer ces engagements politiques.

Peu d'études s'intéressent aux différentes formes de participation politique à travers lesquelles les sénior·e·s font entendre leurs voix. De plus, de nombreuses et importantes lacunes affectent notre compréhension des facteurs explicatifs et des motivations qui sous-tendent ces engagements (Serrat et al., 2020). Pour analyser ces facteurs explicatifs, nous nous appuyons sur le *modèle du volontarisme civique* (Verba, Schlozman et Brady, 1995). Les auteurs de cette étude ont montré que trois types de facteurs permettent de comprendre les processus qui amènent à la participation politique: les ressources politiques (les

personnes participent parce qu'*elles peuvent* le faire); les motivations politiques (les personnes participent parce qu'*elles veulent* le faire); et les réseaux interpersonnels (les personnes participent parce que *quelqu'un leur a demandé* de le faire). De plus, ces trois types de facteurs s'influencent mutuellement. Ainsi, les ressources ont un impact non seulement sur la participation politique mais aussi sur les motivations à participer. Prenons un exemple. Plus une personne a une carrière professionnelle riche et variée, plus elle aura des compétences mobilisables en politique (savoir prendre la parole en public, présenter des arguments de manière concise) qui constitueront des ressources politiques pour participer et pour collecter des informations. Cela pourrait susciter son intérêt pour certains thèmes politiques, c'est-à-dire avoir un impact sur ses motivations politiques.

Le premier facteur regroupe les divers éléments qui fournissent des ressources pour s'engager en politique. Le revenu représente une indication du statut socio-économique de la personne. De plus le genre, l'âge et la nationalité apportent également des ressources en lien avec le statut social de la personne. Finalement, pour les sénior·e·s la santé constitue une ressource essentielle pour participer en politique. À mesure que l'âge avance et que la santé décline, il peut être de plus en plus coûteux de s'engager en politique. Des études soulignent qu'il est essentiel dans les recherches qui portent sur les sénior·e·s d'analyser leur santé pour comprendre dans quelle mesure ils sont physiquement aptes à s'engager en politique (Nygård et Jakobsson, 2013).

Le second facteur de mobilisation peut sembler évident, toutefois il est essentiel de s'interroger sur les attitudes politiques qui soutiennent les engagements politiques. Dans le cas qui nous intéresse, nous examinons plus spécifiquement l'impact des préoccupations environnementales sur la participation politique. Ces préoccupations peuvent constituer un frein ou un moteur de l'engagement. C'est pourquoi nous analysons les effets de ces préoccupations sur différentes formes de participation en envisageant à la fois qu'elles soutiennent et qu'elles inhibent la participation politique.

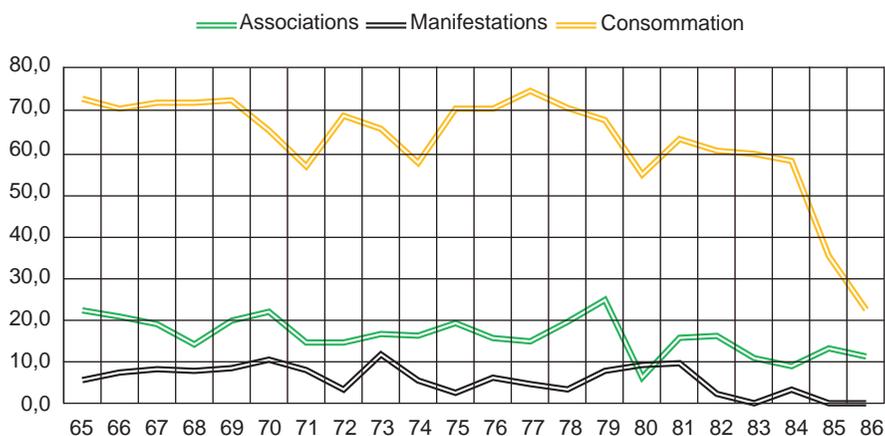
Enfin, le troisième facteur comprend les relations interpersonnelles tant dans la sphère privée que dans la sphère associative, qui peuvent amener à s'engager.

Nous allons étudier tour à tour ces trois facteurs afin de comprendre comment ils influencent les engagements politiques des senior·e·s tant au niveau associatif que par la participation à des manifestations et par la consommation engagée.

## **Âge et engagements politiques**

Pour commencer, nous nous intéressons à l'impact de l'âge sur différentes formes de participation politique. Le graphique 12 présente la proportion des senior·e·s qui s'engagent dans les associations, participent à des manifestations et réduisent leur consommation par tranches d'âge. Cette figure montre que la participation diminue avec l'âge. Pour ce qui est de la consommation, 88,5 % participent au début de la retraite, moins de 60 % à quatre-vingts ans et plus. Ce qui reste un pourcentage très élevé pour cette catégorie d'âge et qui atteste la forte attractivité de la consommation comme moyen d'engagement politique, et ce, même parmi les citoyen·ne·s les plus âgé·e·s. Soulignons qu'entre soixante-cinq et septante-neuf ans, 70 à 75 % des senior·e·s réduisent leur consommation. Nous observons la même tendance pour les deux autres formes d'engagement politique, qu'il s'agisse du fait d'être membre d'une association ou de participer à des manifestations. Ces résultats correspondent à ceux d'autres études menées dans d'autres pays (Nygård et Jakobsson, 2013; Quintelier, 2007). Le déclin de la participation politique avec le vieillissement est lié au fait que les senior·e·s peuvent avoir de plus grandes difficultés à se déplacer ou, plus généralement, souffrir de problèmes de santé. Lorsque nous analysons les ressources politiques ci-dessous, nous prenons en compte ces aspects liés au vieillissement.

Graphique 12. La proportion des sénior·e·s qui s'engagent par âge (en %) (N = 1 505)



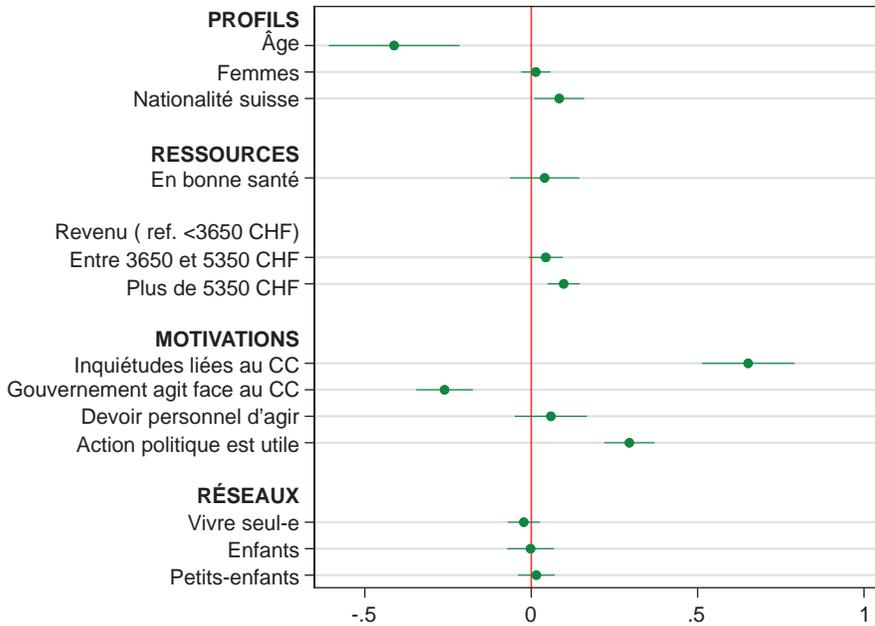
Source des données: SCWS.

## Les engagements associatifs des sénior·e·s

Nous allons nous pencher maintenant sur des modèles de régression linéaire qui permettent de comprendre comment certaines variables associées aux caractéristiques socio-économiques des sénior·e·s, leur participation à différents réseaux interpersonnels et associatifs ainsi que leurs motivations politiques influencent leurs engagements politiques. Nous présentons les résultats tirés de trois régressions linéaires. La première a comme variable dépendante le fait d'être *membre actif·ve ou passif·ve* d'une association environnementale. Les membres *passifs·ves* soutiennent financièrement cette association, alors que les membres *actifs·ves* participent régulièrement aux réunions et à d'autres activités de l'association. Le second modèle a comme variable dépendante le fait de participer à des manifestations. Le troisième modèle consiste à réduire sa consommation.

Le graphique 13 illustre les résultats de la régression linéaire portant sur les engagements associatifs des sénior·e·s. Cette régression

Graphique 13. Régression linéaire prédisant les engagements des sénior-e-s dans les associations environnementales



Source des données: SCWS.

Note: coefficients de régression (points) avec intervalles de confiance à 95 % (barres horizontales). Résultats d'un modèle de régression linéaire avec comme variable dépendante le fait d'être membre actif-ve ou passif-ve et comme variables explicatives l'ensemble des variables présentes dans le graphique.

inclut trois blocs de facteurs explicatifs. Le premier comprend les facteurs liés au profil sociodémographique et économique des sénior-e-s ainsi qu'à leur état général de santé. Le second présente les variables qui permettent de mesurer l'importance des réseaux interpersonnels, en particulier le fait de vivre seul-e, d'avoir des enfants et des petits-enfants. Finalement, le dernier bloc inclut les variables qui mesurent les motivations politiques. Il comprend les inquiétudes liées au changement climatique, l'évaluation de l'action

du gouvernement face au changement climatique, le sentiment qu'il est du devoir de la personne d'agir face au changement climatique et l'évaluation de sa propre action politique comme étant utile à la lutte contre le changement climatique.

## **Profil sociodémographiques et ressources politiques**

Comme nous l'avons vu dans le graphique 12, les engagements associatifs diminuent avec l'âge. La régression linéaire (voir graphique 13) confirme ce résultat: l'âge a un impact négatif sur les engagements associatifs même lorsque l'on contrôle pour tous les autres facteurs dans le modèle. Si la participation politique semble décliner avec l'âge, d'autres facteurs sociodémographiques contribuent à la participation politique en offrant des ressources pour s'engager. C'est notamment le cas pour la nationalité. Elle constitue une ressource politique importante dans un pays où 2,6 millions de personnes ne sont pas de nationalité suisse. Ce qui représente un quart de la population en 2020. Le graphique 13 montre que disposer de la citoyenneté suisse contribue légèrement aux engagements associatifs. Cependant, il importe de noter ici que notre échantillon comprend une proportion de migrant·e·s plus faible que dans la population générale. Cela est peut-être dû, d'une part, à leur plus faible proportion parmi les senior·e·s et, d'autre part, au plus faible niveau de ressources socio-économiques qui influence la participation à ce type d'enquête. Finalement, on observe que le genre n'a pas d'impact systématique sur l'engagement associatif.

Parmi les ressources politiques identifiées par Verba et al. (1995), le niveau d'éducation et le revenu sont parmi les plus importantes. L'éducation permet d'acquérir des connaissances et des compétences qui facilitent les engagements politiques, non seulement la connaissance du système politique mais aussi la facilité de s'informer et de traiter des informations complexes (Hillygus, 2005). Pour les senior·e·s toutefois, le niveau d'éducation est une mesure qui reflète mal leur parcours de vie. Au long de leur carrière professionnelle et au-delà, à la retraite, il·elle·s

peuvent avoir acquis de nombreuses connaissances et compétences transférables dans le domaine politique. Cela est particulièrement le cas pour des personnes qui ont grandi durant la Seconde Guerre mondiale et juste après. Il est vrai que les plus jeunes sénior·e·s de notre échantillon sont nés en 1956.

A priori, le revenu semble un meilleur indicateur du parcours professionnel et des ressources accumulées tout au long d'une carrière. Pour cette tranche d'âge, le revenu contribue à la participation politique de plusieurs façons (Campbell, 2002). Il permet de dégager du temps pour s'engager en politique en payant pour certains services, par exemple les tâches ménagères (Rosenstone, 1982) et, de manière plus générale, le fait d'avoir des ressources financières permet de faire « plus de tout » (Rosenstone et Hansen, 1993). Ainsi, les personnes aux revenus plus élevés sont moins préoccupées par les questions relatives à la vie courante et ont davantage de disponibilités mentales pour s'engager en politique. Parmi les sénior·e·s en Suisse romande, un revenu supérieur à 5 350 CHF par personne au sein du ménage exerce, sans surprise, un impact positif plus fort sur les engagements associatifs qu'un revenu inférieur à 3 650 CHF.

Comme nous le mentionnions plus haut, la santé est une ressource importante pour comprendre les engagements politiques des sénior·e·s. Dans quelle mesure l'état de santé influence-t-il les engagements politiques? Les graphiques 13 et 14 montrent que l'état général de santé a une influence moindre sur la participation politique des sénior·e·s en Suisse romande. Une évaluation positive de sa propre santé est corrélée positivement aux trois formes d'engagement politique. Toutefois, les effets sont relativement faibles. Les probabilités prédites permettent de calculer le pourcentage des répondant·e·s qui s'engagent politiquement en fonction de critères prédéfinis. Cela permet de comparer des groupes en faisant varier certaines caractéristiques telles la santé par exemple, tout en maintenant d'autres caractéristiques constantes (par exemple, l'âge et le sexe qui peuvent influencer à la fois la santé et la participation politique). Les probabilités prédites montrent que la probabilité de s'engager dans une association environnementale lorsque les sénior·e·s sont en bonne santé augmente de 1 point de pourcentage.

La santé ne semble pas avoir d'effet sur ces engagements lorsque l'on prend en compte l'âge et d'autres facteurs explicatifs.

## **Attitudes politiques et motivations à participer**

Le second facteur explicatif vise à capturer l'importance des motivations politiques pour comprendre les engagements politiques. Nous nous intéressons, d'une part, aux inquiétudes et, d'autre part, à l'évaluation de son propre rôle, de l'action politique et du gouvernement dans la lutte contre le changement climatique.

Plus les sénior·e·s sont inquiet·e·s en lien avec le changement climatique, plus il·elle·s s'engagent dans les associations environnementales. Les inquiétudes renforcent les engagements politiques. La probabilité de participer à des associations est beaucoup plus forte pour les personnes qui se déclarent très inquiètes par rapport au climat. De même, les sénior·e·s qui pensent que l'action politique est utile pour faire face au changement climatique ont une plus forte probabilité de s'engager dans les associations environnementales. En revanche, le sentiment qu'il est de leur devoir d'agir n'influence pas leurs engagements associatifs. De plus, l'évaluation de l'action du gouvernement a un impact négatif sur les engagements associatifs. Les sénior·e·s qui pensent que le gouvernement agit sur la question climatique ont une plus faible probabilité d'être membre d'associations environnementales.

## **Réseaux interpersonnels**

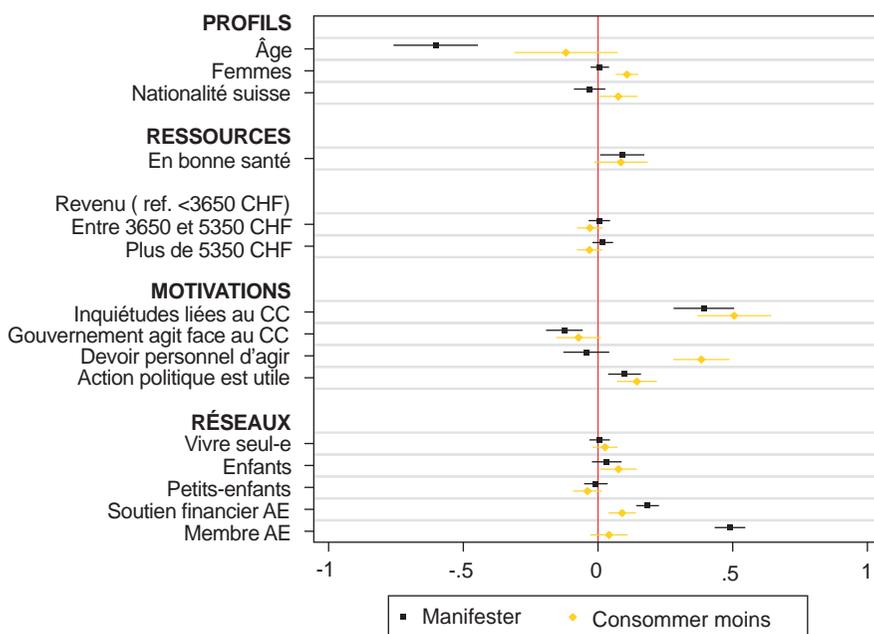
Selon le modèle du volontarisme civique, le dernier facteur explicatif est lié aux réseaux organisationnels et interpersonnels qui soutiennent les engagements politiques. Les contacts directs entre personnes, tout comme les invitations à s'engager qui circulent au sein des organisations politiques, constituent des facteurs de mobilisation. De nombreux travaux ont montré l'importance de ces réseaux pour la mobilisation, notamment des groupes à faibles ressources politiques tels

les migrant·e·s (Eggert et Giugni, 2010) ou les jeunes chômeurs·euses (Lorenzini et Giugni, 2012). À notre connaissance, il n'existe pas d'étude de ce type portant sur les sénior·e·s.

Les appels à l'engagement en politique proviennent souvent de personnes appartenant à l'entourage proche. Ainsi, les membres de la famille, les amis et les connaissances peuvent contribuer à mobiliser politiquement les sénior·e·s. Pour elles et eux, il est particulièrement important de savoir s'ils vivent seul·e·s et s'ils ou elles sont entouré·e·s de leurs enfants et de leurs petits-enfants afin d'identifier de possibles facteurs d'isolement social – le fait de vivre seul·e et de ne pas avoir de descendance. Un tiers des sénior·e·s interrogé·e·s vit seul·e. En ce qui concerne la parentalité et la grand-parentalité, la grande majorité des sénior·e·s a des enfants (84 %) et deux tiers ont également des petits-enfants (67,7 %). Notons ici que le fait d'avoir des petits-enfants peut être à la fois une source de mobilisation – des petits-enfants qui inviteraient les sénior·e·s à participer avec eux aux marches pour le climat par exemple – et également un frein, en particulier lorsqu'ils sont petits et que les grands-parents sont investis dans la garde de leurs petits-enfants.

Notre enquête nous a permis d'analyser la situation du ménage (les sénior·e·s qui vivent seul·e·s ou avec d'autres personnes) ainsi que le fait d'avoir des enfants et peut-être aussi des petits-enfants. Ces personnes qui appartiennent à la famille des répondant·e·s pourraient les encourager à participer, à s'engager dans une association environnementale. Toutefois, le graphique 13 montre qu'aucune de ces variables ne contribue à expliquer les engagements des sénior·e·s dans les associations environnementales. Dans la section suivante, nous reviendrons sur les effets des réseaux en considérant l'impact potentiel de l'engagement associatif sur d'autres formes de participation.

Graphique 14. Régressions linéaires prédisant la participation à des manifestations et la réduction de sa consommation parmi les senior-e-s (avec intervalles de confiance)



Source des données : SCWS.

Note: coefficients de régression (points) avec intervalles de confiance à 95 % (barres horizontales). Résultats d'un modèle de régression linéaire avec comme variables dépendantes le fait de manifester respectivement de consommer moins et comme variables explicatives l'ensemble des variables présentes dans le graphique.

## Manifester et consommer moins

Le graphique 14 présente les résultats de deux régressions linéaires, l'une portant sur la participation à des manifestations (carrés noirs) et la seconde sur la réduction de sa consommation (losanges jaunes). Les facteurs utilisés pour prédire ces deux formes d'engagement politique sont les mêmes que dans le modèle précédent portant sur les engagements associatifs.

## Profils sociodémographiques et ressources politiques

À nouveau, l'âge a un impact négatif sur les engagements politiques. Plus les sénior·e·s sont âgé·e·s, moins ils ou elles participent à des manifestations. Cet effet négatif de l'âge apparaît également à propos du fait de consommer moins, même si dans ce cas l'effet négatif apparaît avec une marge d'erreur qui dépasse la barre verticale du zéro et n'est pas significative d'un point de vue statistique.

Concernant les autres variables sociodémographiques, les femmes sont plus nombreuses à réduire leur consommation que les hommes et c'est également le cas des personnes ayant la citoyenneté suisse par rapport à celles qui ont un autre passeport. En revanche, ces variables n'ont pas d'impact sur la participation à des manifestations. La participation différente des femmes et des hommes en politique s'explique en partie par le fait que ces deux groupes sont inégalement investis dans le monde du travail. L'implication dans la sphère professionnelle fournit des ressources pour s'engager en politique (Schlozman, Burns et Verba, 1994, 1999), par exemple un accès facilité aux informations politiques ou la capacité à s'exprimer en public. De plus, pour les sénior·e·s, la socialisation politique des femmes a été marquée par une longue période caractérisée par des droits politiques limités. En Suisse, les femmes ont obtenu le droit de vote en 1971. De nombreux·ses sénior·e·s de notre échantillon étaient à ce moment-là déjà adulte et avaient vécu une longue période de leur vie sans bénéficier de droits politiques aussi fondamentaux que le droit de vote. Les graphiques 13 et 14 montrent néanmoins que les femmes ont tendance à être plus actives que les hommes en ce qui concerne les trois engagements politiques présentés ici. C'est surtout le cas pour la variable «consommer moins» pour laquelle l'effet du genre est statistiquement significatif: ce que l'on nomme parfois un *gender-gap* inversé, c'est-à-dire un différentiel de participation politique en faveur des femmes. Ce *gender gap* inversé est souvent observé dans la consommation engagée (Stolle et Micheletti, 2005; Stolle et Micheletti, 2013 [Stolle and Micheletti 2005, Stolle and Micheletti 2013]; El Khoury et al., 2023). En ce qui concerne la participation à des manifestations, le *gender gap* varie d'un pays à

l'autre (Giugni et Grasso, 2019). Cependant, en Suisse le pourcentage de femmes tend à être supérieur à celui des hommes (58 % *vs* 42 % ; voir Giugni et Grasso, 2019, p. 63).

En ce qui concerne les autres ressources politiques, le revenu n'a pas d'effet sur ces deux formes de participation. Enfin, la santé semble avoir un effet positif autant pour la participation à des manifestations que pour la réduction de la consommation.

## **Attitudes politiques et motivation à participer**

Nous tournant finalement vers les attitudes politiques, nous constatons des tendances similaires à celles observées dans le graphique 13. Le graphique 14 montre que les inquiétudes liées au changement climatique, largement partagées par les sénior·e·s de Suisse romande (voir chapitre 1) contribuent aux engagements politiques. Plus les sénior·e·s sont inquiet·ète·s, plus ils participent à des manifestations et réduisent leur consommation. Les préoccupations apparaissent clairement comme un moteur de l'engagement politique, alors même qu'elles pourraient inhiber la participation. La probabilité de participer à des manifestations augmente fortement avec le niveau d'inquiétude. Finalement, la tendance est la même pour la réduction de la consommation qui passe de 33,4 % à 90,1 % parmi les personnes inquiètes pour le changement climatique.

S'agissant de l'importance accordée à l'action politique, mesurée à travers une question qui demande si les actions politiques sont utiles pour lutter contre le changement climatique, les graphiques 13 et 14 montrent que les personnes qui pensent que les actions politiques sont utiles ont une plus forte probabilité de participer en s'engageant dans les associations environnementales, en manifestant et en réduisant leur consommation.

Ensuite, les personnes qui considèrent qu'il est de leur devoir personnel d'agir contre le changement climatique ont une plus forte probabilité de s'engager en adaptant leur mode de consommation et, plus spécifiquement, en réduisant leur consommation. Toutefois, elles ne présentent pas une plus forte probabilité de s'engager dans des associations ou

de participer à des manifestations. Dans ce cas, l'effet est nul (le point est proche du zéro et l'intervalle de confiance traverse la barre du zéro et couvre une large part d'effet négatif et positif). Cela montre que la responsabilité d'agir personnellement sur le thème du changement climatique se traduit par des actions politiques au quotidien.

Finalement, en ce qui concerne l'évaluation de l'action du gouvernement, celles et ceux qui pensent que l'on peut compter sur les gouvernements pour résoudre nos problèmes environnementaux ont une plus faible probabilité de s'engager dans les associations et de participer à une manifestation. Une tendance similaire apparaît pour la consommation. Ainsi, lorsque les sénior·e·s évaluent positivement l'action du gouvernement et considèrent qu'il agit face au changement climatique, il·elle·s sont moins enclin·e·s à s'engager politiquement.

## **Les réseaux interpersonnels et les engagements associatifs**

À nouveau, les réseaux interpersonnels n'ont pas ou peu d'influence sur les engagements politiques. Les graphiques 13 et 14 montrent que les réseaux interpersonnels ont une faible influence sur les engagements politiques et que cette influence varie en fonction des formes de participation et des types de relations sociales. Ainsi, le fait de vivre seul n'influence aucune forme d'engagement politique, alors que le fait d'avoir des enfants influence positivement la réduction de la consommation et que le fait d'avoir des petits-enfants influence positivement les engagements associatifs. Il est difficile de dégager une tendance claire quant à l'importance des réseaux interpersonnels pour les engagements politiques des sénior·e·s.

Pour prédire la participation à des manifestations et la réduction de la consommation, nous considérons également l'influence de l'engagement dans les associations environnementales et nous constatons que cet engagement associatif a un impact positif sur les deux formes de participation politique. Notre modèle de régression montre qu'autant le

soutien financier que le fait d'être membre d'associations environnementales contribuent positivement à la participation à des manifestations. De plus, les soutiens financiers à des associations environnementales contribuent également à la réduction de la consommation. Il semblerait que même les engagements plus passifs au sein d'organisations environnementales contribuent à l'engagement politique. Des travaux portant sur la population générale observent les mêmes tendances (Passy et Monsch, 2014, 2020). Ils montrent notamment que les membres passifs-ves bénéficient des informations qui circulent au sein de ces réseaux et synchronisent leur compréhension du monde avec celles des membres plus actifs-ves et plus généralement de l'organisation. Ainsi, il-elle-s adoptent une vision du monde dans laquelle les engagements politiques jouent un rôle important.

Pour mieux comprendre les résultats présentés ci-dessus sur les réseaux organisationnels, nous avons examiné plus en détail la part des membres actifs, des personnes qui soutiennent financièrement et des non-membres qui participent à des manifestations ou réduisent leur consommation. Le tableau 2 présente les probabilités prédites calculées sur la base des modèles de régression et montre que 11,4% des personnes qui ne sont pas membres d'une association environnementale ont participé à une manifestation alors que ce pourcentage monte à 25,2% parmi les personnes qui soutiennent financièrement une association environnementale et même à 46,1% parmi les membres actifs. Les différences sont moins marquées en ce qui concerne la réduction de sa consommation; dans ce cas les personnes qui ne sont pas membres d'associations environnementales sont 69,7% à la réduire et la proportion s'élève à 81,5%, respectivement 80,4%, parmi les personnes qui soutiennent financièrement ou qui sont membres d'une telle association.

Nous avons vu que les réseaux interpersonnels contribuent peu à la participation politique, alors que les réseaux organisationnels jouent, pour leur part, un rôle important. Ils contribuent fortement à la mobilisation des senior·e·s pour la participation à des manifestations et, dans une moindre mesure, à une forme d'engagement au quotidien telle que la réduction de la consommation.

*Tableau 2. Probabilités prédites de manifester et de réduire sa consommation en fonction des engagements associatifs (%)*

	<b>Manifester</b>	<b>Réduire sa consommation</b>
Non-membre	11,4	69,7
Soutien financier	25,2	81,5
Membre actif	46,1	80,4

Source des données: SCWS.

Note: probabilités prédites estimées sur la base des modèles de régression présentés dans le graphique 14.

## Conclusion

Selon le modèle du volontarisme civique, trois types de facteurs permettent de mieux comprendre les engagements politiques des sénior·e·s. Il s'agit tout d'abord des ressources politiques qui peuvent découler du statut social de la personne et de son revenu, mais nous avons vu que pour les sénior·e·s la santé joue également un rôle très important de ce point de vue. Ensuite, le deuxième facteur porte sur les motivations à s'engager pour le climat et le troisième mesure l'impact des réseaux, c'est-à-dire des relations interpersonnelles au sein de la famille et des réseaux associatifs.

Nos analyses montrent que les engagements politiques déclinent avec l'âge. Autour de quatre-vingts ans, les sénior·e·s deviennent plus fragiles, font face à des problèmes de santé qui limitent leurs engagements politiques. C'est notamment le cas pour la manifestation; pour cet engagement les effets de l'âge apparaissent même lorsque nous prenons en compte d'autres facteurs – notamment la santé – dans la régression linéaire. Ainsi, nous constatons, comme d'autres études avant nous, que les engagements politiques déclinent avec l'âge.

Concernant les trois types de facteurs explicatifs, les motivations semblent contribuer le plus largement à comprendre les engagements

politiques. Il apparaît, notamment, que les inquiétudes relatives au climat poussent la participation à la hausse. Cet effet apparaît dans les trois formes d'engagement politique que nous étudions ici. Il en va de même pour le sentiment que l'action politique est utile: les personnes qui se reconnaissent dans cette idée ont une plus forte probabilité de s'engager dans des associations environnementales, de participer à des manifestations et de réduire leur consommation.

Les ressources, quant à elles, jouent un faible rôle. Premièrement, la santé influence de manière modeste les engagements associatifs et la participation à des manifestations. Lorsque nous prenons en compte d'autres facteurs explicatifs tels que l'âge notamment, les effets de la santé sont relativement limités. Ensuite, les personnes ayant un revenu plus élevé sont plus engagées dans le milieu associatif pro-environnemental. Toutefois, nous n'observons pas un effet similaire pour la participation à des manifestations ou à la réduction de la consommation. Dans ces deux cas, le revenu ne semble pas jouer de rôle.

Enfin, en ce qui concerne les réseaux, nous observons que les réseaux interpersonnels contribuent faiblement à la participation politique. Seuls les réseaux associatifs jouent un rôle important. Pour les engagements associatifs des sénior·e·s, notre étude semble montrer que les réseaux interpersonnels, qu'il s'agisse de vivre avec d'autres personnes, d'avoir des enfants et, éventuellement, des petits-enfants, ne jouent aucun rôle. Ces réseaux n'influencent pas la probabilité pour les sénior·e·s d'être ou non membres d'une association environnementale. Cependant, nos analyses montrent également que les engagements associatifs pro-environnementaux augmentent la probabilité de manifester et de réduire sa consommation.

Après cette revue des facteurs qui soutiennent ou entravent les engagements politiques des sénior·e·s, intéressons-nous à leurs imaginaires politiques.

## Chapitre 5

---

# L'imagination politique des senior·e·s pour faire face au défi climatique

### Introduction

Après avoir analysé les attitudes et les engagements politiques des senior·e·s, nous allons nous tourner vers l'imagination politique car elle permet d'envisager des modes d'action disponibles pour s'engager politiquement et pour faire entendre sa voix. L'imagination politique permet de penser l'action, elle permet également aux individus de savoir quand agir et comment faire passer un message politique afin de soutenir des objectifs politiques. La recherche montre que les conversations politiques entre ami·e·s, avec des collègues ou en famille contribuent à enrichir cette imagination politique (Perrin, 2009). Nous présentons dans ce chapitre notre analyse de quatre entretiens collectifs réalisés avec des senior·e·s de Suisse romande pour comprendre si et comment ils s'imaginent pouvoir agir collectivement pour lutter contre le changement climatique. Ces entretiens collectifs nous ont également permis d'identifier les freins ainsi que les moteurs à l'engagement politique des senior·e·s.

Le concept d'imagination politique fait référence à la fois à la capacité de comprendre des informations politiques et d'envisager des moyens d'agir

en politique (Perrin, 2009). Cette imagination se développe à travers des interactions sociales et politiques et par la pratique dans différentes sphères de vie. Dès les années 1970, les tenant·e·s de la démocratie participative ont proposé d'élargir les instances de participation politique pour que les hommes et les femmes puissent apprendre à participer, acquérir les ressources nécessaires pour exprimer leur point de vue et défendre leurs intérêts (Pateman, 1970; Mansbridge, 1983). Ces travaux montrent notamment l'importance des opportunités de participer dans la sphère professionnelle (Pateman, 1970) ou dans la politique locale (Mansbridge, 1983) pour acquérir des compétences politiques transférables. Le modèle du volontarisme civique discuté dans le chapitre 4 propose également que les individus acquièrent des ressources politiques dans différentes sphères de vie. Cependant, les tenants de la démocratie participative vont plus loin et appellent à élargir les possibilités d'acquérir ces ressources politiques pour qu'un nombre plus élevé de citoyen·ne·s puissent s'exprimer politiquement. Toutefois, des travaux plus récents ont montré que les sociétés contemporaines sont loin d'avoir développé davantage de participation politique. Certains travaux montrent que les citoyen·ne·s sont moins engagé·e·s dans la société civile (Putnam, 2000) et qu'il·elle·s tendent à éviter les discussions politiques (Eliasoph, 1998). Ces phénomènes contribuent à un sentiment d'impuissance, à une faible capacité à imaginer les manières d'agir politiquement. Qu'en est-il pour les senior·e·s?

De nombreux travaux montrent que les senior·e·s ont un intérêt plus marqué que les jeunes pour la politique (Quintelier, 2007). Il·elle·s votent régulièrement (Melo et Stockmer, 2014) et, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, participent aussi politiquement de plusieurs autres façons. De nombreux·ses senior·e·s appartiennent à ces générations qui ont vécu leur jeunesse pendant les années 1960 et 1970 – une période qui a connu d'importantes vagues de mobilisation. Ces générations demeurent les plus actives dans les mouvements sociaux (Giugni et Grasso, 2019; Caren, Ghoshal et Ribas, 2011). En Suisse, les femmes de ces générations ont également lutté pour l'obtention du droit de vote, acquis finalement en 1971. Ainsi, pour les femmes que nous interrogeons et qui ont actuellement plus de soixante-quatre ans, la jeunesse a pu être synonyme de forte

mobilisation politique ou, à l'inverse, être caractérisée par l'absence de droits politiques.

Nous présentons ici les projets élaborés par des sénior·e·s, dans le cadre de quatre entretiens collectifs. Ces entretiens offrent une opportunité unique d'analyser comment, à petite échelle, des sénior·e·s peuvent envisager de s'engager. Le fait de confronter les points de vue permet de voir comment les un·e·s et les autres peuvent se soutenir ou bien soulever de nombreux problèmes qui freinent les velléités de s'engager pour le changement. Ce chapitre va nous permettre d'identifier, d'une part, les moyens dont disposent les sénior·e·s pour s'engager politiquement et, d'autre part, les nombreux freins qui limitent leur capacité d'agir.

## **Entretiens collectifs**

Avant de présenter les éléments qui ressortent de ces quatre entretiens collectifs, nous aimerions prendre un peu de temps pour expliquer comment se sont déroulés ces entretiens.

Les entretiens collectifs permettent d'accéder aux processus délibératifs, à une évaluation des « pour » et des « contre », mais aussi à une mise en perspective des possibles. Une action politique est-elle envisageable ? Si oui, de quel type d'action politique s'agit-il et comment pourra-t-elle être mise sur pied ? Si non, qu'est-ce qui limite ou freine la capacité d'action ? Lorsque trois personnes discutent des possibilités et des limitations, les chercheur·euse·s ont accès à un processus réflexif à haute voix, à une pesée des intérêts qui permet de mieux comprendre comment se construit l'imagination politique – une étape fondamentale qui se situe en amont des engagements politiques.

Lors de chacun des quatre entretiens collectifs, nous avons invité trois sénior·e·s, qui se connaissent, à se rencontrer et à discuter entre eux du changement climatique. Les travaux de Gamson (1992) fondés sur des entretiens collectifs ont montré que les dynamiques diffèrent selon que les personnes se connaissent ou non. Dès lors, il était

important pour nous d'organiser une discussion entre des personnes qui se connaissent afin de faciliter les échanges et de garantir que chacun-e se sentirait libre d'exprimer son point de vue, mais aussi ses doutes et ses limites face à l'ampleur du problème à traiter. Nous avons recruté des participant-e-s qui avaient répondu à notre sondage et étaient disponibles pour participer à un entretien individuel. Nous les avons invités également à identifier deux personnes de leur entourage qui seraient disponibles pour un entretien individuel et un entretien collectif (Grand et al., 2022).

Tou-te-s les participant-e-s s'intéressent à la question environnementale et sont disposé-e-s à parler de ce thème. Nous sommes conscients que cela introduit un biais dans notre étude dans la mesure où nous analysons des personnes fortement motivées et engagées sur ce thème.

La discussion est organisée autour de deux axes principaux. Tout d'abord, pour mettre les personnes à l'aise et pour les inviter à échanger librement, nous leur présentons deux images qui représentent les défis et les risques associés au changement climatique (la première image) et les opportunités de changements qui peuvent être associées au défi que constitue le changement climatique pour notre société (la deuxième image). Ainsi, les sénior-e-s commencent par décrire ce qu'ils voient sur ces images et, peu à peu, échangent leurs impressions, leurs attentes et les sentiments que ces images suscitent. Ensuite, nous leur demandons d'accomplir un exercice en groupe sous la forme d'un jeu de rôle. Les sénior-e-s doivent se mettre dans la peau d'un groupe d'amis qui voudrait lancer une action ou un projet autour du changement climatique. Il-elle-s doivent tout d'abord se mettre d'accord sur le projet, préciser celui-ci et élaborer une stratégie pour le mettre en œuvre. À quel niveau agir? Qui mobiliser? Quels sont les obstacles potentiels? Cela nous permet d'observer non seulement quels projets les sénior-e-s imaginent, mais aussi de quels moyens ils ou elles disposent pour lutter contre le changement climatique, et quels sont les freins identifiés.

Nous présentons ici les résultats tirés de quatre entretiens collectifs réalisés durant le printemps 2021 en Suisse romande. Les entretiens ont duré entre septante et nonante minutes chacun. Ils se sont

tenus au domicile de l'un·e des participant·e·s et ont été facilités par un·e chercheur·euse à l'aide d'un guide d'entretien. L'objectif était principalement de garantir le bon déroulement de la séance, le respect des différentes opinions et points de vue ainsi que du temps à disposition. Parfois, le ou la facilitateur·trice résume l'avancement de la discussion, par exemple pour permettre de passer de la formulation de la proposition à l'élaboration des stratégies d'action.

Le tableau 3 résume les principales caractéristiques de ces entretiens collectifs. Tout d'abord, il présente le genre et l'âge des participant·e·s. Nous comptons autant de femmes que d'hommes. Deux entretiens collectifs étaient composés de deux femmes et un homme, les deux autres de deux hommes et une femme. Les groupes réunissent des personnes âgées de soixante-cinq à quatre-vingt-trois ans. Notons que les deux personnes âgées de soixante-cinq et soixante-six ans sont les plus jeunes et que la moyenne se situe plutôt au-delà de septante ans. Les participant·e·s aux entretiens collectifs ne sont donc pas de jeunes retraité·e·s, mais plutôt des sénior·e·s aguerri·e·s.

Le tableau 3 présente alors brièvement le projet et offre un aperçu des ressources disponibles et des difficultés identifiées. S'agissant des projets discutés durant ces entretiens collectifs, seul le groupe vaudois est parvenu rapidement à se focaliser sur un projet d'action au niveau local, discutant longuement de la manière de le mettre en œuvre tout en identifiant des difficultés potentielles et des ressources disponibles. Les trois autres groupes ont éprouvé davantage de difficultés pour s'accorder sur un projet. Il semblerait que plus les personnes constituant le groupe sont actives politiquement, plus il leur est difficile de se mettre d'accord sur un projet commun. Nous reviendrons sur ce point après avoir décrit plus en détail les quatre projets. Nous parlerons ensuite des ressources disponibles et des difficultés envisagées.

Tableau 3. Résumé des entretiens collectifs

	<b>Genève</b>	<b>Jura</b>	<b>Neuchâtel</b>	<b>Vaud</b>
<b>Participants</b> (sexe et âge)	Femme (71) Homme (75) Homme (83)	Femme (69) Femme (70) Homme (70)	Femme (65) Femme (66) Homme (74)	Femme (74) Homme (74) Homme (78)
<b>Proposition</b>	Construire des récits positifs et offrir des récompenses pour encourager la réduction d'énergie	Réduire l'éclairage public et retrouver plus d'autonomie et de souveraineté dans la production électrique au niveau régional	Éventail d'action : groupe de pression politique, coopératives de logement ou alimentaires, actions de sensibilisation et/ou actions coups de poing.	Îlots de verdure multi-usagers et intergénérationnels pour renforcer le bien-être et créer un lieu de rencontre
<b>Moyens</b>	Former les enfants et leur apprendre à adopter les bons comportements  Culture de la résistance et de l'action collective	Utiliser des modèles existants  Redéployer des modèles d'un passé pas si lointain  Relations interpersonnelles  Démarches participatives	Agir pour ne pas déprimer ou paniquer  Petites actions pour garder espoir et intérêt  Renforcer la résilience des gens	Connaissance des procédures  Contacts politiques Réseaux d'amis

<b>Difficultés</b>	<b>Genève</b>	<b>Jura</b>	<b>Neuchâtel</b>	<b>Vaud</b>
<p>Identifier le bon niveau d'action</p> <p>Éviter de tenir un discours moralisateur</p> <p>Prendre en compte les disparités sociales</p> <p>Distances à parcourir pour maintenir les liens sociaux</p> <p>Lenteur du système politique</p> <p>L'âge réduit les capacités physiques</p> <p>Intérêts individuels et satisfaction immédiate vs le bien commun</p>	<p>Identifier le bon niveau d'action</p> <p>Manque de volonté et de soutien des autorités politiques</p> <p>Manque de sensibilité des autorités aux questions de durabilité</p> <p>Usure de l'engagement politique et difficultés à élargir le socle des militants</p> <p>Sentiment que l'inertie prévaut</p> <p>Sentiment d'impuissance</p>	<p>Éviter de faire une liste d'actions en plus, parvenir à être efficace et à mettre en œuvre des changements</p> <p>Éviter les changements à la marge et amener des actions qui contribuent à changer le système</p> <p>Manque d'imagination de la population, de capacité à penser des alternatives</p> <p>Lenteur du système politique</p>	<p>Faible marge d'action des simples citoyens</p> <p>Viabilité économique et financement du projet</p> <p>Trouver des soutiens et des relais politiques</p> <p>Passer de l'idée à l'action</p> <p>L'envie d'être un peu tranquilles ou de se concentrer sur d'autres projets</p>	

Source : Élaboration propre sur la base des entretiens qualitatifs.

## Les propositions discutées durant les entretiens collectifs

En ce qui concerne les propositions discutées, nous allons commencer par le projet le plus abouti, celui discuté par le groupe interviewé dans le canton de Vaud. Nous discuterons ensuite les projets en fonction de la difficulté à s'accorder sur un projet, en commençant par ceux qui ont fait face à une difficulté moindre et en concluant par ceux qui n'ont pas même une amorce de projet commun, un fil rouge qui aurait guidé la discussion collective.

Deux **îlots de verdure** contre le bétonnage pour offrir un lieu de détente à différents groupes sociaux et pour créer des liens sociaux. L'entretien collectif du canton de Vaud s'est tenu dans une petite ville proche de Lausanne. Les participant-e-s observent que, dans leur commune, de nombreux projets visent à densifier la ville et à construire des logements. S'il-elle-s comprennent la nécessité de densifier, il-elle-s s'opposent à la construction de logements luxueux qui ne trouvent pas preneur et qui restent vides contribuant ainsi au bétonnage de la ville sans pour autant résoudre des problèmes d'accessibilité et de disponibilité de logements dans l'arc lémanique. Pour lutter contre cette tendance, le groupe se met rapidement d'accord sur un projet politique qui les motive – proposer de sauvegarder deux espaces verts en ville pour en faire des lieux de vie et de rencontre entre de multiples usagers, notamment les enfants avec des places de jeux, des structures d'accueil et des haltes jeux, ainsi que pour les senior-e-s afin qu'il-elle-s puissent rencontrer d'autres personnes.

Le groupe qui s'est réuni dans le canton de Genève discute d'un projet portant sur la construction de **récits positifs qui encourageraient les personnes à réduire leur consommation d'énergie** afin de montrer que l'on peut vivre bien avec moins. Le groupe adhère partiellement à cette proposition et discute longuement des difficultés liées à ce type d'action. Parmi celles-ci, il-elle-s soulignent le risque d'adopter un ton moralisateur, le fait d'avoir une perspective élitiste qui ne prenne pas en compte les inégalités sociales et économiques, ainsi que le fait que les populations sont hétérogènes et qu'elles entretiennent des liens sociaux dispersés sur toute la planète. Ce dernier aspect entrave les possibilités d'amener des changements facilement et rapidement. De

plus, les membres du groupe soulignent les difficultés à identifier le bon niveau d'action, la lenteur du système politique suisse et leur âge qui limite leur capacité physique. Néanmoins, certaines ressources leur semblent utiles pour avancer dans le changement: le fait d'éduquer les enfants et de les amener à adopter de bons comportements dès le plus jeune âge; la culture de la résistance; les actions collectives; et toutes les opportunités qui permettent de créer des liens entre élus et population pour faire remonter les besoins des collectivités.

Le groupe qui s'est réuni dans le Jura a rapidement porté son intérêt sur un projet concernant l'énergie, lié à la fois à la **réduction de l'éclairage et à la souveraineté énergétique**. Toutefois, le groupe rencontre de nombreuses difficultés pour s'accorder sur le niveau d'action, la portée du projet, les objectifs et les modalités concrètes de l'action. De plus, un certain épuisement et un sentiment d'impuissance se font sentir. Depuis plusieurs années, les membres du groupe sont porteur·euse·s de projet et fortement engagé·e·s dans la politique locale. Toutefois, cela semble offrir bien plus de découragement que de ressources pour agir. Le bilan de ces années d'engagement conduit à souligner la lenteur du système, le faible renouvellement des militant·e·s et des personnes qui s'engagent en politique et le peu d'objectifs atteints. De plus, un constat est largement partagé: les autorités ne sont ni très ouvertes, ni très sensibles aux questions de durabilité.

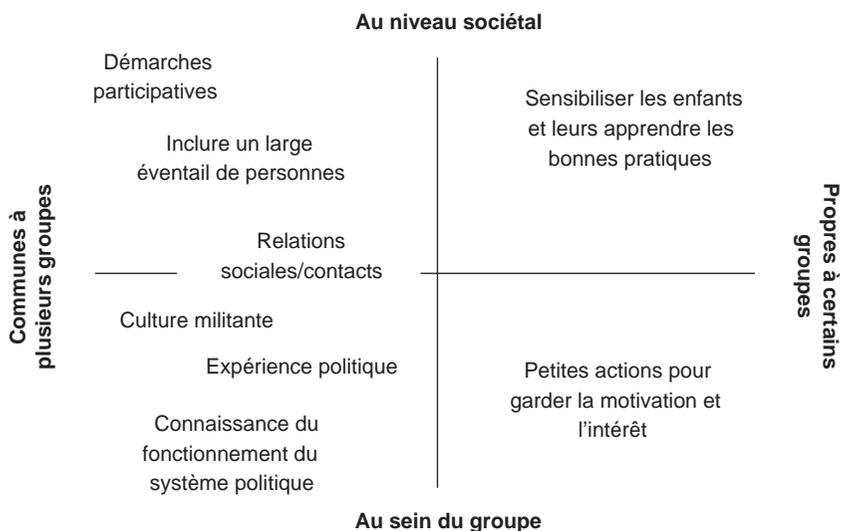
Finalement, le groupe qui a discuté d'un projet commun à Neuchâtel a eu beaucoup de mal à s'accorder sur un projet commun. Les personnes sont toutes engagées au sein d'une même association, mais ne parviennent pas à dégager une ligne d'action ou un projet qui ferait sens pour elles au moment de l'entretien. Un **large éventail d'actions** est discuté par les participant·e·s. Cependant, une forte conscience des limites des «listes d'actions à entreprendre», une volonté d'être à la fois efficace et concret sans toutefois tomber dans les petites actions du «colibri qui fait sa part» entravent les possibilités de voir émerger une action commune. De plus, des désaccords sur les niveaux et les types d'actions se font sentir. Les trois participant·e·s pensent que la discussion a été fructueuse et qu'elle a permis de se confronter à des opinions divergentes au sein d'une même famille politique.

## Les ressources disponibles et les moyens envisagés

Que les discussions collectives aboutissent ou non à un projet politique commun, elles permettent d'identifier les ressources dont disposent les participant-e-s pour s'engager activement sur les questions de politique environnementale et climatique, ainsi que les moyens qu'ils ou elles identifient pour y parvenir. Les ressources discutées dans le cadre des quatre entretiens collectifs peuvent être classées selon deux axes (graphique 15). D'une part, en fonction du niveau auquel se situent les ressources. Sur l'axe vertical, nous distinguons les ressources qui se situent au sein du groupe de celles qui se trouvent au niveau sociétal. D'autre part, selon que les ressources sont discutées au sein de plusieurs groupes ou d'un seul. Ainsi, l'axe horizontal distingue les ressources qui semblent largement partagées de celles qui apparaissent comme étant propre à un groupe. Notons toutefois que cette analyse porte uniquement sur quatre entretiens collectifs et qu'il conviendrait d'approfondir cette étude en interrogeant un plus grand nombre de groupes pour valider ces résultats préliminaires. Ceux-ci nous semblent néanmoins intéressants et pourraient amorcer une réflexion sur les ressources collectives qui soutiennent l'action politique.

Afin de présenter de manière systématique les différents éléments du graphique 15, nous commencerons par les ressources communes à plusieurs groupes, *i. e.* la partie gauche de la figure. Tout d'abord, le carré en haut à gauche présente les ressources collectives mentionnées par plusieurs groupes et qui se situent au niveau sociétal. Il s'agit principalement de ressources en lien avec les démarches participatives qui rencontrent un écho de plus en plus positif au sein de multiples groupes sociaux (Polletta, 2016). De plus, de nombreuses villes ont entrepris de mettre en place et d'élargir les possibilités à disposition des citoyen-ne-s pour participer à la prise de décisions politiques en développant des processus de démocratie participative. De manière plus générale, une ressource régulièrement mentionnée porte sur la capacité et sur la volonté d'inclure un large éventail de personnes. Enfin, une ressource apparentée aux démarches participatives et à l'inclusion du plus grand nombre touche aux réseaux sociaux et aux

*Graphique 15. Ressources identifiées et discutées durant les entretiens collectifs*



Source : Élaboration propre sur la base des entretiens qualitatifs.

contacts dont disposent les participant·e·s. Ces ressources se situent au sein du groupe et font le lien avec le niveau sociétal.

Par ailleurs, en ce qui concerne les ressources disponibles au sein du groupe et qui sont mentionnées par plusieurs groupes, le graphique 5 présente des ressources acquises à travers le militantisme et les engagements politiques. Ainsi que nous l'avons mentionné dans la partie méthodologique ci-dessus, les personnes qui ont accepté de participer aux entretiens collectifs sont toutes fortement intéressées par les questions écologiques et sont actives dans différentes associations. Des personnes qui disposent de nombreux capitaux politiques, ce qui revient régulièrement dans les discussions lors des entretiens collectifs. L'expérience du militantisme, les engagements passés ainsi que la connaissance du fonctionnement du système politique constituent des ressources importantes. Toutefois, comme nous l'avons vu, elles

peuvent entraver l'action en mettant en lumière toutes les difficultés et peuvent freiner les ardeurs des plus novices qui bénéficient de moins de ressources politiques mais sont peut-être plus enthousiastes.

La partie droite du graphique 15 présente des ressources qui sont mentionnées uniquement par certains groupes spécifiques. Étant donné le faible nombre d'entretiens collectifs que nous avons menés, cela ne signifie pas que ces ressources sont plus rares dans l'absolu. Cela montre uniquement que parmi les quatre groupes interviewés, ces ressources sont moins fréquemment mentionnées et représentent des moyens d'agir plus que des ressources collectives. Il s'agit, au niveau sociétal, de la capacité à informer et à apprendre aux enfants à adopter des pratiques plus durables. Par exemple, le recyclage, mais aussi l'antigaspillage en éteignant la lumière lorsque l'on sort d'une pièce. Finalement, au sein du groupe, les participant·e·s à un entretien collectif soulignent que si les petits gestes contribuent marginalement à résoudre les problèmes environnementaux, ils sont néanmoins bénéfiques dans la mesure où ils permettent de maintenir une motivation et un intérêt pour la question de la durabilité. Ils évitent de sombrer dans le défaitisme et le catastrophisme qui surgissent lorsque les participant·e·s réalisent l'ampleur du problème et l'inaction qui prévaut encore largement.

## **Les difficultés identifiées**

Les personnes ayant participé aux quatre entretiens collectifs sont conscientes des difficultés relatives à l'action politique et cela limite leur capacité à s'accorder sur un projet politique qu'il·elle·s pourraient lancer ensemble. Si l'engagement politique offre des ressources précises pour soutenir et développer l'action, il entrave aussi la spontanéité et pousse à une analyse fine de la situation pour choisir et élaborer des actions efficaces. L'efficacité étant entendue ici comme le propre des actions qui sont concrètes, qui ont des objectifs clairs et qui contribuent à des changements allant au-delà de la politique des petits pas, dite aussi du « colibri qui fait sa part », en référence à la métaphore proposée par Pierre Rabhi.

Nous présentons dans le tableau 4 une vue d'ensemble des difficultés potentielles identifiées par les quatre groupes. Cette figure distingue les difficultés qui se situent au niveau des institutions politiques, de la société et des individus (en particulier celles et ceux que nous avons interrogé·e·s lors des entretiens collectifs). La partie basse du tableau 4 présente quatre difficultés transversales, *i. e.* qui touchent les trois niveaux d'action.

Au niveau institutionnel, les difficultés discutées durant les entretiens collectifs sont liées à la lenteur du système politique, ainsi qu'au manque de sensibilité et d'implication des élus et des communes. De manière plus générale, les membres des groupes soulignent le manque de relais politique qui freine le développement d'actions politiques. En outre, les participant·e·s soulignent les problèmes liés au financement et à la viabilité financière des projets.

Au niveau sociétal, une difficulté importante qui revient dans les discussions de plusieurs entretiens collectifs tient à la tension entre le confort matériel personnel et la nécessité collective d'agir. Les participant·e·s soulignent qu'il est très compliqué de construire une notion du bien commun qui permette de surpasser les intérêts individuels. De plus, les participant·e·s s'interrogent sur la manière de créer une conscience politique qui inviterait à l'action tout en évitant à la fois de se focaliser sur les petites actions qui permettent de « se sentir bien » (les écogestes et les petites contributions du colibri) et de laisser penser que cela permettra de résoudre les problèmes environnementaux auxquels nos sociétés font face. Finalement, les difficultés portent sur la transmission d'informations dans une société où le nombre des canaux se multiplie et dans laquelle les individus sont submergés par un raz-de-marée informationnel. Comment aller au-delà de la sensibilisation et fournir des informations qui soutiennent le passage à l'action ?

Au niveau individuel, l'enjeu est de trouver du temps et de l'énergie pour s'engager tout en tenant compte et en acceptant que ses propres capacités physiques diminuent avec l'âge. Au-delà du temps, de l'énergie et des capacités physiques, les sénior·e·s interrogé·e·s dans le cadre des entretiens collectifs partagent largement un sentiment

Tableau 4. Difficultés identifiées et discutées durant les entretiens collectifs

<b>NIVEAU D'ACTION</b>		
<b>Institutionnel</b>	<b>Sociétal</b>	<b>Individuel</b>
Lenteur du système politique	Parvenir à sortir les individus de leur confort pour agir	Trouver le temps et l'énergie
Manque de sensibilité et de motivation des élus	Faire passer l'idée du bien commun avant les intérêts personnels	Capacités physiques limitées par l'âge
Manque d'implication des communes	Donner envie de s'engager	Sentiment d'impuissance
Manque de soutiens et de relais politiques	tout en créant une conscience politique	Éviter de renforcer des inégalités sociales et économiques
Financement et viabilité financière des projets	Parvenir à transmettre des informations dans une société qui croule sous l'information	Éviter le discours moralisateur
	Aller au-delà de la sensibilisation	Éviter le catalogue d'action (éviter de faire une liste de tout ce qui pourrait être fait)
		Identifier des actions concrètes et efficaces
<b>DIFFICULTÉS TRANSVERSALES – COMMUNES AUX TROIS NIVEAUX</b>		
<b>Motiver les élu·e·s</b>	<b>Motiver les citoyen·ne·s</b>	<b>Se motiver</b>
<p>S'accorder sur les types de changements souhaités (à la marge <i>vs</i> systémiques)</p> <p>Faire passer un discours qui place le bien-être au centre</p> <p>Identifier les bons niveaux d'action</p> <p>Passer du discours à l'action</p>		

Source: Élaboration propre sur la base des entretiens qualitatifs.

d'impuissance. C'est le revers de la médaille de leur expérience militante, décrite ci-dessus comme une ressource. Certain·e·s ont milité pendant plusieurs années et réalisent que leurs actions ont faiblement contribué à provoquer les changements sociaux qu'ils ou elles escomptaient. Par ailleurs, les participant·e·s soulignent le fait qu'il·elle·s souhaitent éviter trois écueils: adopter un ton moralisateur; renforcer des inégalités socio-économiques; produire un catalogue d'action de plus. Ce dernier renvoie au fait que de nombreux groupes ont tendance à lister toutes les actions à entreprendre sans définir quels sont leurs objectifs, sans se demander si ces objectifs servent les intérêts du groupe en augmentant sa visibilité ou s'ils contribuent réellement à faire avancer la cause défendue. L'identification des actions concrètes et efficaces constitue une difficulté importante soulevée par les participant·e·s aux entretiens collectifs.

Finalement, notre analyse des entretiens collectifs permet d'identifier cinq difficultés transversales. Parmi lesquelles: les difficultés relatives aux tentatives de motiver divers publics cibles, qu'il s'agisse des élu·e·s et des autorités politiques, des citoyen·ne·s ou de soi-même. Dans le même sens, la difficulté relative au fait de passer du discours à l'action renvoie également à cette nécessité de motiver les personnes à agir.

Deux autres difficultés transversales consistent à identifier le type de changement souhaité ainsi que le niveau d'action. En ce qui concerne le type de changement souhaité, les discussions portent sur la distinction entre des changements systémiques et des changements à la marge qui ne permettent pas de résoudre les problèmes écologiques et qui pourraient mêmes les renforcer. Parmi ces changements, les discussions portent sur les pratiques de consommation et les écogestes. Quant au niveau d'action, plusieurs groupes s'interrogent sur le choix du niveau d'action. Faut-il agir au niveau communal, régional ou autre. Ces difficultés illustrent la complexité de la construction des actions politiques.

Enfin, la dernière difficulté transversale qui est apparue dans plusieurs discussions collectives porte sur la place du bien-être dans le débat public. Les participant·e·s aux entretiens collectifs considèrent que cette question reste marginale dans le débat public, qu'elle n'est pas suffisamment prise en compte et qu'elle est souvent opposée à la notion

de viabilité économique. Ils soulignent également les coûts à long terme du mal-être pour la collectivité. De plus, certains mentionnent le manque d'imagination des citoyen-ne-s qui ont du mal à envisager un autre modèle de société et d'autres sources de bien-être.

## Conclusion

Les entretiens collectifs ont montré que malgré la motivation à s'engager et à agir pour le climat, le passage à l'acte confronte les senior·e-s à de nombreux défis. Parmi les quatre groupes, certains sont parvenus à formuler un projet à l'échelle de leur commune, d'autres ont rencontré plus de difficultés à s'accorder sur un projet commun. Il semblerait que la difficulté à penser collectivement une action politique augmente avec l'expérience politique et la conscience des difficultés. Plus les personnes sont engagées politiquement, plus elles sont conscientes des difficultés et des écueils possibles. Elles disposent certes de davantage de ressources pour lancer des actions politiques, mais elles ont également une plus grande difficulté à s'accorder sur les niveaux d'actions, sur la pertinence et sur l'efficacité de différents types d'action. Elles sont confrontées à une certaine fatigue du militantisme. Cette fatigue s'accompagne parfois d'un sentiment d'impuissance qui peut être relativement fort. Certaines personnes mentionnent qu'elles ont beaucoup milité et qu'elles ont vu peu de changement à l'échelle sociétale. En outre, elles ont parfois le sentiment de ne pas avoir préparé la relève. Et même si le sentiment qui prévaut est celui d'un grand enthousiasme pour les mobilisations de 2019 et une tristesse d'avoir vu le mouvement freiné brusquement par la pandémie et les confinements successifs.

La motivation des senior·e-s qui ont participé aux entretiens collectifs tient à la composition des groupes et au fait que tou-te-s les participant·e-s étaient fortement intéressé·e-s par la question environnementale et sont actifs·ves dans différentes associations de la société civile, pas toujours en lien avec l'environnement. Néanmoins, ces entretiens nous ont permis d'identifier, de manière préliminaire, des ressources et des difficultés propres aux personnes qui s'intéressent à la question

environnementale et qui se mobilisent politiquement. Ces premiers résultats peuvent affiner notre compréhension des ressources collectives qui soutiennent les engagements politiques et nous aider à identifier des stratégies de dépassement des difficultés rencontrées dans le développement d'actions politiques.

Parmi les ressources, les plus précieuses sont sans aucun doute l'engagement passé, l'expérience du militantisme et la fine connaissance du système politique suisse. Toutefois, nous constatons que cette ressource a un coût et qu'elle entrave parfois l'émergence de nouvelles initiatives. De plus, les ressources qui apparaissent durant les entretiens collectifs sont moins nombreuses que les difficultés. Celles-ci se situent à trois niveaux, institutionnel, sociétal et individuel. De plus, nous avons identifié cinq difficultés transversales, au rang desquelles nous avons compté la difficulté à motiver différents publics cibles.



## Partie III

---

### ENGAGEMENTS POLITIQUES ET BIEN-ÊTRE DES SÉNIOR·E·S

La troisième et dernière partie de cet ouvrage est consacrée à l'analyse des différentes dimensions du bien-être des senior·e·s. Elle vise à comprendre quels facteurs influencent ce bien-être et, en particulier, quels sont les impacts des engagements politiques. Les senior·e·s qui s'engagent dans des associations environnementales sont-ils plus heureux que les autres? Les engagements environnementaux, comme le fait de manifester ou de consommer moins, permettent-ils de s'accomplir et de donner du sens à sa vie? Ou, à l'inverse, les préoccupations environnementales plombent-elles le moral et le bien-être des senior·e·s? Autant de questions auxquelles nous tenterons de répondre.

Le bien-être est une notion complexe. Les questions ci-dessus donnent un aperçu des différentes dimensions du bien-être qui nous intéressent ici. Le bien-être comme sentiment de bonheur ou d'accomplissement de soi. Deux dimensions complémentaires du bien-être que nous analyserons en détail aux chapitres 7 et 8, après que le chapitre 6 nous aura présenté les différentes dimensions du bien-être de manière plus générale, de sorte que nous comprenions mieux de quoi il s'agit.

Le chapitre 6 discute différentes conceptions du bien-être. Il souligne que le bien-être est multidimensionnel et que les recherches portent sur différents aspects de ce bien-être en fonction des intérêts des chercheur-e-s et des données disponibles. De manière générale, le bien-être recoupe à la fois la dimension physique et psychologique. Le bien-être physique pour les senior-e-s comprend la santé mais aussi l'absence de maladies physiques et psychiques qui limitent leur autonomie. Il est important de rappeler ici que notre étude porte uniquement sur des senior-e-s qui vivent à domicile et jouissent donc d'une certaine autonomie. Le bien-être psychologique comprend plusieurs dimensions qui sont discutées en détail dans ce chapitre avant que nous présentions la manière que nous avons retenue pour étudier différentes dimensions du bien-être des senior-e-s.

Le chapitre 7 se concentre sur le bien-être hédonique qui est lié au plaisir et, de manière plus générale, au bonheur. Tout d'abord, nous présentons le niveau de bien-être hédonique des senior-e-s en Suisse romande. Puis, nous examinons en détail l'impact des engagements politiques sur le bien-être hédonique. Les analyses reprennent les variables étudiées précédemment, pour évaluer la relation entre bien-être hédonique et engagements associatifs, participation à des manifestations et réduction de la consommation. De plus, les analyses examinent l'importance des préoccupations environnementales et prennent en compte d'autres facteurs explicatifs tels le genre, l'âge et la santé afin de comprendre l'impact des engagements politiques en tenant compte d'autres caractéristiques individuelles.

Le chapitre 8, pour sa part, porte sur le bien-être eudémonique. Celui-ci repose sur l'accomplissement de soi et le sentiment de mettre à profit ses compétences. Le sentiment d'accomplissement de soi varie fortement en fonction du statut social des personnes, nous comparons le bien-être eudémonique des femmes et des hommes en tenant compte du revenu et d'autres ressources telles que la santé. De plus, les réseaux interpersonnels peuvent contribuer à cette réalisation de soi en offrant des opportunités de s'accomplir ou, au contraire, limiter les possibilités d'action en faisant peser des obligations familiales, sur les femmes notamment. À nouveau, le chapitre tente d'identifier les liens entre engagements politiques et bien-être. Les modèles d'analyse évaluent les relations entre bien-être eudémonique et engagements associatifs, participation à des manifestations et réduction de consommation.

## Chapitre 6

---

### Le bien-être des senior·e·s

Le bien-être est une notion complexe. Dans la vie de tous les jours, elle est fréquemment utilisée pour parler de santé. La santé en est évidemment une composante essentielle, mais le bien-être a également une acception plus large. Lorsque l'on parle du bien-être d'une personne, il s'agit de définir à quel point la vie de quelqu'un se passe bien (Crisp, 2021). Plus généralement, le bien-être est donc ce qui est bon pour cette personne en prenant en compte l'ensemble des aspects de sa vie. On distingue parfois différentes dimensions du bien-être, notamment en faisant la distinction entre un bien-être hédonique, surtout déterminé par le fait d'avoir du plaisir ou d'éprouver davantage d'émotions positives que négatives, et un bien-être eudémonique, qui serait davantage lié à la notion d'accomplissement de soi et de réalisation de son potentiel. Ces deux visions ou traditions pour parler du bien-être coexistent depuis l'antiquité. La recherche actuelle sur le bien-être est caractérisée par un morcellement selon les disciplines ou traditions théoriques. De plus, différents instruments sont utilisés pour mesurer le bien-être. Nous reviendrons sur ces traditions plus loin lorsque nous présenterons l'approche empirique qui a été retenue dans le cadre de cette étude. Dans ce chapitre, nous aborderons d'abord la thématique générale du bien-être chez les senior·e·s et, plus précisément, les effets que peuvent avoir leurs engagements sur celui-ci.

La littérature sur les senior·e·s s'est beaucoup intéressée à leur bien-être ainsi qu'à la compréhension de ce qui y contribue. Elle a mis en évidence que le maintien d'une activité sociale et de loisirs représente un facteur important pour le bien-être des senior·e·s (Havighurst, 1961). Ces activités remplissent plusieurs fonctions dont, notamment, celle de combler le vide que peut engendrer l'arrêt d'une activité professionnelle en offrant un rôle à leurs protagonistes. L'engagement social permet aux individus, d'une part, de rester impliqués dans des activités qui ont du sens pour eux et, d'autre part, de maintenir des liens sociaux étroits avec d'autres individus (Rowe et Khan, 1998, 2015). L'existence de cette association entre activité et bien-être a pu être démontrée dans de nombreuses études empiriques s'intéressant à différents types d'activités (pour une revue de la littérature, voir Adams et al., 2011; Anderson et al., 2014). Si le message principal de cette littérature empirique est clair concernant l'existence d'un tel lien, plusieurs points d'interrogation subsistent, notamment en ce qui concerne les mécanismes qui pourraient l'expliquer.

L'activité peut avoir des effets bénéfiques pour le bien-être *via* différents canaux. Une manière de décortiquer l'importance relative de ces différents canaux consiste à analyser les effets différentiels de divers types d'activités (Ku et al., 2016; Huxhold et al., 2014; Litwin et Showitz Ezra, 2006). L'un des canaux classiquement analysés dans les études gériatriques concerne les effets favorables de l'activité physique pour la santé (Potter et al., 2011) ou encore ceux des activités en général sur les capacités cognitives (James et al., 2011). Mais il a également été postulé que l'insertion dans un réseau social permet de contribuer au bien-être en donnant un sentiment d'appartenance et d'identité aux individus (Hangrety et al., 1996), en les faisant bénéficier d'un soutien moral ou émotionnel (Aquino et al., 1996), ou encore en favorisant un échange d'informations concernant des comportements améliorant le bien-être (Berman et al., 2000). De plus, il apparaît que les activités solitaires peuvent également contribuer à un sentiment de bien-être. Dans ce cas, on peut postuler que les effets sont liés au sentiment d'utilité que les individus peuvent en tirer.

Cependant, si la littérature s'est intéressée aux engagements de loisirs ou associatifs des senior·e·s, on connaît moins les effets de l'engagement politique sur le bien-être (Martinson et Minkler, 2006).

En général, il est admis que la plupart des militant·e·s qui s'engagent pour une cause le font de manière relativement désintéressée, sans rien attendre en retour (Gaxie, 1977). Dans le cas du climat, l'engagement est lié à une cause qui engendre à la fois des inquiétudes et de l'espoir. Le réchauffement climatique pose d'importants défis à la vie sur terre et, comme nous l'avons vu au premier chapitre, le public est tout à fait conscient de ses effets négatifs. De plus, étant donné leur âge, les militants sénior·e·s pour le climat s'engagent avec l'objectif avant tout d'aider les générations futures plutôt qu'eux-mêmes, ce qui ressort très clairement des entretiens qualitatifs que nous avons pu mener (Grand et al., 2022). On considérera donc avec intérêt ce cas spécifique dans lequel les retours positifs de l'engagement ne sont pas évidents.

L'autre limite de la plupart des recherches menées jusqu'à présent concerne la vision parfois unidimensionnelle du bien-être, s'intéressant principalement au bien-être hédoniste (Diener, Oishi et Lucas, 2003). Ces études portent sur le bonheur, la satisfaction avec sa vie et l'équilibre entre les affects positifs et négatifs. L'étude de cette dimension est facilitée par le fait que les questions portant sur le bonheur et la satisfaction avec sa vie font l'objet de nombreuses enquêtes quantitatives. Toutefois, comme l'a souligné Carol Ryff (1989), l'étude du bien-être ne peut pas se limiter à cette dimension. Les conceptions théoriques sur lesquelles se fonde l'étude du bien-être requièrent une compréhension plus fine et des mesures appropriées du bien-être, notamment en ajoutant la dimension eudémonique du bien-être. Celle-ci fait référence à la valorisation du potentiel de chaque être humain, c'est une conception du bien-être qui se fonde sur l'idée que les individus souhaitent mettre à profit leurs dons naturels, les faire évoluer et être reconnus socialement pour ces compétences. Durant les deux dernières décennies, l'étude de la dimension eudémonique du bien-être a reçu une plus grande attention (Ryan, Huta et Deci, 2008; Ryff et Singer, 2008; Waterman, Schwartz et Conti, 2008). Une autre manière d'enrichir notre compréhension du bien-être consiste à suivre la proposition de Son et Wilson (2012) qui prennent en compte la dimension sociale du bien-être.

Il existe plusieurs manières d'appréhender la multidimensionnalité du bien-être et de l'étudier empiriquement. Parmi la multitude

d'instruments à disposition, qui comprennent d'ailleurs souvent des parties communes ou des similitudes, nous avons choisi d'utiliser ceux mis en place pour mesurer la conception PERMA du bien-être. Cette conception a été développée par Martin Seligman (Seligman, 2011), l'un des fondateurs de la psychologie positive. Celle-ci distingue cinq composantes du bien-être dont la première lettre en anglais forme l'acronyme PERMA. Ces cinq composantes sont les suivantes :

- émotions **p**ositives : le fait de ressentir de la joie, de la fierté, de la satisfaction par exemple ;
- **e**ngagement : le fait de sentir que l'on est absorbé par ce que l'on fait. Accomplir une tâche à laquelle on arrive à se dévouer complètement pendant un temps donné correspond à cette idée d'engagement ;
- **r**elations : le fait d'être en interaction avec les autres, d'avoir des contacts positifs avec eux. Les relations positives soutiennent les quatre autres composantes du bien-être ;
- sens (*meaning* en anglais) : le sentiment de faire partie et de contribuer à quelque chose de plus grand que soi-même ;
- **a**ccomplissement : la poursuite de succès ou de réalisations qui peut, lorsqu'elle aboutit, déboucher parfois sur des affects positifs.

Nous avons mesuré ces différents aspects à travers un instrument de mesure développé et validé par Butler et Kern (2016) et qui est utilisé dans de nombreuses autres études. Le questionnaire développé contient trois items pour mesurer chacun de ces aspects du bien-être. Il comporte aussi une batterie de trois questions permettant de mesurer les émotions négatives qui complémentent la mesure des émotions positives incluse dans PERMA. Chacune des questions posées permet aux individus de se positionner sur une échelle allant de 1 à 10<sup>8</sup>, en leur demandant à quelle fréquence ou dans quelle mesure ils ressentent différentes émotions ou se trouvent dans différents états.

---

<sup>8</sup> Il faut cependant noter que cette échelle de 1 à 10 que nous avons utilisée diffère légèrement de l'échelle originale qui s'étend de 0 à 10.

Le tableau 5 résume les items qui sont utilisés pour mesurer ces différentes dimensions. Nous utilisons ensuite la moyenne des réponses aux items correspondant à une dimension pour mesurer la position de chaque individu sur cette dimension. Par exemple, une personne qui aurait répondu 4, 7 et 10 aux items de la catégorie « accomplissement » aurait un score d'accomplissement de 7 (21/3).

*Tableau 5. Items utilisés pour mesurer différents aspects du bien-être*

<b>Émotions positives</b>	<b>Émotions négatives</b>	<b>Engagement</b>
...vous arrive-t-il de vous sentir d'humeur positive?	...vous arrive-t-il de ressentir de la tristesse?	...êtes-vous absorbé·e par ce que vous faites?
...vous arrive-t-il de ressentir de la joie?	...vous arrive-t-il de ressentir de l'anxiété?	...perdez-vous la notion du temps lorsque vous faites quelque chose que vous appréciez?
...vous sentez-vous satisfait·e de votre vie?	...vous arrive-t-il de ressentir de la colère?	...vous sentez-vous enthousiaste et intéressé·e?
<b>Relations</b>	<b>Sens</b>	<b>Accomplissement</b>
...recevez-vous de l'aide des autres lorsque vous en avez besoin?	...estimez-vous vivre une vie significative/ ayant un sens?	...sentez-vous que vous faites des progrès dans l'accomplissement de vos objectifs?
...êtes-vous satisfait·e de vos relations sociales?	...sentez-vous que ce que vous faites dans votre vie est important et en vaut la peine?	...atteignez-vous les objectifs importants que vous vous fixez?
...vous sentez-vous aimé·e?	...avez-vous le sentiment de suivre un cap que vous vous êtes fixé dans votre vie?	...pensez-vous être capable de faire face à vos responsabilités?

Source: questionnaire de notre enquête SCWS, module sur le bien-être basé sur PERMA (voir annexe).

Lorsque l'on s'intéresse aux effets de l'engagement pour le climat sur le bien-être, distinguer ces différentes dimensions peut se révéler utile. Si l'engagement a un effet sur le bien-être, il est probable que celui-ci varie d'une dimension à l'autre (et bien sûr aussi en fonction du type d'engagement). Pour donner un exemple, le fait de s'engager pour une cause pourrait augmenter la notion de sens ressentie par les personnes. Après tout, elles s'engagent pour une cause qui les dépasse. Cela pourrait également renforcer leurs relations avec les autres si ces engagements se font collectivement. Mais on pourrait aussi très bien imaginer que l'engagement pour la cause climatique confronte les individus à des pensées négatives liées à l'état de la planète ou à l'attentisme des gouvernements. On pourrait même se demander si ce n'est pas ce type d'émotions négatives qui poussent les gens à s'engager. La littérature montre que des émotions comme la peur ou la colère représentent des moteurs à l'engagement (Pickard, 2021 ; Lorenzini et Rosset, 2023).

Il est donc intéressant d'analyser les différences en termes de scores PERMA entre, d'une part, les personnes qui s'engagent et, d'autre part, celles qui ne s'engagent pas. Mais dans la mesure où l'approche PERMA n'a été que peu utilisée pour étudier la population suisse<sup>9</sup> et encore moins pour caractériser le bien-être des sénior·e·s, nous nous intéresserons d'abord à ce que les réponses des sénior·e·s romand·e·s disent de leur bien-être. Nous nous intéressons aux scores en général, mais aussi aux différences entre femmes et hommes et aux effets d'âge parmi les sénior·e·s sur leur bien-être dans la mesure où il s'agit de deux facteurs qui ont été largement documentés comme étant importants pour le bien-être (Lopez Ulloa et al., 2013 ; Inglehart, 2002).

Le tableau 6 montre les scores moyens de notre échantillon pour les six échelles PERMA ainsi que pour les affects négatifs. Un premier constat est un niveau relativement élevé de bien-être sur toutes les

---

<sup>9</sup> Une étude dans les pays germanophones a bien été menée récemment, mais au vu des faibles taux de réponse en Suisse – seules dix-sept personnes avaient répondu – les résultats pour la Suisse n'ont pas été publiés (Wammerl, M., Jaunig, J., Mairunteregger, T. et Streit, P. [2019]. The German version of the PERMA-Profil: evidence for construct and convergent validity of the PERMA theory of well-being in German speaking countries. *Journal of Well-Being Assessment*, 3[2], 75-96).

dimensions. Les moyennes se situent systématiquement au-dessus de 7 sur les cinq mesures PERMA. Comme notre échelle va de 1 à 10 alors que la plupart de celles utilisées dans les recherches existantes vont de 0 à 10, il est difficile de comparer nos résultats à ceux d'autres études. Une manière d'essayer de le faire serait de diviser ce score par un facteur de 1,1 pour le rendre comparable aux recherches existantes<sup>10</sup>. On retrouve ces scores dans la dernière colonne du tableau.

Ces scores semblent généralement élevés pour une population sénior-e si l'on tient compte du fait que sur une échelle de 0 à 10, les scores moyens se trouvent entre 6,7 et 7,25 pour la population générale dans les différents pays analysés par l'étude originale qui propose ces instruments de mesure (Butler et Kern, 2016). Sur son site internet<sup>11</sup>, l'une des auteur-e-s de ces instruments considère que les scores à partir de 6,5 sont normaux – c'est-à-dire que les personnes qui se situent au-dessus de ce score ont un niveau de bien-être normal dans le sens d'acceptable. Tandis que le site mis en place par le Centre de psychologie positive de l'Université de Pennsylvanie, dirigé par Seligman, offre une grille d'interprétation qui indique que les scores de 7 à 8 sont « élevés » et alors que ceux qui se situent autour de 6 sont « légèrement au-dessus de la moyenne »<sup>12</sup>. On peut donc dire que les scores moyens pour les sénior-e-s suisses sur les différentes dimensions du bien-être sont globalement élevés. On remarque aussi, comme dans les recherches précédentes, que les répondant-e-s rapportent une fréquence d'affects négatifs beaucoup moins élevée que celle des affects positifs.

---

<sup>10</sup> Notons toutefois quelques limites à cette démarche. En plus de l'étendue de l'échelle, l'une des différences entre l'échelle de 0 à 10 et celle de 1 à 10 est que cette seconde version n'a pas de point médian (il est de 5 dans le premier cas et se situerait entre 5 et 6 dans le second). Par ailleurs, comme pour la plupart des items, les scores sont élevés, en corrigeant ainsi on abaisse probablement trop ces scores par rapport à ce qu'ils devraient être en réalité. Parmi les personnes qui ont répondu 10 avec l'échelle 1 à 10, nombreuses sont celles qui auraient répondu 10 également sur l'échelle de 0 à 10. En divisant tous les résultats par 1,1, on fait artificiellement baisser le score de ces personnes à 9,09. On peut donc partir du principe que ces moyennes ajustées sous-estiment légèrement le niveau de bien-être par rapport aux études utilisant l'échelle de 0 à 10.

<sup>11</sup> <https://www.peggykern.org/questionnaires.html>

<sup>12</sup> <https://www.authentic happiness.sas.upenn.edu/>

Tableau 6. Score moyen sur les différentes échelles du bien-être (classées dans l'ordre décroissant)

	N	Moyenne	Écart type	Moyenne ajustée
Sens	1,773	7,54	1,77	6,85
Relation	1,782	7,50	1,72	6,82
Affects positifs	1,791	7,45	1,56	6,78
Engagements	1,782	7,32	1,58	6,66
Accomplissements	1,775	7,29	1,55	6,63
Affects négatifs	1,752	4,13	1,87	3,75

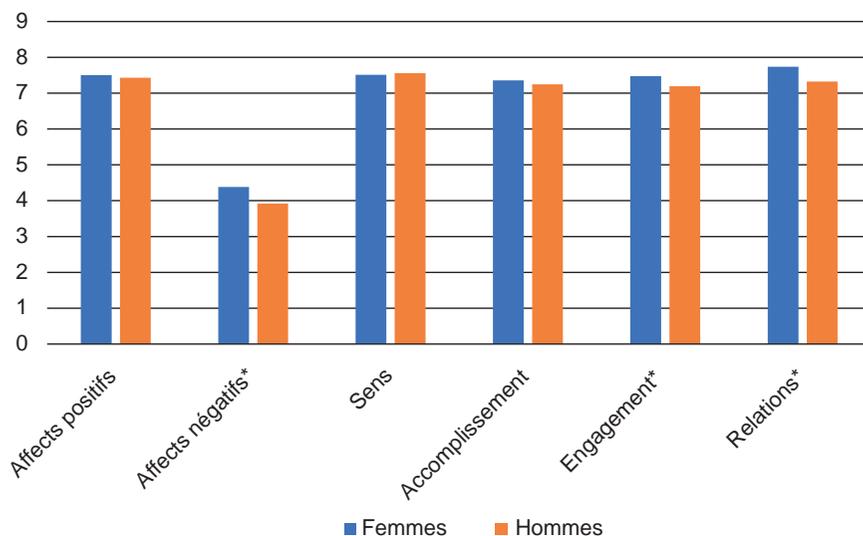
Source des données : SCWS.

Si l'on considère la façon dont ces scores varient entre les femmes et les hommes, on s'aperçoit que les différences sont faibles. Dans le graphique 16, nous comparons les scores moyens des hommes et des femmes sénior-e-s sur ces six dimensions du bien-être. L'une des raisons de cette comparaison est le fait que la littérature montre des différences de bien-être entre les genres (Inglehart, 2002).

Il apparaît que la magnitude des différences est très faible. Elles sont cependant significatives d'un point de vue statistique pour trois dimensions: les affects négatifs, l'engagement et les relations. Les femmes disent ressentir plus souvent des émotions négatives que les hommes. Mais elles rapportent également des scores plus élevés pour les mesures d'engagement et de relation. En moyenne, les femmes sont plus absorbées par leurs activités et plus satisfaites de leurs relations que les hommes.

Dans un deuxième temps, nous analysons l'effet de l'âge sur le bien-être parmi les sénior-e-s. Dans les pays occidentaux, la relation entre âge et bien-être a tendance à être en forme de U. Le bien-être a tendance à diminuer jusqu'à la quarantaine, puis à remonter jusqu'à la soixantaine (Deaton, 2008). Dans notre cas, nous n'avons que des individus âgés entre soixante-quatre et nonante-six ans et on peut imaginer que pour ces âges

Graphique 16. Scores moyens pour les hommes et pour les femmes



Source des données : SCWS.

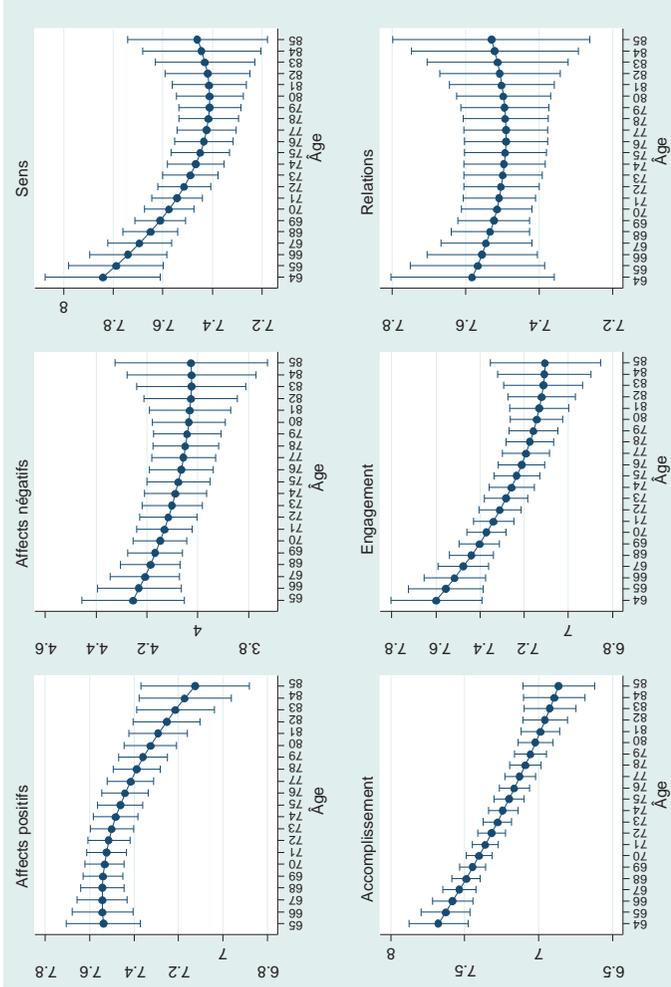
avancés les différentes dimensions du bien-être ont tendance à baisser avec les années. C'est ce que reflètent partiellement les résultats présentés dans le graphique 17. Nous avons réalisé des régressions linéaires dans lesquelles nous estimons les niveaux de différentes formes de bien-être en fonction de l'âge et de l'âge au carré qui nous permet de modéliser une relation curvilinéaire entre âge et bien-être. Les graphiques permettent de visualiser cette relation entre âge et différentes formes de bien-être. Dans le graphique 17, nous présentons les résultats pour l'intervalle des soixante-cinq à quatre-vingt-cinq ans uniquement, car l'incertitude – les intervalles de confiance à 95 %, représentés par les lignes verticales dans le graphique – accompagnant nos estimations est énorme pour les personnes plus âgées étant donné leur nombre relativement faible dans l'échantillon.

Globalement, on s'aperçoit que le bien-être recule avec l'âge, mais de manière très modérée. C'est surtout le cas pour les accomplissements qui diminuent de façon quasiment linéaire pour passer d'une moyenne

d'environ 7,7 à soixante-cinq ans à 6,7 pour les personnes âgées de quatre-vingt-cinq ans. Pour l'engagement, c'est-à-dire le sentiment d'être absorbé par ce que l'on fait, on retrouve une relation entre âge et bien-être similaire, bien que le recul du bien-être avec l'âge soit moins prononcé dans ce cas. Les niveaux de satisfaction avec les relations évoluent peu avec l'âge. Pour ce qui est du sens que l'on trouve à son existence, on s'aperçoit que sa relation avec l'âge n'est pas linéaire: la perception de faire partie et de contribuer à quelque chose de plus grand que soi diminue jusqu'à environ septante-cinq ans, puis se stabilise. C'est l'inverse qui est vrai pour les affects positifs qui, eux, restent stables à des niveaux élevés jusqu'à septante-cinq ans en moyenne avant de baisser. Finalement, les affects négatifs sont les seuls qui évoluent de manière favorable avec l'âge: les personnes âgées de plus de quatre-vingts ans en rapportent en moyenne un petit peu moins que les personnes les plus jeunes de notre échantillon.

Ces différences que l'on a pu identifier entre les dimensions du bien-être confirment l'intérêt de différencier les composantes du bien-être. C'est ce que l'on fait également dans le graphique 18 qui présente les moyennes sur ces différentes dimensions du bien-être pour les membres et les non-membres d'associations pro-environnementales. Comme dans le cas du genre, présenté ci-dessus, on observe des différences relativement faibles entre les groupes. Les membres et les non-membres rapportent des niveaux d'affects positifs, de sens et d'accomplissement quasiment identiques (et relativement élevés). Il y a en revanche des différences statistiquement significatives, mais de magnitude relativement faible sur les autres dimensions. Les membres d'associations environnementales disent ressentir des affects négatifs plus souvent que les autres individus. Ce résultat est intéressant, mais il est difficile à interpréter. Il est probable que ce sont précisément ces émotions négatives qu'il-elle-s ressentent peut-être à propos de l'état du monde qui les ont poussés à s'engager. Mais il est également possible que le fait d'être engagé dans une association environnementale signifie que l'on reçoit davantage d'informations liées aux thématiques environnementales, ce qui pourrait conduire à ressentir des émotions négatives plus fréquemment.

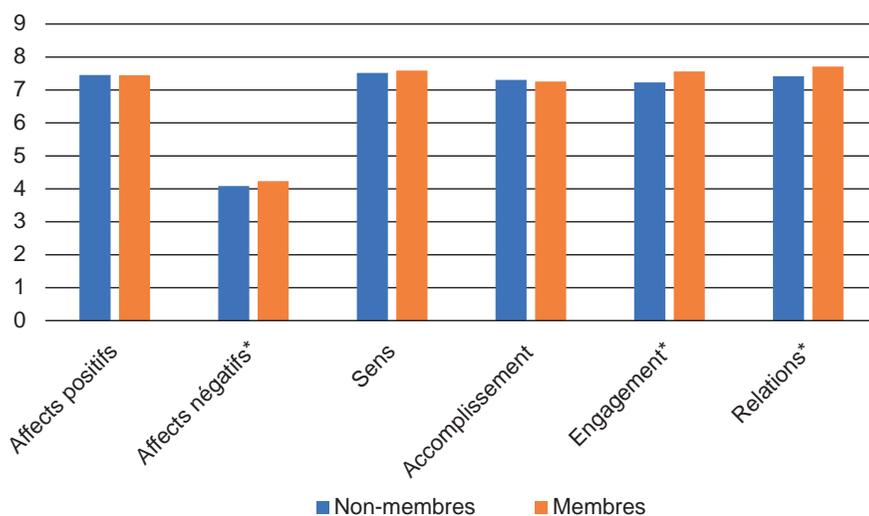
Graphique 17. Relation entre l'âge et six dimensions du bien-être



Source des données : SCWS.

Note: prédictions et intervalles de confiance à 95% estimés sur la base d'un modèle de régression avec comme variables dépendantes les dimensions du bien-être mentionnées en titre et comme variables dépendantes l'âge et l'âge au carré.

Graphique 18. Le bien-être pour les membres et non-membres d'associations environnementales



Sources des données : SCWS.

Il y a par ailleurs deux dimensions du bien-être – l’engagement et les relations – pour lesquelles les scores moyens des personnes membres d’associations actives dans le domaine de l’environnement sont plus élevés que pour les personnes qui sont non-membres. Là encore, on ne peut pas déterminer si cette différence est due au fait d’être membre d’une association ou au contraire d’un effet de sélection qui serait lié au fait que des personnes au profil spécifique en termes de bien-être ont une plus forte propension à devenir membres d’une association. Pour les relations, on peut tout à fait imaginer que le fait d’être en contact avec d’autres personnes et d’avoir des relations positives avec elles augmente les chances de devenir membre d’une association. Mais lorsque l’on devient membre d’une association, tout du moins lorsque l’on participe aux activités de celles-ci, on développe également la possibilité de nouvelles rencontres ou de passer du temps avec d’autres personnes avec potentiellement un effet positif sur le ressenti de ces relations. Pour ce

qui est de la dimension du bien-être appelée engagement dans le modèle PERMA et qui fait référence à la capacité à être absorbé·e par les tâches que l'on accomplit, on constate également des scores plus élevés pour les senior·e·s membres d'associations environnementales que pour les autres. Il est en revanche impossible d'affirmer que la différence que l'on retrouve est forcément due à un effet bénéfique du fait d'être membre, même si on ne peut évidemment pas l'exclure.

## Conclusion

Les analyses présentées dans ce chapitre permettent de tirer plusieurs enseignements.

Premièrement, elles mettent en évidence un niveau de bien-être généralement élevé parmi les senior·e·s romand·e·s et ce, sur toutes les dimensions étudiées. Le niveau le plus élevé se retrouve sur la dimension sens tandis que les niveaux les plus faibles en termes relatifs (mais toujours élevés en termes absolus) se retrouvent sur la dimension accomplissement. Étant donné que la plupart des répondant·e·s sont à la retraite, ce score relativement plus faible pour l'accomplissement n'est pas surprenant.

Deuxièmement, il existe sur ces différentes dimensions du bien-être des différences relativement faibles, mais tout de même statistiquement significatives entre les femmes et les hommes, mais aussi en fonction de l'âge des répondant·e·s. Nous constatons que si le sentiment d'accomplissement baisse de manière assez importante entre soixante-cinq et quatre-vingt-cinq ans, l'impact de l'âge est beaucoup plus modéré pour les autres dimensions. Il est d'ailleurs inexistant pour ce qui est des relations et on observe également que les émotions négatives ont tendance à être moins fréquentes parmi les répondant·e·s les plus âgé·e·s. Pour ce qui est de l'effet du genre, on ne peut pas affirmer que les hommes ou les femmes rapportent de manière systématique des niveaux de bien-être supérieurs à l'autre sexe. Les différences sont limitées et surtout nuancées : si les femmes disent être plus satisfaites de leurs relations avec les autres et être davantage absorbées par les tâches

qu'elles accomplissent (engagement), les hommes eux disent ressentir moins souvent des émotions négatives.

Troisièmement, l'analyse descriptive des niveaux de bien-être entre membres et non-membres d'associations environnementales montre quelques différences assez limitées entre ces deux groupes. Les membres d'organisations environnementales rapportent ressentir des émotions négatives plus fréquemment que les non-membres, mais disent également avoir des niveaux d'engagement – c'est-à-dire le sentiment d'être absorbés par ce qu'on fait – et de satisfaction avec leurs relations sociales plus élevés.

Ces résultats nous confortent dans l'idée qu'il serait intéressant de distinguer entre bien-être hédonique, d'une part, et bien-être eudémonique, d'autre part. Notre intuition théorique est que les engagements pro-climat pourraient avoir des effets différenciés selon le type de bien-être auquel on s'intéresse. Dans la mesure où les engagements sont associés à davantage d'informations concernant le changement climatique et qu'ils peuvent aussi s'accompagner d'investissements financiers et surtout en temps et peut-être à des renoncements si l'on décide d'agir pour le climat au quotidien, il est probable que ces engagements ne sont pas corrélés de manière positive au niveau de bien-être hédonique. Cependant, l'inverse est tout à fait probable pour le bien-être eudémonique. Les engagements pro-climat pourraient donner un sentiment de faire quelque chose d'utile ou un sentiment de réalisation de son potentiel. Les analyses présentées ci-dessus – notamment le plus faible degré d'affects négatifs parmi les personnes non engagées combiné à de plus hauts niveaux d'engagement et de satisfaction avec les relations sociales pour les personnes engagées – confirment que cette intuition mérite d'être explorée de manière plus systématique.

Les deux chapitres suivants (7 et 8) s'attacheront à analyser de manière plus approfondie les différences qu'il peut y avoir dans ce qui contribue au bien-être hédonique, d'une part, et au bien-être eudémonique, d'autre part, parmi les sénior·e·s. Plus spécifiquement, nous allons décortiquer le lien entre différentes formes d'engagement

pour l'environnement, comme participer à une manifestation ou être membre d'une association, et le bien-être, tout en tenant compte des niveaux d'inquiétude des répondant·e·s. Dans un premier temps, nous allons explorer comment l'engagement des senior·e·s en faveur du climat influe sur leur bien-être hédonique mesuré par une question générale sur le bonheur. Dans un second temps, nous proposerons le même type d'analyse pour le bien-être eudémonique, c'est-à-dire le sentiment d'accomplissement.



## Chapitre 7

---

# Engagements des senior·e·s et bien-être hédonique

### Bien-être hédonique

Le chapitre précédent a mis en évidence la multidimensionnalité de la notion de bien-être. Le présent chapitre se focalise sur une forme spécifique de bien-être – le bien-être hédonique – avec l’objectif d’étudier ce qui y contribue. Plus spécifiquement, il aborde l’effet de différentes formes d’engagement politique pour le climat sur le sentiment de bien-être hédonique. Notre analyse porte sur les trois types d’engagement analysés précédemment : s’engager dans des associations environnementales ; manifester pour l’environnement ; réduire sa consommation.

On l’a vu, le bien-être hédonique est la forme de bien-être sur laquelle une grande partie de la littérature s’est concentrée ; c’est aussi la forme de bien-être qui est peut-être la plus proche des acceptions les plus communément partagées de la notion de bien-être. Il s’agit du fait de se sentir bien, d’être heureux. Empiriquement, les études mesurent cette notion de bien-être hédonique en demandant aux personnes si elles sont dans l’ensemble heureuses dans leur vie ou en utilisant

des échelles basées notamment sur la fréquence des affects positifs et négatifs que les individus ressentent.

Si l'on considère les principales formes d'engagement pour le climat, c'est-à-dire les comportements pro-climat au quotidien et les engagements politiques en faveur du climat au sein d'associations, il y a plusieurs raisons de considérer qu'elles pourraient avoir un effet positif sur le bien-être. Dans la mesure où le climat, on l'a vu, est une cause qui fait quasiment l'unanimité dans la population romande, le fait de s'engager au quotidien ou politiquement pour cette cause devrait être quelque chose de socialement valorisant pour les individus. Cet engagement est associé à des bénéfices symboliques pour les individus. S'ils s'engagent de manière publique, ils auront peut-être l'impression que leurs actions sont reconnues par les autres. Et indépendamment du caractère public ou non de leurs actions, elles devraient contribuer au développement d'une image positive de soi avec des bénéfices en termes de bien-être hédonique. C'est aussi une manière de ne pas subir une situation qui semble insoluble, mais d'essayer, au moins à son niveau, de contribuer à la résoudre. Le fait de ne pas simplement baisser les bras face à la crise climatique, qui semble être une fatalité, devrait aussi promouvoir les affects positifs.

À ces effets spécifiques à l'engagement politique pour une cause largement soutenue viennent s'ajouter ceux, plus généraux, du fait d'être actif·ve et, pour le cas de l'engagement associatif, celui de faire partie d'un groupe. Pour les sénior·e·s, l'effet bénéfique sur le bien-être de l'activité et du fait d'être entouré a été largement documenté. En résumé, il existe plusieurs raisons de considérer que l'engagement pro-climat – qu'il se traduise par des engagements associatifs, contestataires ou l'adoption de gestes au quotidien – a un effet positif sur le bien-être hédonique.

Mais il y a également des arguments qui nous pousseraient à penser que l'engagement pour le climat pourrait avoir un effet négatif sur le bien-être hédonique. Si l'on pense aux gestes à faire pour le climat au quotidien, il s'agit souvent de renoncements – renoncer à des voyages en avion ou à manger de la viande – ou des efforts à fournir qui peuvent avoir des conséquences sur le budget (par exemple, si l'on

investit dans des énergies renouvelables ou des produits bio), sur le temps à disposition (ici l'on peut imaginer le fait de trier de manière stricte ses déchets ou de ne pas utiliser de matériel jetable) ou sur le confort (si l'on décide de moins chauffer son logement). Effectuer ces gestes pourrait donc également avoir un effet négatif sur le bien-être hédonique. On peut imaginer que c'est d'autant plus probable si ces engagements ne sont pas partagés par l'entourage de la personne, auquel cas celle-ci devra, pour les maintenir, renoncer peut-être à des activités communes (par exemple, voyager avec des amis) ou justifier ses choix auprès de ses proches. Pour ce qui est des engagements associatifs ou contestataires, on peut aussi considérer qu'ils peuvent avoir un effet négatif sur le bien-être hédonique car leurs résultats ne sont pas immédiatement tangibles. Les personnes peuvent avoir l'impression de faire des efforts ou de s'épuiser en vain, sans que cela n'ait d'impact déterminant sur la crise climatique. Il n'est donc pas évident de savoir si l'engagement pour le climat aura un effet positif ou négatif sur le bien-être hédonique.

De plus, dans notre analyse, il faut considérer le rôle que peuvent jouer les préoccupations climatiques. D'un côté, celles-ci devraient avoir un impact négatif sur le bien-être hédonique puisque les inquiétudes accroissent les affects négatifs ressentis par les individus, peuvent augmenter leur niveau de stress et inhiber leur sentiment de bien-être. De l'autre côté, ces préoccupations poussent certainement les personnes à s'engager. La conjonction de ces deux phénomènes, c'est-à-dire l'effet des préoccupations sur l'engagement et leur effet sur le bien-être, rend l'étude de la relation entre engagement et bien-être complexe.

En approchant la thématique sous cet angle, on pourrait considérer que la question pertinente à se poser est de savoir si, parmi les personnes qui s'inquiètent pour le climat et qui, de ce fait, s'engagent pour cette cause, le niveau de bien-être est plus haut ou plus bas que parmi les personnes qui ont un même niveau d'inquiétude, mais qui ne s'engagent pas.

## **Le niveau de bien-être est globalement élevé chez les senior·e·s romand·e·s**

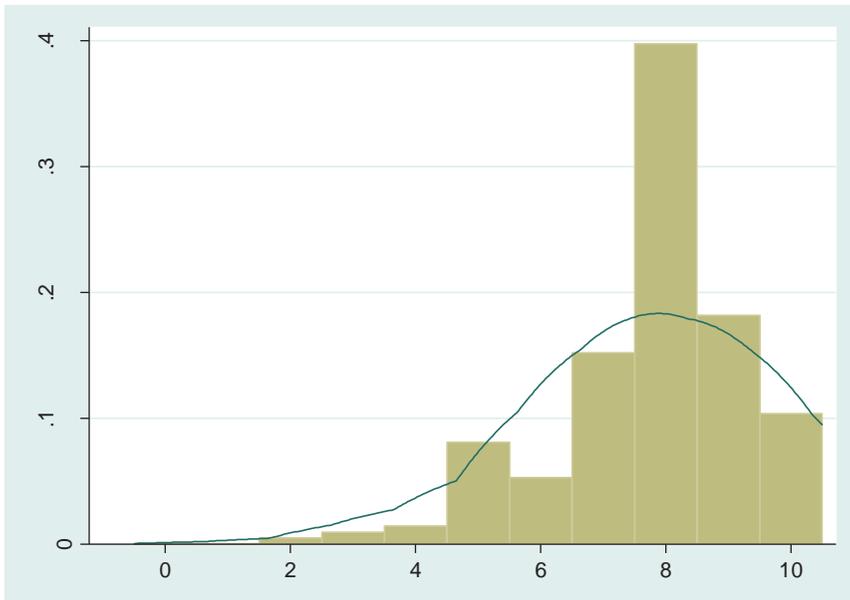
Pour analyser le niveau de bien-être hédonique, nous utilisons deux opérationnalisations différentes. Premièrement, nous utilisons les réponses à la question suivante: «Tout bien considéré, dans quelle mesure diriez-vous que vous êtes heureux·se?» Les individus ont la possibilité de répondre sur une échelle de 0 à 10 sur laquelle 0 signifie «extrêmement malheureux·se» et 10 signifie «extrêmement heureux·se».

Le graphique 19 illustre les réponses à cette question parmi l'ensemble des répondant·e·s à l'enquête. On peut constater qu'une majorité des senior·e·s estiment avoir un niveau de bonheur élevé. Deux tiers des répondant·e·s indiquent 8 ou davantage sur cette échelle allant de 0 à 10. La moyenne des réponses sur cette échelle se situe à 7,74 et on ne note pas de différence significative entre les personnes qui sont membres d'associations environnementales ou non.

Qu'est-ce qui peut expliquer le niveau de bonheur perçu? Pour comprendre comment le fait de s'engager pour l'environnement peut affecter le bien-être hédonique, on ne peut pas se contenter de comparer des moyennes entre groupes. Ces deux groupes ne se distinguent pas uniquement par le fait que les individus s'engagent ou non pour le climat; les individus appartenant aux deux groupes ont peut-être d'autres caractéristiques qui sont systématiquement différentes. Pour donner un exemple, il semble probable que parmi les personnes qui s'engagent activement au sein d'une association pro-climat, rares sont les personnes en mauvaise santé. Or, il semble aussi cohérent de postuler que la santé est certainement associée en général de manière positive avec le bien-être hédonique: les personnes en meilleure santé rapportent en moyenne des niveaux de bien-être plus élevés. Pour analyser l'effet de l'engagement pro-climat sur le bien-être, il faut donc pouvoir tenir compte des différents facteurs dont on sait sur la base de la littérature qu'ils affectent le niveau de bien-être et peuvent également être associés à l'engagement.

Pour ce faire, nous utilisons une analyse multivariée et, plus précisément, une régression linéaire. L'objectif est d'estimer l'effet de

Graphique 19. Niveau de bonheur sur une échelle de 0 à 10



Source des données: SCWS.

l'engagement pour le climat sur le bien-être indépendamment de l'effet d'autres variables telles que l'âge ou la santé.

Pour mesurer l'engagement pour le climat, nous distinguons trois formes d'engagement, correspondant aux formes d'engagement étudiées au chapitre 4. Nous nous intéressons donc aux engagements associatifs en distinguant les individus membres actifs ou passifs d'associations pro-environnementales de celles et ceux qui ne le sont pas, aux engagements personnels dans le fait de déclarer consommer moins pour des raisons environnementales et, finalement, aux engagements contestataires qui correspondent au fait de participer à des manifestations.

Ces trois formes d'engagement représentent les variables indépendantes principales dans notre analyse, c'est-à-dire celles dont l'effet sur la variable dépendante – le bien-être hédonique – nous intéresse. Pour pouvoir

l'estimer, nous devons tenir compte des autres facteurs qui peuvent influencer le bien-être et donc contrôler pour l'effet de ces autres facteurs dans l'analyse.

Les variables de contrôle que nous incluons ont été identifiées à partir de la littérature sur le bien-être (Ryan et Deci, 2001). Il s'agit de facteurs qui habituellement influent sur le bien-être et pourraient expliquer la relation entre engagement pour le climat et niveau de bonheur. Pour donner un exemple, la recherche montre que se sentir en bonne santé influe de manière positive sur le bonheur. Or, on peut tout à fait imaginer, comme tendent d'ailleurs à le prouver les analyses présentées dans le chapitre 4, que l'état de santé influe également sur l'engagement. Par exemple, participer à une manifestation est moins contraignant pour quelqu'un qui est en bonne santé. Pour analyser si une relation potentielle entre engagement et bien-être n'est pas simplement due à un facteur tiers, comme l'état de santé qui expliquerait à la fois les niveaux d'engagement et le niveau de bien-être, il s'agit de tenir compte de ces facteurs tiers dans l'analyse. Nous le faisons donc avec la liste suivante de variables de contrôle :

- l'âge, mesuré en années ;
- le revenu, recodé en trois catégories correspondant chacune à un tiers des répondant-e-s et distinguant le tiers le plus pauvre, le tiers médian et le tiers le plus riche ;
- l'état de santé auto-évalué sur une échelle de 0 à 10 ;
- le fait de vivre seul ;
- le fait d'avoir un ou plusieurs enfants ;
- le fait d'avoir un ou plusieurs petits-enfants ;
- la nationalité suisse ;
- le niveau de préoccupation pour le climat (sur une échelle de 1 à 5 allant de « pas du tout préoccupé-e » à « extrêmement préoccupé-e »).

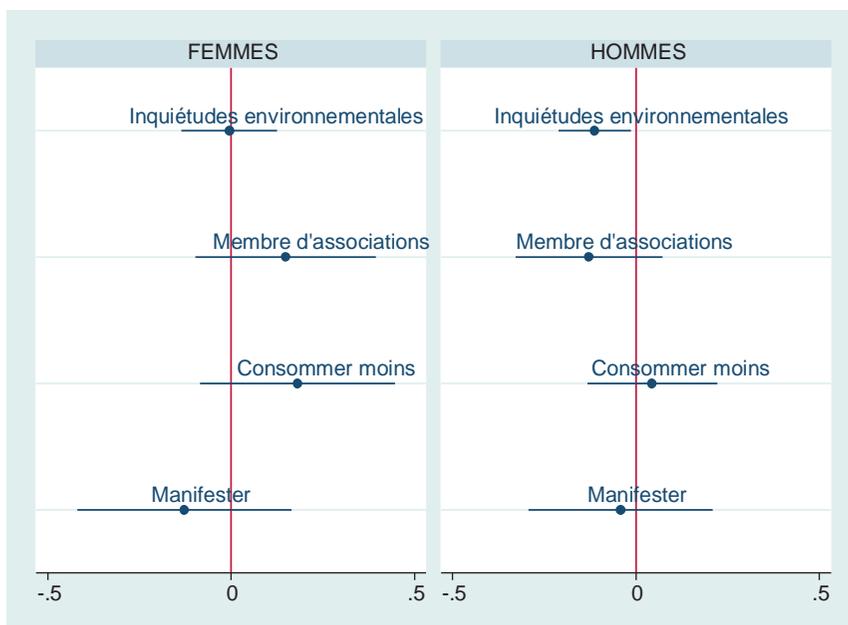
Nous analysons l'effet de ces différentes variables dans des modèles de régression linéaire dans lesquels le niveau de bonheur est la variable dépendante. Nous conduisons une analyse différenciée pour les hommes et pour les femmes car il est connu dans la littérature que des facteurs

différents impactent le bonheur des représentants des deux sexes. Les résultats présentés ci-dessous sont issus de deux modèles de régression différenciés, l'un pour les femmes et l'autre pour les hommes. Dans chacun de ces modèles, toutes les variables discutées ci-dessus sont incluses. En d'autres termes, l'effet d'une variable indépendante sur le niveau de bonheur est l'effet de cette variable, en tenant simultanément compte de l'effet de toutes les autres variables incluses dans le modèle.

Observons, dans un premier temps, les effets des variables concernant l'engagement en faveur du climat et celles concernant les inquiétudes environnementales. On s'aperçoit qu'aucune des variables d'engagement n'est significativement associée au bonheur. L'effet de consommer moins est positif mais non significatif pour les femmes et pour les hommes. L'effet de la participation aux manifestations est négatif pour les deux sexes. Et enfin, le fait d'être membre d'association est positivement associé au sentiment de bonheur chez les femmes, mais négativement associé à ce sentiment chez les hommes. Dans les deux cas, ces effets sont faibles et il y a une très forte probabilité qu'ils soient simplement observables dans cet échantillon-ci, mais ne caractérisent pas la population sénior·e·s dans son ensemble. On peut donc globalement conclure que les différentes formes d'engagement mesurées n'ont pas d'impact systématique sur le bien-être hédonique des personnes de plus de soixante-quatre ans en Suisse romande. On observe en revanche, comme attendu, un effet négatif sur le bien-être du niveau de préoccupation pour le climat, mais uniquement parmi les hommes. En moyenne, les hommes plus inquiets pour le climat rapportent des niveaux de bonheur légèrement plus faibles que ceux qui ne le sont pas.

Parmi les variables de contrôle, deux catégories principales peuvent être distinguées. Premièrement, les variables de contrôle sociodémographiques ainsi que le niveau de santé perçu et, deuxièmement, des variables qui mesurent le réseau, notamment familial, des sénior·e·s. Pour les variables sociodémographiques présentées dans le graphique 21, on observe des effets de magnitude relativement faible et ils ne sont généralement pas significatifs. Les exceptions concernent le revenu pour les femmes: l'effet d'un revenu supérieur à 5 350 CHF par personne dans le ménage est d'environ 0,2 sur l'échelle – 0 à 10; et la nationalité pour les hommes:

Graphique 20. Effets de l'engagement pour le climat sur le bien-être



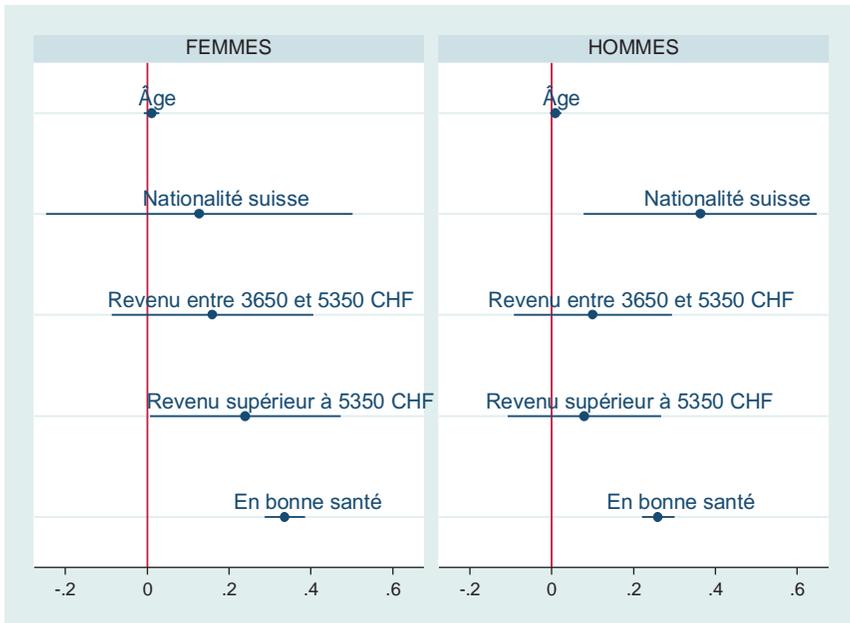
Source des données: SCWS.

Note: coefficients de régression (points) avec intervalles de confiance à 90 % (barres horizontales). Résultats de deux modèles de régression linéaire (un pour les femmes et un pour les hommes) avec comme variable dépendante le bien-être hédonique et comme variables explicatives l'ensemble des variables présentes dans les graphiques 20, 21 et 22.

être Suisse augmente en moyenne le niveau de bonheur de 0,4 point pour ces derniers.

L'effet de la santé est également avéré pour les femmes et les hommes. Il est d'une magnitude relativement importante. Être en bonne santé est associé à une évaluation de bien-être d'environ 0,3 point supérieure sur l'échelle aussi bien pour les hommes que pour les femmes, ce qui correspond bien aux résultats mis en évidence dans la recherche sur la population générale (Stephoe et al., 2015).

Graphique 21. Effets des variables sociodémographiques sur le bien-être

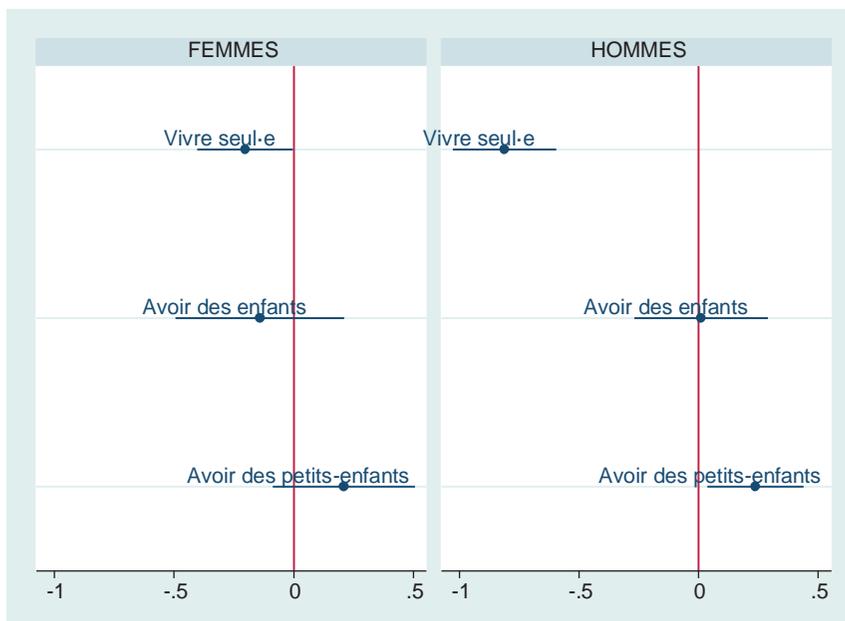


Source des données : SCWS.

Note: coefficients de régression (points) avec intervalles de confiance à 90 % (barres horizontales). Résultats de deux modèles de régression linéaire (un pour les femmes et un pour les hommes) avec comme variable dépendante le bien-être hédonique et comme variables explicatives l'ensemble des variables présentes dans les graphiques 20, 21 et 22.

Les résultats sont contrastés entre les deux sexes en ce qui concerne les effets des réseaux personnels. Alors que pour les hommes le fait de vivre seul a un effet négatif d'une magnitude très importante de près de 0,8 point, vivre seule semble moins pénalisant pour les femmes puisque l'effet négatif est inférieur à 0,3 point et tout juste significatif à un seuil de 90 %. Le fait d'avoir une descendance n'est pas systématiquement associé à la perception du bien-être hédonique et ce, autant pour les femmes que pour les hommes. On trouve certes un effet positif d'avoir

Graphique 22. Effets des réseaux familiaux sur le bien-être



Source des données : SCWS.

Note: coefficients de régression (points) avec intervalles de confiance à 90 % (barres horizontales). Résultats de deux modèles de régression linéaire (un pour les femmes et un pour les hommes) avec comme variable dépendante le bien-être hédonique et comme variables explicatives l'ensemble des variables présentes dans les graphiques 20, 21 et 22.

des petits-enfants à la fois pour les hommes et pour les femmes, mais cet effet n'est statistiquement significatif que dans le cas des hommes. De plus, le fait d'avoir des enfants n'est pas systématiquement lié au niveau de bonheur perçu.

Ces résultats différenciés pour les deux sexes peuvent éventuellement être rapprochés du fait que les hommes profitent des réseaux interpersonnels et familiaux alors que leurs bénéfices pour les femmes sont moins évidents. On pourrait imaginer que c'est lié au fait que vivre

dans un ménage à plusieurs personnes ou avoir des petits-enfants est associé à davantage de tâches à effectuer par les femmes sur lesquelles repose une part particulièrement importante du travail domestique (Henchoz et Wernli, 2010) surtout au sein de cette génération (Repetti et Calasanti, 2018).

## Conclusion

Les analyses présentées dans ce chapitre montrent que le niveau de bonheur hédonique n'est dans l'ensemble pas très fortement lié aux différents facteurs pris en compte. Que ce soit pour les hommes ou pour les femmes, le fait de s'engager pour le climat dans une association, en manifestant ou en consommant moins, n'a pas d'impact sur le niveau de bonheur perçu. L'engagement n'augmente donc pas le bien-être hédonique des individus.

Seuls quelques rares facteurs semblent l'influencer de manière systématique. Les seules variables qui affectent, de manière significative, le bien-être hédonique aussi bien des hommes que des femmes sont l'état de santé et le fait de vivre seul·e. Pour les hommes, le fait de vivre seul a un impact particulièrement négatif et les inquiétudes liées au climat sont également associées à des niveaux de bonheur relativement plus faibles. Le fait d'avoir la nationalité suisse et des petits-enfants est en revanche associé à une plus grande satisfaction avec la vie. À l'inverse, et de manière potentiellement étonnante, les conditions matérielles ne semblent pas influencer de manière décisive le bonheur perçu des hommes. Pour les femmes, hormis l'état de santé et le fait de ne pas vivre seule, une situation économique confortable contribue également au sentiment de bonheur. Le fait de vivre seule a un impact certes négatif, mais beaucoup moins important que dans le cas des hommes.

Pour résumer, ces analyses montrent que l'engagement pour le climat n'est pas un facteur décisif pour le niveau de bien-être hédonique. Il ne l'impacte ni de manière positive ni de manière négative. Ce résultat n'est pas forcément étonnant compte tenu du

fait que l'on s'intéresse ici au bien-être hédonique et non au sentiment d'accomplissement de soi. Dans la mesure où l'engagement implique des contraintes et que ses résultats ne sont pas forcément perceptibles à l'heure actuelle, il n'est pas surprenant que l'engagement n'ait pas d'effet systématiquement positif sur le bonheur perçu. Les entretiens qualitatifs que nous avons menés auprès des sénior·e·s confirment que l'engagement représente aussi une contrainte pour certains sénior·e·s et qu'un sentiment de fatigue peut s'installer face à l'immobilisme auquel il·elle·s sont confronté·e·s (Grand et al., 2022).

Mais si ces contraintes sont susceptibles d'affecter le bien-être hédonique, on peut imaginer qu'elles ont potentiellement un effet moins négatif sur le bien-être eudémonique, c'est-à-dire l'accomplissement de soi. Après tout, ce type de bien-être est peut-être moins lié au résultat qu'au sentiment de faire ce qu'on peut dans la limite de ses possibilités. C'est précisément l'enjeu du prochain chapitre que de montrer si l'engagement pour le climat peut avoir un effet sur cette autre forme de bien-être.

## Chapitre 8

---

### Le bien-être eudémonique – contribuer activement et trouver un sens ?

Nous analysons ici le bien-être qui découle de l'épanouissement des capacités personnelles. Le bien-être subjectif peut se comprendre en termes de bien-être hédonique (le bonheur) que nous avons analysé dans le chapitre précédent, mais aussi en fonction de l'épanouissement personnel et des opportunités permettant de mener une vie qui a du sens et de s'accomplir. Cette seconde signification correspond à la définition du bonheur par Aristote (Sirgy, 2021 ; Deci et Ryan, 2008). La littérature fait référence à la dimension eudémonique du bien-être, provenant du terme *daimon* qui signifie poursuivre l'excellence, développer un talent ou un don, essayer de vivre en actualisant sa nature véritable ou authentique (Ryan, Huta et Deci, 2008). En d'autres termes, dans la poursuite du bien-être eudémonique, l'objectif est d'« être authentique face à son être intérieur » (Peterson, Park et Seligman, 2005, p. 26 [notre traduction])<sup>13</sup>. Cela présuppose d'identifier ses vertus, puis de les faire fructifier. Au niveau sociétal, cela peut donner comme objectif de permettre à chacun-e de développer pleinement son potentiel. Le développement de ce potentiel peut avoir des retombées

---

<sup>13</sup> « *Being true to one's inner self (demon)* ».

positives pour la collectivité. Au-delà du bien-être individuel qu'il suscite, il profite à la collectivité lorsque celle-ci peut s'appuyer sur les prédispositions propres à chaque individu pour développer des compétences et des savoir-faire qui peuvent être utiles à l'ensemble de la société.

Dans la recherche sur le bien-être, la dimension eudémonique a reçu moins d'attention que la dimension hédonique (Deci et Ryan, 2008 ; Ryff et Singer, 2008). Toutefois, cette dimension nous semble intéressante et pertinente pour l'étude du bien-être des senior·e·s. Lorsque les personnes peuvent mettre à profit leurs compétences et en développer de nouvelles, elles se sentent bien et sont satisfaites. Cette satisfaction est plus profonde et durable que celle liée au bien-être hédonique qui repose sur un plaisir immédiat, alors que le bien-être eudémonique se construit sur le long terme en développant et en faisant prospérer des compétences, mais aussi en trouvant des manières de les valoriser. De plus, cette notion nous semble particulièrement intéressante pour les senior·e·s qui, au moment de partir à la retraite, peuvent être confrontés à un sentiment d'inutilité et de perte de sens. Le départ à la retraite affecte non seulement la situation financière des personnes, mais aussi leurs relations sociales et leur santé. Certaines dimensions peuvent être affectées positivement et d'autres négativement. Une étude montre que le départ à la retraite parmi les senior·e·s, en Italie et en Allemagne, a des effets négatifs sur la satisfaction relative au revenu mais qu'il a un impact positif sur la satisfaction relative au temps libre, au bien-être et à la santé (Bonsang et Klein, 2012). Les activités qui leur permettent de valoriser leurs compétences et d'avoir le sentiment de contribuer à une cause commune jouent un rôle particulier pour les senior·e·s. Dans ce chapitre, nous nous intéressons au niveau de bien-être eudémonique des senior·e·s dans un premier temps, avant d'examiner des sources potentielles de ce type de bien-être.

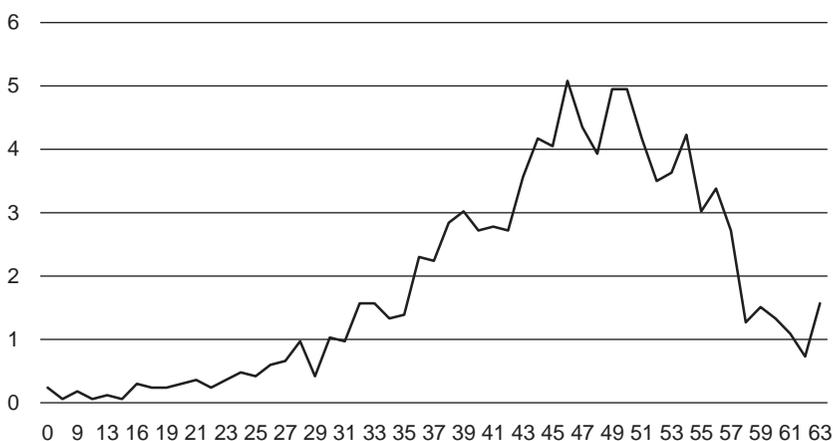
De nombreux facteurs contribuent au bien-être eudémonique. Ils sont liés à la fois aux conditions de vie, aux ressources à disposition, mais aussi aux interactions sociales et aux engagements associatifs et politiques. Carol Ryff propose de mesurer la capacité à s'épanouir de différentes

personnes en s'intéressant notamment aux relations positives aux autres, au contrôle sur son environnement et à l'autonomie (Ryff, 1989). Afin d'analyser ces différents aspects du bien-être eudémonique, nous allons nous intéresser aux relations interpersonnelles des senior-e-s, en particulier au sein du ménage et de la famille. De plus, nous examinerons leurs engagements environnementaux afin de comprendre le contrôle que les senior-e-s peuvent avoir sur leur environnement en lien avec le changement climatique qui nous intéresse ici. Finalement, l'autonomie est liée aux caractéristiques sociodémographiques des senior-e-s (sexe, âge et nationalité), mais aussi à leur revenu et à leur santé. C'est pourquoi nous étudierons ici chacun de ces aspects. Mais auparavant, considérons le niveau de bien-être eudémonique parmi les senior-e-s en Suisse romande.

## **Bien-être eudémonique parmi les senior-e-s en Suisse romande**

Avant d'analyser en détail le bien-être eudémonique des senior-e-s, nous aimerions souligner les liens entre le bien-être eudémonique et les engagements pour le climat qui sont au centre de cet ouvrage. Nous analysons le bien-être eudémonique afin de comprendre comment les engagements pour le climat et l'environnement contribuent à l'épanouissement des senior-e-s. Pour commencer, nous allons voir quel est le niveau de bien-être eudémonique parmi les senior-e-s en Suisse romande. Pour construire cette échelle additive, nous avons utilisé les réponses des senior-e-s à des questions telles que « Dans quelle mesure estimez-vous vivre une vie significative/ayant du sens? », « À quelle fréquence atteignez-vous les objectifs importants que vous vous fixez? » ou encore « Dans quelle mesure sentez-vous que ce que vous faites dans votre vie est important et en vaut la peine? ». Le tout, en se positionnant à chaque fois sur une échelle de 1 à 10. Pour en savoir plus sur les items utilisés pour capturer cette idée de bien-être eudémonique, voir l'annexe en fin d'ouvrage. La mesure que nous utilisons ici est construite en additionnant les réponses à sept items permettant de mesurer le bien-être eudémonique sur une échelle allant de 0 à 63.

*Graphique 23. Pourcentage des sénior·e·s à différents niveaux de bien-être eudémonique en Suisse romande (N = 1655)*



Source des données : SCWS.

Le graphique 23 montre le niveau de bien-être eudémonique des personnes âgées de plus de soixante-quatre ans en Suisse romande. La distribution que nous observons dans ce graphique montre que les sénior·e·s se positionnent plutôt dans le haut de l'échelle du bien-être eudémonique. De faibles pourcentages de répondant·e·s se trouvent entre 0 et 30, sur la gauche du graphique. Cela signifie qu'une petite proportion de sénior·e·s manquent cruellement de sens dans leur vie. À l'inverse, les pourcentages les plus élevés apparaissent entre les positions 45 et 52 qui sont plutôt du côté haut de notre échelle du bien-être eudémonique. La valeur moyenne de celui-ci pour les sénior·e·s est de 45,4 ce qui est supérieur au milieu de l'échelle qui se situe à 31/32. Finalement, la partie droite du graphique présente les personnes qui ont un niveau très élevé de bien-être eudémonique. Nous observons ici que le pourcentage baisse régulièrement et assez fortement pour les scores supérieurs à 55. Ainsi, les sénior·e·s trouvent généralement du sens à leur vie sans pour autant être pleinement accompli·e·s.

## À la source du bien-être

Nous allons maintenant nous tourner vers les sources de bien-être eudémonique. Qu'est-ce qui permet aux sénior·e·s de s'accomplir, de trouver du sens à leur vie ? Dans cette partie, nous examinons l'impact du profil sociodémographique en termes d'âge et de nationalité, ainsi que des ressources individuelles telles que le revenu et la santé.

L'âge et le bien-être semblent être corrélés de manière curvilinéaire ; plusieurs études indiquent que la relation suit une courbe en U avec des niveaux de satisfaction et de bien-être plus élevés parmi les jeunes et les personnes âgées, alors que les adultes seraient les moins satisfaits (Sirgy, 2012 ; Huppert, 2009). En ce qui concerne la nationalité, la Suisse connaît une forte proportion de population d'origine étrangère. Une étude a montré que la qualité de vie durant la retraite varie fortement en fonction de la nationalité des retraité·e·s (Bolzman et Vagni, 2015). Notons, à nouveau, que notre étude ne comprend qu'un faible pourcentage de sénior·e·s d'origine étrangère. Cette petite proportion ne reflète pas la composition de la population suisse. Néanmoins, il nous semble important d'introduire cette variable dans notre modèle d'analyse.

Le revenu et la santé ont des effets importants sur le bien-être. De manière générale, le revenu augmente le bien-être (Sirgy, 2012 ; Huppert, 2009). Toutefois, Easterlin (2010) souligne que la contribution du revenu au bien-être n'est pas linéaire. Il contribue au bien-être jusqu'à ce que les personnes atteignent un certain niveau de confort matériel au-delà duquel le revenu ne contribue plus ou seulement marginalement au bien-être. Au-delà de leurs effets directs sur le bien-être, le revenu et la santé sont importants car ils permettent de poursuivre une vie active et d'entretenir des liens sociaux. De plus, les revenus permettent de faire face à des problèmes de santé en ayant recours à des services de soins de qualité sans avoir de préoccupations financières (Gilberto, Davenport et Beier, 2020).

Examinons maintenant les contributions des réseaux interpersonnels au bien-être. Nous nous intéressons notamment à la composition du ménage en analysant le fait de vivre seul·e, ainsi que la structure familiale en

considérant la présence d'un ou plusieurs enfants et petits-enfants. Plusieurs études montrent l'importance du statut marital et du veuvage pour le bien-être des senior-e-s (Sirgy, 2012; Huppert, 2009). Ici, nous souhaitons aborder de manière plus générale l'isolement au travers de la situation du logement et du fait de vivre seul-e ou non. De plus, nous examinons les effets de la famille au travers de la parentalité et grand-parentalité.

Finalement, nous nous penchons sur les engagements politiques qui sont au cœur de notre recherche et que nous avons analysés dans les chapitres précédents. Certaines études considèrent que le bien-être contribue à la participation politique (Flavin et Keane, 2012; Lorenzini, 2015), alors que d'autres analysent les effets de la participation sur le bien-être (Dorn et al., 2008). Dans cette étude, nous examinons, d'une part, les inquiétudes en lien avec les changements climatiques et, d'autre part, les engagements associatifs et politiques.

Plusieurs études montrent de faibles variations en termes de bien-être entre femmes et hommes (Diener, Lucas et Oishi, 2018). Effectivement, parmi la population que nous étudions ici, nous observons que les femmes et les hommes ont des niveaux de bien-être eudémonique sensiblement identiques, avec des scores moyens de 45,4 pour les femmes et 45,3 pour les hommes. Toutefois, certaines recherches soulignent que des variations entre hommes et femmes peuvent apparaître lorsque les indicateurs se focalisent sur des dimensions spécifiques du bien-être et en interaction avec l'âge (Huppert, 2009). De plus, de nombreuses approches théoriques tentent d'expliquer les différences de bien-être entre femmes et hommes (Sirgy, 2012). Ces théories proposent, entre autres, des explications culturelles, psychologiques, socio-économiques ou en lien avec les rôles sociaux. C'est pourquoi nous analysons l'impact des différentes variables mesurant les caractéristiques sociodémographiques, la santé, les relations sociales et les activités politiques sur le bien-être eudémonique séparément pour les femmes et les hommes. Cette approche nous permet de détecter d'éventuelles différences dans les mécanismes qui contribuent au bien-être eudémonique des femmes et des hommes.

La contribution de chaque variable au bien-être eudémonique est calculée sur la base de deux régressions linéaires ayant pour variable

dépendante le bien-être eudémonique des femmes, respectivement des hommes, de plus de soixante-quatre ans.

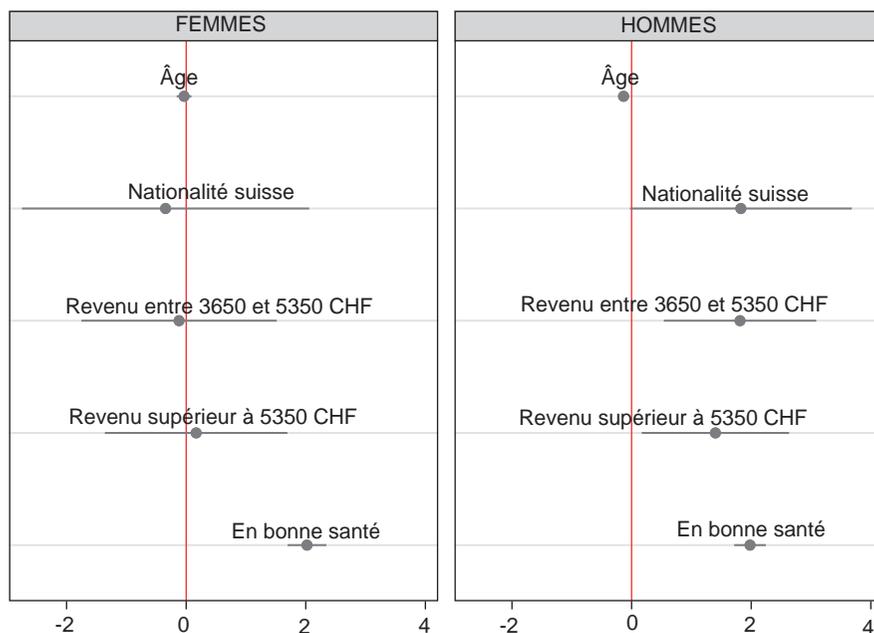
## **Profil sociodémographique, revenu, santé et bien-être eudémonique**

Premièrement, nous nous intéresserons aux variations relatives au profil sociodémographique des sénior·e·s en Suisse romande. Notons ici cependant que les effets de ces variables sur le bien-être eudémonique sont calculés sur la base d'un modèle statistique prenant en compte toutes les variables qui nous semblent pertinentes pour prédire le bien-être eudémonique, c'est-à-dire les variables sociodémographiques, le revenu, la santé, mais aussi les relations interpersonnelles et les engagements associatifs et politiques.

Dans le graphique 24, nous constatons des différences importantes entre femmes et hommes. Toutefois, avant de les présenter en détail, il est important de comprendre que, pour chaque variable utilisée comme prédicteur du bien-être eudémonique, nous présentons un intervalle de confiance sous la forme d'une barre horizontale. Celles-ci présentent les marges d'erreur: elles indiquent la valeur maximale et minimale du coefficient bêta utilisé pour calculer l'effet d'un prédicteur sur le bien-être eudémonique. Lorsque l'intervalle de confiance traverse la barre verticale du zéro (en rouge), la relation entre les deux variables n'est pas statistiquement significative. De plus, les effets peuvent être positifs: lorsqu'ils se situent à droite de la ligne rouge, les prédicteurs contribuent à augmenter le bien-être eudémonique. À l'inverse, lorsqu'ils se situent à gauche de la barre, les effets sont négatifs, ils diminuent le bien-être eudémonique.

Le graphique 24 montre que, pour les femmes de plus de soixante-quatre ans, une seule variable contribue au bien-être eudémonique, il s'agit de la santé. Les variables sociodémographiques telles que l'âge et la nationalité n'ont pas d'effet sur leur bien-être eudémonique, de même que le revenu. En ce qui concerne la santé, le coefficient se situe à un niveau 2 environ et la ligne horizontale qui représente l'intervalle

Graphique 24. Effet des variables sociodémographiques sur le bien-être eudémonique parmi les femmes et les hommes de plus de soixante-quatre ans résidant en Suisse romande

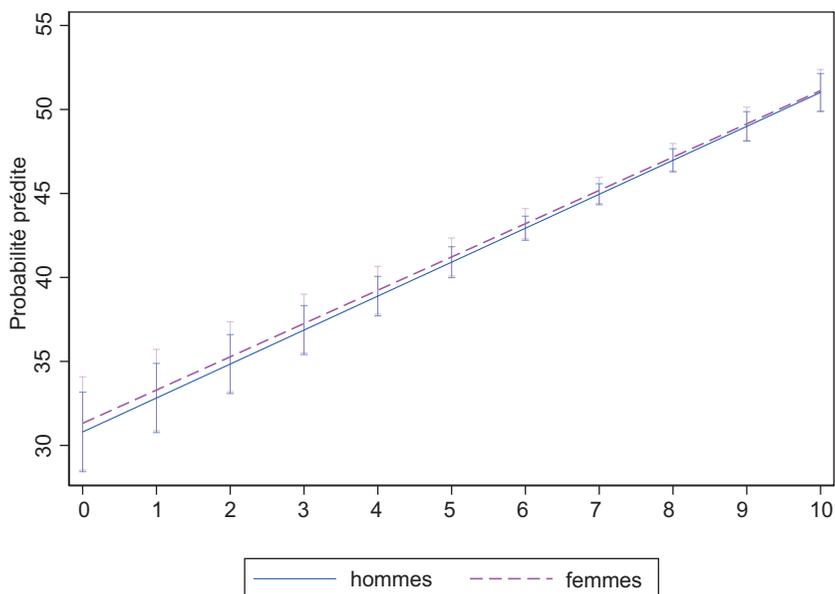


Source des données : SCWS.

Note: coefficients de régression (points) avec intervalles de confiance à 90 % (barres horizontales). Résultats de deux modèles de régression linéaire (un pour les femmes et un pour les hommes) avec comme variable dépendante le bien-être eudémonique et comme variables explicatives l'ensemble des variables présentes dans les graphiques 24, 26 et 27.

de confiance ne traverse pas la barre verticale du zéro, ce qui signifie que la corrélation positive entre la santé et le bien-être eudémonique est statistiquement significative. Ainsi, nous trouvons que plus les femmes séniors estiment être en bonne santé, plus elles ressentent un niveau élevé de bien-être eudémonique.

*Graphique 25. Valeur prédite du niveau de bien-être eudémonique en fonction de l'état de santé, selon le sexe*



Source des données : SCWS.

Note : probabilités prédites estimées sur la base du modèle de régression présenté dans les graphiques 24, 26 et 27.

Pour les hommes de plus de soixante-quatre ans, la santé contribue également au bien-être eudémonique. Le graphique 25 présente la relation entre santé et bien-être eudémonique. Elle montre que plus les répondant-e-s considèrent que leur niveau de santé est bon, plus la probabilité est élevée qu'ils se sentent accomplis et épanouis. Ainsi, pour une femme ou un homme en bonne santé, la valeur prédite est de 50 sur l'échelle du bien-être eudémonique. Cette prédiction chute à 32 – bien en dessous du niveau moyen observé dans notre échantillon de sénior-e-s – pour les personnes qui se disent en très mauvaise santé. Le fait de se sentir en bonne santé contribue de manière centrale au bien-être eudémonique. Une revue de la littérature sur le bien-être souligne que de

nombreuses études montrent les effets positifs de la santé sur le bien-être (Sirgy, 2012). Notre étude confirme également cette association.

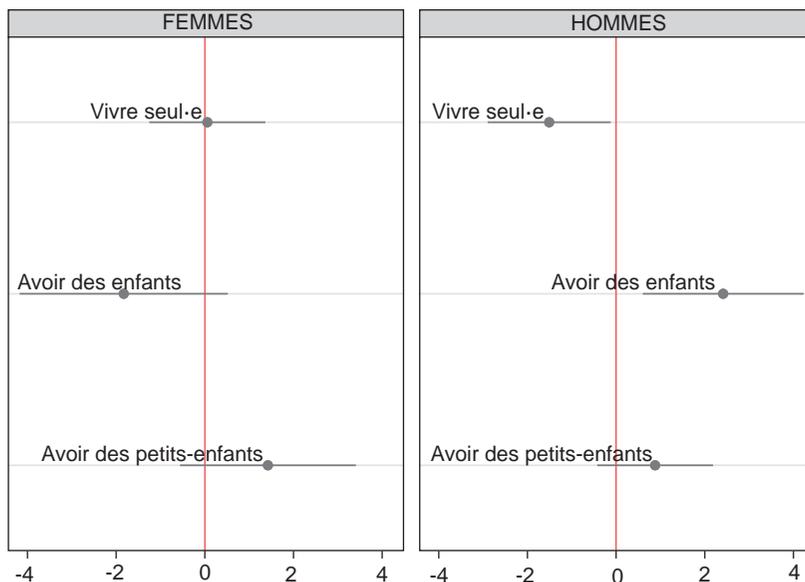
Revenons au graphique 24. La régression linéaire montre qu'aucune autre variable sociodémographique n'est associée au bien-être eudémonique des femmes séniore. Au contraire, pour les hommes séniors, plusieurs autres variables contribuent au bien-être eudémonique. Parmi elles, nous comptons le revenu qui contribue à donner du sens à leur vie. En comparaison avec les hommes qui ont un revenu de moins de 3 650 CHF par personne au sein du ménage, ceux qui ont un revenu entre 3 650 et 5 350 CHF trouvent plus de sens à leur vie et se sentent épanouis. Un revenu supérieur à 5 350 CHF a un effet de même ordre de grandeur. En d'autres termes, avoir un revenu supérieur à 3 650 CHF mensuel est associé avec davantage de bien-être eudémonique.

Par ailleurs, pour les hommes, l'âge, et plus spécifiquement le vieillissement, est associé négativement au bien-être eudémonique. Nous avons également calculé les valeurs prédites pour différents âges et nous constatons que l'épanouissement diminue avec l'âge. Ainsi, les valeurs prédites indiquent que les hommes de soixante-quatre ans auront un niveau de bien-être eudémonique de 46,4, alors que parmi ceux âgés de septante-cinq ans, ce niveau baisse à 45,0. Le niveau de bien-être eudémonique baisse encore pour les hommes de nonante-six ans (42,4). Plus les hommes vieillissent, moins ils se sentent épanouis et capables de faire fructifier leurs compétences. Ce qui ne semble pas être le cas des femmes.

## **Famille et bien-être eudémonique**

Deuxièmement, nous nous penchons sur les relations interpersonnelles et leur contribution au bien-être eudémonique. Nous nous focalisons sur les relations familiales en analysant, d'une part, la composition du ménage, le fait de vivre seul-e plutôt qu'avec d'autres personnes, qu'il s'agisse de leur partenaire, d'autres membres de leur famille, d'ami-e-s ou de colocataires. D'autre part, nous analysons les effets de la parentalité et de la grand-parentalité au travers de deux mesures: avoir des enfants et

*Graphique 26. Effets des réseaux interpersonnels sur le bien-être eudémonique parmi les femmes et les hommes de plus de soixante-quatre ans résidant en Suisse romande*



Source des données : SCWS.

Note: coefficients de régression (points) avec intervalles de confiance à 90% (barres horizontales). Résultats de deux modèles de régression linéaire (un pour les femmes et un pour les hommes) avec comme variable dépendante le bien-être eudémonique et comme variables explicatives l'ensemble des variables présentes dans les graphiques 24, 26 et 27.

des petits-enfants. À nouveau, nous présentons les résultats de nos analyses séparément pour les femmes et pour les hommes. De plus, les résultats sont tirés d'un modèle qui contrôle pour tous les autres prédicteurs du bien-être eudémonique.

Dans le graphique 26, nous constatons à nouveau des différences importantes entre femmes et hommes. Pour les femmes, le fait de vivre seule, d'avoir des enfants et des petits-enfants ne contribue pas au bien-être

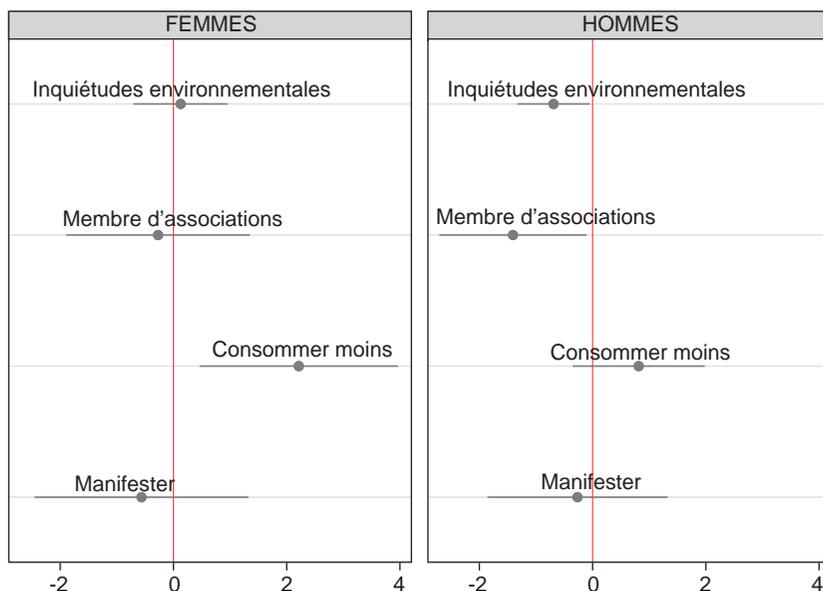
eudémonique. Du côté des hommes, nous observons des tendances différentes. Tout d'abord, le fait de vivre seul a un impact négatif sur le bien-être eudémonique. Les hommes qui vivent seuls trouvent moins de sens à leur vie et se sentent moins épanouis en comparaison avec ceux qui vivent avec une ou plusieurs autres personnes. Ensuite, le fait d'avoir des enfants contribue à l'épanouissement des hommes de plus de soixante-quatre ans. Ainsi, un homme qui a des enfants a un bien-être eudémonique prédit de 45,7 sur l'échelle qui va de 0 à 63, alors que pour un homme qui n'a pas d'enfant le niveau de bien-être eudémonique prédit est de 43,3. La tendance est la même pour le fait d'avoir des petits-enfants sur le bien-être eudémonique. Cependant, dans ce cas, la relation n'est pas statistiquement significative – l'intervalle de confiance coupe la barre verticale du zéro.

## **Engagements environnementaux et bien-être eudémonique**

Finalement, nous arrivons à l'analyse des liens entre bien-être eudémonique et engagements associatifs et politiques des femmes et des hommes de plus de soixante-quatre ans. Une fois encore, des divergences importantes apparaissent entre les femmes et les hommes. Dans le graphique 27, nous observons que, en ce qui concerne les femmes, seul le fait de consommer moins contribue au bien-être eudémonique. La réduction de la consommation contribue à donner un sens à leur vie pour les femmes de plus de soixante-quatre ans en Suisse romande. En revanche, les autres engagements associatifs et politiques ne contribuent pas à donner un sens à leur vie. De plus, les inquiétudes environnementales ne semblent pas avoir de lien avec le bien-être eudémonique des femmes.

Du côté des hommes de plus de soixante-quatre ans, les inquiétudes environnementales ont un impact négatif sur le bien-être eudémonique. Plus les hommes seniors s'inquiètent du changement climatique, moins ils se sentent épanouis et trouvent du sens à leur vie: le score prédit pour le bien-être eudémonique des hommes passe de 47,6 pour ceux qui ne s'inquiètent pas pour le climat à 44,2 pour ceux qui s'inquiètent. De plus, dans leur cas, le fait d'être membre d'associations environnementales est

*Graphique 27. Effets des engagements pro-environnementaux sur le bien-être eudémonique parmi les femmes et les hommes âgés de plus de soixante-quatre ans résidant en Suisse romande*



Source des données: SCWS.

Note: coefficients de régression (points) avec intervalles de confiance à 90 % (barres horizontales). Résultats de deux modèles de régression linéaire (un pour les femmes et un pour les hommes) avec comme variable dépendante le bien-être eudémonique et comme variables explicatives l'ensemble des variables présentes dans les graphiques 24, 26 et 27.

négativement corrélé avec le bien-être eudémonique. Dans ce cas, les prédictions passent de 45,8 pour les hommes qui ne sont pas membres d'associations environnementales à 44,4 pour ceux qui le sont. Ces effets sont relativement faibles sur une échelle allant de 0 à 63, néanmoins ils sont statistiquement significatifs et attestent de variations qui sont liées aux engagements associatifs. Finalement, pour les hommes de plus de soixante-quatre ans, consommer moins ou participer à des manifestations n'a aucun impact sur le bien-être eudémonique.

## Conclusion

Revenons tout d'abord sur l'impact des attitudes et des engagements politiques pour le climat sur le bien-être eudémonique. Nos analyses montrent que pour les hommes les inquiétudes liées au changement climatique et les engagements associatifs jouent un rôle délétère pour le bien-être eudémonique. Comme on l'a vu au chapitre précédent, les inquiétudes et les engagements environnementaux réduisent le bien-être, du moins pour les hommes âgés de plus de soixante-quatre ans. En revanche, pour les femmes de plus de soixante-quatre ans, ces deux variables n'ont pas d'impact sur le sentiment d'accomplissement et d'épanouissement. Pour elles, c'est la réduction de la consommation qui joue un rôle important. Le fait de réduire sa consommation contribue fortement au bien-être eudémonique des femmes. Cela peut être mis en relation avec le rôle prépondérant des femmes dans le domaine de la consommation, qu'il s'agisse de la consommation alimentaire ou, plus généralement, des biens ménagers, mais aussi de la consommation de vêtements et autres biens de consommation. Le shopping est une activité principalement féminine et de nombreuses études ont montré que les femmes sont plus engagées dans ce domaine (Stolle et Micheletti, 2013; El Khoury et al., 2023). Nous montrons également que cet engagement contribue à l'épanouissement des femmes de plus de soixante-quatre ans.

De manière plus générale, dans ce chapitre, nous avons vu que le niveau moyen de bien-être eudémonique des femmes et des hommes de plus de soixante-quatre ans résidant en Suisse romande est élevé. Si les niveaux de bien-être eudémonique des femmes et des hommes sont sensiblement les mêmes, les mécanismes qui sous-tendent cette dimension du bien-être divergent en fonction du genre. Pour les hommes, la santé, un revenu plus élevé et le fait d'avoir des enfants contribuent au bien-être eudémonique. À l'inverse, les inquiétudes environnementales et l'engagement associatif ont un effet négatif sur le bien-être eudémonique. Pour les femmes, seules la santé et la réduction de la consommation contribuent au bien-être.

Nos travaux montrent qu'il est important de procéder à des analyses séparées par genre afin de comprendre quels mécanismes sous-tendent l'épanouissement et le sentiment de contribuer à la société. Dans une société où les processus sociaux sont fortement marqués par le genre, la quête de sens passe elle aussi par des processus genrés. Les femmes et les hommes ne parviennent pas à développer leur potentiel et à s'épanouir selon les mêmes schémas. Les femmes consacrent plus de temps à la consommation, à la fois pour le ménage et pour elles-mêmes en lien avec des processus genrés de construction du public et du privé (Martens et Casey, 2016). C'est pourquoi les femmes se sentent plus responsables des pratiques de consommation du ménage et peuvent trouver une source d'accomplissement lorsqu'elles réduisent ou limitent leur consommation. Cela reflète les résultats d'études portant sur le boycott (le refus d'acheter certains biens et services pour des raisons politiques) qui montrent que les femmes sont plus engagées dans ces formes d'action (Stolle et Micheletti, 2013, 2005). Les hommes, quant à eux, accordent moins de valeur et d'importance à la consommation.

Au contraire, les hommes se sentent plus épanouis lorsqu'ils disposent d'un revenu confortable, qu'ils ont des enfants et qu'ils ne vivent pas seuls. Certaines études montrent que pour eux, les effets bénéfiques sur le bien-être de la situation financière et familiale apparaissent plus tard dans le cycle de vie que pour les femmes (Sirgy, 2012). Celles-ci sont plus heureuses à un plus jeune âge lorsqu'elles ont une famille et des enfants. Toutefois, ce n'est plus le cas pour elles lorsque l'âge avance. Ce résultat est confirmé dans notre étude : nous observons que le revenu et le fait d'avoir des enfants ont un effet positif sur le bien-être eudémonique des hommes âgés de plus de soixante-quatre ans, mais aucun effet sur celui des femmes situées dans la même tranche d'âge.

Finalement, il convient de souligner le rôle central joué par la santé sur le bien-être. Ce facteur est important aussi bien pour les femmes que pour les hommes. Il n'est pas étonnant en soi que la santé influe de manière importante sur le bien-être, mais il est également probable que ce facteur soit particulièrement central dans une population âgée.



## Conclusion générale

Au moment de conclure cet ouvrage en présentant les principaux résultats de notre étude, nous souhaitons revenir sur le début de cette longue aventure. C'était durant l'hiver 2018/19, au moment où débutait la grève pour le climat, un mouvement mondial brusquement interrompu par un virus qui a ralenti durant plusieurs mois le rythme du monde. Nous avons traversé ces dernières années au rythme de crises de natures diverses: sanitaire, énergétique, géopolitique. Il est tentant de les rattacher plus largement à la crise environnementale et aux limites planétaires qui ont été atteintes, voire dépassées dans différents domaines. Nombre de scientifiques ont tenté d'attirer l'attention sur l'impact potentiel des bouleversements climatiques et de la perte de la biodiversité sur les épidémies, du potentiel de déstabilisation lié à la réduction drastique des ressources tels le pétrole, le gaz et le charbon. Les mouvements pour le climat ont tenté d'amplifier ces voix qui semblent souvent se perdre dans l'antichambre des institutions politiques.

Mais revenons à l'hiver 2019. Lorsque nous avons rédigé le projet de recherche qui nous a permis de récolter les données analysées dans cet ouvrage grâce à un financement de la Fondation Leenaards, Greta Thunberg avait certes commencé sa grève devant le parlement suédois mais elle n'était pas encore la figure de proue d'une mobilisation à large échelle appelant les gouvernements à agir pour faire face à la

crise climatique. Alors qu'est-ce qui nous a amené·e·s à nous intéresser à ce sujet?

L'appel à projets portait sur le bien-être des senior·e·s. Nos intérêts de recherche nous ont immédiatement conduits à nous interroger sur l'impact des attitudes et des engagements politiques des senior·e·s sur leur bien-être, avec une attention particulière sur les thèmes de la crise climatique et de l'environnement. Nous nous demandions si les senior·e·s qui se préoccupent du climat sont plus malheureux·se ou si, au contraire, cela leur sert de moteur pour agir et renforcer leur bien-être? À notre grande surprise, très peu d'études s'étaient intéressées aux engagements politiques des senior·e·s et encore moins à leurs engagements en faveur du climat. Certes, les actions des senior·e·s devant les cours de justice pour faire valoir leurs droits et le devoir de protection de l'État envers une population vulnérable ont reçu un large écho médiatique. Toutefois, du côté de la recherche, peu de travaux ont porté sur ces actions. On pourra se reporter à l'étude de Keller et Borneman (2021) qui fait exception. Ainsi, nous avons une piste intéressante à creuser et nous avons décidé de défricher le terrain. Ce livre présente ce travail, il explore de nombreux indices pour comprendre comment les senior·e·s s'engagent pour le climat, si leurs engagements diffèrent de ceux des autres générations et si ces actions ont un impact sur leur bien-être.

Cette longue aventure nous a amené·e·s à rencontrer de nombreux·ses senior·e·s, mais aussi à participer aux mouvements Fridays for Future – plus connus sous le nom de la grève du climat en Suisse. Sur le terrain, nous avons vu que les senior·e·s étaient présent·e·s lors de toutes les grèves et qu'à toutes les manifestations, il·elle·s se tenaient au côté des jeunes pour montrer qu'eux·elles aussi étaient préoccupé·e·s et souhaitaient que le gouvernement prenne enfin cette question au sérieux et agisse. Toutefois, cela ne permettait pas d'évaluer à quel point ces opinions et ces engagements reflétaient ou non ceux de la majorité des senior·e·s. À l'inverse, les données que nous avons récoltées à travers un sondage en ligne et sur papier nous ont permis d'évaluer les attitudes et les engagements des senior·e·s pour le climat. Ce sondage représentatif offre une opportunité unique de mieux connaître et comprendre cet aspect souvent ignoré de la vie des senior·e·s. Cette conclusion présente

les principaux résultats en lien avec l'analyse de ce sondage ainsi que des données qualitatives récoltées dans le cadre d'entretiens individuels et collectifs avec des senior·e·s vivant en Suisse romande.

## **Les senior·e·s, des écocitoyen·ne·s comme les plus jeunes générations ?**

Les analyses présentées dans cet ouvrage montrent que les senior·e·s se sentent concernés par la crise climatique. Leur niveau de préoccupation est similaire à celui des jeunes et des générations intermédiaires, que nous nommons par simplicité les adultes. Les senior·e·s se disent préoccupé·e·s, voire très préoccupé·e·s par la crise climatique. C'est plus souvent le cas parmi les femmes et les personnes de gauche, cependant cette préoccupation est très largement partagée par les senior·e·s interrogé·e·s en Suisse romande qui sont loin de penser « après nous le déluge ». De plus, nous observons qu'il·elle·s partagent avec d'autres générations une même compréhension de la crise climatique, l'influence de l'humain, la nécessité de réduire notre train de vie et l'urgence de la situation.

En ce qui concerne les engagements pour le climat, les senior·e·s utilisent un large répertoire d'actions qui englobent à la fois des formes d'actions institutionnelles et contestataires, ainsi que des engagements dans la vie quotidienne. Une large majorité des senior·e·s boycottent des produits et changent leurs habitudes de consommation, même s'il·elle·s sont moins nombreux·ses à descendre dans la rue. Moins de 5% des senior·e·s interrogés avaient manifesté pour l'environnement au cours des douze mois précédant l'enquête et seul·e·s 2% étaient actifs·ves au sein d'associations environnementales, alors que 18% étaient membres (passifs·ves) de ce type d'associations et qu'un quart signaient des pétitions sur ce thème. Ainsi, nous observons un écart important entre les préoccupations et le passage à l'action. Lorsque les senior·e·s s'activent pour l'environnement, leurs actions sont principalement ancrées dans la vie quotidienne – réduire sa consommation d'énergie, manger moins de viande, réutiliser des sacs en plastique. Les senior·e·s ont conscience

que ces actions ont un impact très faible; elles illustrent, néanmoins, une volonté d'agir et de faire sa part.

Ces formes d'action sont liées à des répertoires d'action contemporains souvent utilisés par les jeunes générations qui adaptent leurs modes de vie à leurs valeurs, ce que l'on nomme en anglais *lifestyle politics* et qui peut être traduit par la politique du style de vie ou du quotidien – terme que nous privilégions ici. Ainsi, notre étude montre que les sénior·e·s partagent une large palette d'actions politiques avec les plus jeunes générations. Quelques variations apparaissent, les sénior·e·s sont plus engagé·e·s que les jeunes et que les adultes sur certaines formes, par exemple renoncer à prendre l'avion ou boycotter des produits. Il·elle·s le sont moins sur d'autres formes: les sénior·e·s n'ont pas (encore) pris l'habitude d'acheter des biens de seconde main.

Enfin, notre étude révèle un paradoxe: plus les sénior·e·s sont engagé·e·s sur le thème du climat et de l'environnement, plus il·elle·s ont des ressources pour le faire et plus il·elle·s identifient rapidement les difficultés d'agir sur ce thème. Les ressources sont nombreuses: nous pouvons citer le fait de saisir les rouages du monde politique suisse, de connaître les outils à disposition pour agir politiquement et d'avoir également des connexions dans différents réseaux associatifs et politiques. Toutefois, ces nombreuses ressources constituent parfois un frein à l'imagination politique. Avant même que les idées d'action ne voient le jour, les limites et les difficultés sont mises sur le devant de la scène et peuvent couper l'envie d'agir par peur de rater sa cible ou de mettre sur pied une énième action sans impact. Certain·e·s parleront de réalisme, d'autres de défaitisme.

## **Les sénior·e·s, des retraité·e·s engagé·e·s et heureux·ses ?**

Les sénior·e·s que nous avons interrogé·e·s ont quitté le marché du travail depuis peu ou depuis un certain nombre d'années, ils bénéficient d'un revenu plus ou moins confortable selon leur parcours professionnel, et d'une santé plus ou moins bonne. Néanmoins, nos

analyses du bien-être montrent que, dans l'ensemble et en prenant en considération différentes dimensions du bien-être, les senior·e·s se portent plutôt bien. Le niveau moyen de bien-être parmi les senior·e·s en Suisse romande est aussi élevé, voire supérieur à celui qui est considéré comme « normal » dans les études portant sur le bien-être.

Si le bien-être des senior·e·s est élevé, il est faiblement corrélé avec les engagements politiques. Nos analyses montrent que les engagements des senior·e·s pour l'environnement, qu'il s'agisse des engagements associatifs ou de la participation à des manifestations, n'ont pas d'impact sur le bien-être – tant dans sa dimension hédonique qu'eudémonique. Seule la réduction de la consommation a un effet positif sur le bien-être eudémonique et uniquement pour les femmes. Notre hypothèse de départ était plus optimiste, nous pensions que les engagements politiques des senior·e·s sur le thème de l'environnement pouvaient contribuer à leur bien-être. S'il était difficile d'envisager un effet sur le bien-être hédonique, nous imaginions un effet positif sur le sentiment d'accomplissement de soi. L'engagement politique comme une manière de mettre à profit des connaissances et des compétences acquises au fil de sa vie. Toutefois, nos analyses empiriques ne soutiennent pas cette hypothèse.

Nous avons également constaté que les préoccupations environnementales avaient un effet négatif sur les différentes dimensions du bien-être. Les personnes qui se sentent préoccupées par la crise climatique ont un niveau plus bas de bien-être hédonique et eudémonique.

## **Les engagements des senior·e·s pour le climat**

En résumé, notre étude montre que les senior·e·s partagent largement les préoccupations des jeunes générations relatives à la crise climatique. De plus, il·elle·s partagent également un répertoire d'actions dans lequel il·elle·s puisent pour agir sur cette question. Enfin, il existe un lien à la fois entre les préoccupations climatiques et les engagements, mais aussi entre ces préoccupations et le bien-être.

Sans grande surprise, les préoccupations réduisent le bien-être, qu'il soit hédonique ou eudémonique. Plus étonnant peut-être, les engagements politiques ne sont pas en mesure de contrebalancer cet effet, car ils ne contribuent pas ou très faiblement au bien-être des senior·e·s.

Notre ouvrage offre un large aperçu des préoccupations, des engagements et du bien-être des senior·e·s en Suisse romande. Ce travail de défrichage permet de mieux comprendre la position des senior·e·s sur ce thème central pour l'avenir de notre société et, plus particulièrement, pour les jeunes générations. Cette étude propose des pistes de réflexions et ouvre de nombreuses possibilités de creuser pour mieux comprendre les liens entre les engagements politiques des senior·e·s et leur bien-être.

L'un des enseignements réjouissant de notre étude concerne un fort degré d'altruisme au sein de la société ou, tout du moins, le fait que des intérêts personnels directs ne peuvent expliquer les attitudes ou les comportements des individus. Les senior·e·s s'engagent pour le climat alors qu'une partie substantielle de leur vie est derrière eux; les entretiens que nous avons pu mener montrent que ces personnes le font le plus souvent en pensant à l'humanité et aux générations futures et pas uniquement à leur propre descendance (Grand et al., 2022). Nos analyses statistiques révèlent également que le fait d'avoir des enfants ou des petits-enfants ne contribue pas à l'adoption d'attitudes ou d'engagements pro-environnementaux.

Ces résultats confirment qu'il existe dans la société civile un potentiel d'action collective qui rassemblerait les individus au-delà de leurs intérêts personnels directs. Ces femmes et ces hommes sont prêt·e·s à s'engager et à mener des actions, indépendamment du fait qu'il·elle·s perçoivent ou non des bénéfices pour eux·elles-mêmes ou pour leur descendance. Nos résultats concernant le bien-être renforcent encore ce constat. Les senior·e·s ne bénéficient pas d'une amélioration de leur bien-être en s'engageant pour le climat. Leur engagement ne peut donc pas être expliqué par une forme de recherche de récompense qui se traduirait en un plus grand bien-être.

Cette situation fait naître le risque que cet engagement, que l'on peut qualifier d'altruiste, s'essouffle, surtout s'il n'est pas soutenu par des

résultats concrets au niveau politique ou sociétal. C'est notamment ce qui ressort des entretiens qui mettent en avant une forme de fatigue de l'engagement, voire un fatalisme concernant les effets des actions menées.

Ces réflexions nous poussent à envisager deux pistes de recherche à explorer à l'avenir. Premièrement, comment faire pour tirer parti au mieux du fort potentiel d'engagement politique des sénior-e-s pour atteindre des résultats tangibles qui contribueraient à maintenir cet engagement. Même si l'on n'a pas exploré cette piste, c'est bien la modestie des avancées sur la question climatique qui pourrait expliquer que l'engagement n'est pas source de bien-être parmi les sénior-e-s. Deuxièmement, il serait intéressant de s'interroger sur les conditions spécifiques dans lesquelles les engagements pourraient malgré tout avoir des effets bénéfiques sur le bien-être. Est-ce effectivement lié aux résultats de ces engagements? Ou est-ce davantage lié à leur forme ou au contexte? Le fait que la baisse de sa consommation soit l'unique type d'engagement associé positivement au bien-être, et encore uniquement pour les femmes, constitue un résultat intéressant mais il serait utile de pouvoir déterminer la nature de ce lien. Ce type d'engagement a-t-il un effet bénéfique parce que, contrairement aux autres formes d'engagement étudiées, il n'implique pas de se confronter aux autres? Ou est-ce plutôt lié au fait que réduire sa consommation permet d'économiser du temps (celui consacré aux achats), avec des effets positifs sur le bien-être dans une société où les sénior-e-s et surtout les femmes sont très fortement sollicité-e-s?

Répondre à ces questions est important dans un contexte où la transition écologique devra intégrer tous les groupes d'âge, y compris celui croissant en nombre des sénior-e-s. L'engagement de ces groupes sera d'autant plus aisé s'il permet d'impacter positivement le bien-être. Pour l'heure, les résultats de notre étude mettent en évidence le fort potentiel de solidarité intergénérationnelle autour des questions climatiques.



## Remerciements

Ce livre est issu du projet de recherche «Engagements civiques et politiques des seniors», soutenu par la Fondation Leenaards. Nous sommes très reconnaissant·e·s à la Fondation Leenaards pour ce soutien qui nous a permis, entre autres, de financer la récolte des données utilisées dans cet ouvrage, la réalisation de ce dernier et sa diffusion en accès libre.

Dans le cadre du projet, nous avons pu bénéficier de l'aide inestimable de plusieurs personnes. Amédée Félix nous a aidé·e·s à réaliser le sondage et à rédiger un premier rapport sur les données quantitatives récoltées. Maxime Rutschmann nous a aidé·e·s à réaliser l'enquête qualitative et a mené plusieurs entretiens avec des senior·e·s en Suisse romande et les a retranscrits. Jérôme Grand a mené une analyse approfondie de ces entretiens, publiée dans le cadre d'un rapport de recherche. Il a également fourni des commentaires et des suggestions très pertinents sur une première version de ce projet de livre. Un grand merci à ces trois personnes qui, en plus de leurs apports au présent ouvrage, ont contribué de manière très significative au projet de recherche dans son ensemble, ainsi qu'à Cristina El Khoury qui a également travaillé à la valorisation des résultats de l'enquête dans une autre publication.

Nous sommes également reconnaissant·e·s pour le soutien administratif et logistique octroyé par les institutions qui ont accueilli ce projet :

l'Institut d'études de la citoyenneté de l'Université de Genève et la Haute École et École supérieure de travail social de la HES-SO Valais-Wallis.

Nous tenons également à remercier l'équipe du service de collecte de données de FORS et, en particulier, Nicolas Pekari et Max Felder que nous avons mandatés pour la réalisation du sondage auprès des senior·e·s de Suisse romande.

Enfin, ce projet n'aurait pas pu aboutir sans le soutien d'associations pro-environnementales en Suisse romande qui ont diffusé des invitations à participer au sondage. Nous leur sommes très reconnaissant·e·s pour ce soutien. Notre gratitude va également à toutes celles et ceux qui ont accepté de participer à des entretiens individuels et collectifs, tout comme les mille huit cents personnes qui ont pris le temps de répondre à notre questionnaire.

## Références

- Adams, K. B., Leibbrandt, S. et Moon, H. (2011). A critical review of the literature on social and leisure activity and wellbeing in later life. *Ageing & Society*, 31(4), 683-712.
- Adler, R. et Goggin, J. (2005). What do we mean by «civic engagement»? *Journal of transformative education*, 3(3), 236-253.
- Anderson, N. D., Damianakis, T., Kröger, E., Wagner, L. M., Dawson, D. R., Binns, M. A., Caspi, E. et Cook, S. L. (2014). The benefits associated with volunteering among seniors: a critical review and recommendations for future research. *Psychological bulletin*, 140(6), 1505.
- Bolzman, C. et Vagni, G. (2015). Égalité de chances? Une comparaison des conditions de vie des personnes âgées immigrées et «nationales». *Hommes & Migrations*, 1309, 19-28. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3062>
- Bonsang, E. et Klein, T. (2012). Retirement and subjective well-being. *Journal of Economic Behavior & Organization*, 839. <https://doi.org/10.1016/j.jebo.2012.06.002>
- Bourdieu, P. (1978). La jeunesse n'est qu'un mot. Dans P. Bourdieu (dir.), *Question de sociologie*. Éditions de Minuit.
- Boyce, J. K. (1994). Inequality as a cause of environmental degradation. *Ecological Economics*, 11(3), 169-178.
- Butler, J. et Kern, M. (2016). The PERMA-Profilier: A brief multidimensional measure of flourishing. *International Journal of Wellbeing*, 6(3).

- Caren, N., Ghoshal, R. A. et Ribas, V. (2011). A social movement generation: Cohort and period trends in protest attendance and petition signing. *American Sociological Review*, 76(1), 125-151.
- Coffey, Y., Bhullar, N., Durkin, J., Islam, M. S. et Usher, K. (2021). Understanding eco-anxiety: A systematic scoping review of current literature and identified knowledge gaps. *The Journal of Climate Change and Health*, 3, 100047.
- Crisp, R. et Zalta, E. N. (dir.) (2021). Well-Being, *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*. <https://plato.stanford.edu/archives/win2021/entries/well-being/>
- Dalton, R. (2009). *The Good Citizen: How a Younger Generation is Reshaping American Politics*. CQ Press.
- De Moor, J. (2017). Lifestyle Politics and the Concept of Political Participation. *Acta Politica*, 52(2), 179-197. DOI: 10.1057/ap.2015.27.
- De Moor, J., Uba, K., Wahlström, M., Wennerhag, M. et De Vydt, M. (2020). Protest for a future II: Composition, mobilization and motives of the participants in Fridays For Future climate protests on 20-27 September, 2019, in 19 cities around the world.
- De Moor, J., Catney, P. et Doherty, B. (2021). What hampers «political» action in environmental alternative action organizations? Exploring the scope for strategic agency under post-political conditions. *Social Movement Studies*, 20(3), 312-328.
- De Moor, J., De Vydt, M., Uba, K. et Wahlström, M. (2021). New kids on the block: Taking stock of the recent cycle of climate activism. *Social Movement Studies*, 20(5), 619-625.
- Deaton, A. (2008). Income, health, and well-being around the world: Evidence from the Gallup World Poll. *Journal of Economic perspectives*, 22(2), 53-72.
- Deci, E. et Ryan, R. (2008). Hedonia, eudaimonia, and well-being: an introduction. *Journal of Happiness Studies*, 9(1), 1-11.  
DOI: 10.1007/s10902-006-9018-1.
- Diener, E., Lucas, R. et Oishi, S. (2018). Advances and Open Questions in the Science of Subjective Well-Being. *Collabra: Psychology*, 4(1).  
DOI: 10.1525/collabra.115.
- Dorn, D., Fischer, J., Kirchgässner, G. et Sousa-Poza, A. (2008). Direct Democracy and Life Satisfaction Revisited: New Evidence for Switzerland. *Journal of Happiness Studies*, 9(2), 227-255. DOI: 10.1007/s10902-007-9050-9.

- Easterlin, R. (2010). Happiness, growth and the life cycle. *Europe Journal of Psychology*, 7(2), 395-398.
- El Khoury, C., Felix, A., Lorenzini, J. et Rosset, J. (2023). The gender gap in pro-environmental political participation among older adults. *Swiss Political Science Review*, 29(1), 58-74.
- Eliasoph, N. (1998). *Avoiding politics: How Americans produce apathy in everyday life*. Cambridge University Press.
- Elsen, F. et Ord, J. (2021). The Role of Adults in « Youth Led » Climate Groups: Enabling Empowerment. *Frontiers in Political Science*, 3. DOI: 10.3389/fpos.2021.641154.
- Ernst Stähli, M., Sapin, M., Pollien, A., Ochsner, M. et Nisple, K. (2020). Measurement and Observation of Social Attitudes in Switzerland (MOSAiCH 2020). Study on Environment and Related Topics. FORS.
- Fairbrother, M. (2013). Rich people, poor people, and environmental concern: Evidence across nations and time. *European sociological review*, 29(5), 910-922.
- Félix, A., Lorenzini, J. et Rosset, J. (2020). Préoccupations environnementales, engagements associatifs et bien-être en Suisse romande: premiers résultats de l'enquête par questionnaire standardisé. Université de Genève, Institut d'études de la citoyenneté.
- Fillieule, O. (2010). Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d'action. Dans E. Agrikoliansky, I. Sommier et O. Fillieule, *Penser les mouvements sociaux* (p. 77-99). La Découverte.
- Flavin, P. et Keane, M. (2012). Life Satisfaction and Political Participation: Evidence from the United States. *Journal of Happiness Studies*, 1-16. DOI: 10.1007/s10902-011-9250-1.
- Franzen, A. et Vogl, D. (2013). Zeitpräferenzen und Umweltbewusstsein. Analysen mit dem Schweizer ISSP 2010. *Schweizerische Zeitschrift für Soziologie/Swiss journal of sociology/Revue suisse de sociologie*, 39(3), 441-464.
- Gamson, W. A. (1992). *Talking Politics*. Cambridge University Press.
- Gifford, E. et Gifford, R. (2016). The largely unacknowledged impact of climate change on mental health. *Bulletin of the Atomic Scientists*, 72(5), 292-297.
- Gilberto, J. M., Davenport, M. K. et Beier, M. E. (2020). Personality, health, wealth, and subjective well-being: Testing an integrative model with retired and working older adults. *Journal of Research in Personality*, 87, 103959. <https://doi.org/10.1016/j.jrp.2020.103959>

- Giugni, M. (2001). L'impact des mouvements écologistes, antinucléaires et pacifistes sur les politiques publiques: Le cas des États-Unis, de l'Italie et de la Suisse, 1975-1995. *Revue française de sociologie*, 42(4), 641-668. DOI: 10.2307/3 322 735.
- Giugni, M. et Grasso, M. (2019). *Street Citizens: Protest Politics and Social Movement Activism in the Age of Globalization*. Cambridge University Press.
- Grand, J., Lorenzini, J., Rosset, J. et Rutschmann, M. (2022). *Préoccupations environnementales, engagements politiques et bien-être des senior-e-s en Suisse romande. Résultats de l'enquête qualitative*. Université de Genève, Institut d'études de la citoyenneté.
- Gray, S. G., Raimi, K. T., Wilson, R. et Arvai, J. (2019). Will Millennials save the world? The effect of age and generational differences on environmental concern. *Journal of environmental management*, 242, 394-402.
- Hartley, J. M., Higgins, K. M., Peterson, M. N., Stevenson, K. T. et Jackson, M. W. (2021). Perspective From a Youth Environmental Activist: Why Adults Will Listen to Youth in Politics. *Frontiers in Political Science*, 3, 636583. DOI: 10.3389/fpos.2021.636583.
- Havighurst, R. (1963). «Successful aging». *Processes of aging: Social and psychological perspectives*, 1, 299-320.
- Henchoz, C. et Wernli, B. (2010). Cycle de vie et travaux ménagers en Suisse. L'investissement ménager des hommes et des femmes lors des étapes de la construction familiale. *Revue suisse de sociologie*, 36(2), 235-257.
- Henn, M., Sloam, J. et Nunes, A. (2022). Young cosmopolitans and environmental politics: How postmaterialist values inform and shape youth engagement in environmental politics. *Journal of Youth Studies*, 25(6), 709-729.
- Henn, M., Weinstein, M. et Forrest, S. (2005). Uninterested Youth? Young People's Attitudes towards Party Politics in Britain. *Political Studies*, 53(3), 556-578. DOI: 10.1111/j.1467-9248.2005.00544.x.
- Huppert, F. A. (2009). Psychological Well-being: Evidence Regarding its Causes and Consequences. *Applied Psychology: Health and Well-Being*, 1(2), 137-164.
- Inglehart, R. (1995). Public support for environmental protection: Objective problems and subjective values in 43 societies. *PS: Political Science & Politics*, 28(1), 57-72.

- Inglehart, R. (2002). Gender, aging, and subjective well-being. *International Journal of Comparative Sociology*, 43(3-5), 391-408.
- IPCC (2023). Summary for Policymakers. Dans *Climate Change 2023: Synthesis Report. A Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Core Writing Team, H. Lee and J. Romero (dir.)]. IPCC, 36 pages.
- Keller, S. et Bornemann, B. (2021). New climate activism between politics and law: Analyzing the strategy of the KlimaSeniorinnen Schweiz. *Politics and Governance*, 9(2), 124-134.
- Kennedy, E. H., Beckley, T. M., McFarlane, B. L. et Nadeau, S. (2009). Why we don't « walk the talk »: Understanding the environmental values/behaviour gap in Canada. *Human Ecology Review*, 151-160.
- Kissau, K., Lutz, G. et Rosset, J. (2012). Unequal representation of age groups in Switzerland. *Representation*, 48(1), 63-81.
- Kohli, R. (2020). Comment la population de la Suisse va-t-elle évoluer d'ici 2070? *La Vie économique*, (8-9), 14-17.
- Lambelet, A. (2011). Agencement militant ou entre-soi générationnel? Militer dans des organisations de défense des retraités. *Politix*, 96(4), 81-95.
- Le Goff, J. M., Barbeiro, A. et Gossweiler, E. (2011). La garde des enfants par leurs grands-parents, créatrice de liens intergénérationnels [L'exemple de la Suisse romande]. *Revue des politiques sociales et familiales*, 105(1), 17-30.
- Lister, R., Smith, N., Middleton, S. et Cox, L. (2003). Young people talk about citizenship: Empirical perspectives on theoretical and political debates. *Citizenship studies*, 7(2), 235-253.
- Lloren, A. et Rosset, J. (2017). Gendered policy preferences? Candidates' views on political issues in a comparative perspective. *Comparative European Politics*, 15, 944-968.
- López Ulloa, B. F., Møller, V. et Sousa-Poza, A. (2013). How does subjective well-being evolve with age? *A literature review. Journal of Population Ageing*, 6, 227-246.
- Lorenzini, J. (2015). Subjective Well-Being and Political Participation: A Comparison of Unemployed and Employed Youth. *Journal of Happiness Studies*, 16(2), 381-404. DOI: 10.1007/s10902-014-9514-7.

- Lorenzini, J., Monsch, G. A. et Rosset, J. (2021). Challenging Climate Strikers' Youthfulness: The Evolution of the Generational Gap in Environmental Attitudes Since 1999. *Frontiers in Political Science*, 3(40). DOI: 10.3389/fpos.2021.633563.
- Lorenzini, J. et Forno, F. (2022). Political consumerism and lifestyle activism. Dans M. Giugni, et M. Grasso, *Oxford Handbook of Political Participation*. Oxford University Press.
- Lorenzini, J., Rosset, J. et Félix, A. S. (2022). Senior Citizens, Climate Crisis, and Well-Being in Western Switzerland (Quantitative Data) (SCWS 2020). Distributed by SWISSUbase. <https://doi.org/10.48573/zf4z-m175>
- Lorenzini, J. et Rosset, J. (2023). Emotions and climate strike participation among young and old demonstrators. *Social Movement Studies*, 1-17.
- Mansbridge, J. (1983). *Beyond Adversary Democracy*. University of Chicago Press.
- Mariani, F., Pérez-Barahona, A. et Raffin, N. (2010). Life expectancy and the environment. *Journal of Economic Dynamics and Control*, 34(4), 798-815.
- Martens, L. et Casey, E. (2016). *Gender and consumption: Domestic cultures and the commercialisation of everyday life*. Routledge.
- Martínez, I. (2020). In it together? Inequality and the joint distribution of income and wealth in Switzerland. Dans R. Chetty et al., *Measuring and Understanding the Distribution and Intra/Inter-Generational Mobility of Income and Wealth*. University of Chicago Press.
- Martinson, M. et Minkler, M. (2006). Civic Engagement and Older Adults: A Critical Perspective. *The Gerontologist*, 46(3), 318-324.
- Melo, D. et Stockemer, D. (2014). Age and political participation in Germany, France and the UK: A comparative analysis. *Comparative European Politics*, 12(1), 33-53.
- Milfont, T. L., Poortinga, W. et Sibley, C. G. (2020). Does having children increase environmental concern? Testing parenthood effects with longitudinal data from the New Zealand Attitudes and Values Study. *Plos one*, 15(3), e0230361.
- Norris, P. (1999). *Critical citizens: Global support for democratic government*. OUP Oxford.
- Norris, P., Walgrave, S. et Van Aelst, P. (2005). Who Demonstrates? Antistate Rebels, Conventional Participants, or Everyone? *Comparative Politics*, 37(2), 189-205.
- Ojala, M. (2018). Eco-anxiety. *Rsa Journal*, 164(4) (5576), 10-15.

- Ojala, M., Cunsolo, A., Ogunbode, C. et Middleton, J. (2021). Anxiety, worry, and grief in a time of environmental and climate crisis: a narrative review. *Annual Review of Environment and Resources*, 46, 35-58.
- O'Toole, T. (2003). Engaging with Young People's Conceptions of the Political. *Children's Geographies*, 1(1), 71-90. DOI: 10.1080/14733280320179.
- Pateman, C. (1970). *Participation and Democratic Theory*. Cambridge University Press.
- Perrin, A. (2009). *Citizen speak: The democratic imagination in American life*. University of Chicago Press.
- Peterson, C., Park, N. et Seligman, M. (2005). Orientations to happiness and life satisfaction: The full life versus the empty life. *Journal of happiness studies*, 6(1), 25-41.
- Pickard, S. (2021). You are stealing our future in Front of our very eyes. The representation of climate change, emotions and the mobilisation of young environmental activists in Britain. *E-rea. Revue électronique d'études sur le monde anglophone*, 18(2). <https://doi.org/10.4000/erea.11774>
- Pickard, S., Bowman, B. et Arya, D. (2022). Youth and Environmental Activism. Dans M. Grasso et M. Giugni (dir.), *Routledge Handbook of Environmental Movements* (p. 521-537). Routledge.
- Pihkala, P. (2020). Anxiety and the ecological crisis: An analysis of eco-anxiety and climate anxiety. *Sustainability*, 12(19), 7836.
- Pilotti, A. (2016). *Entre démocratisation et professionnalisation: le Parlement suisse et ses membres de 1910 à 2016*. Seismo.
- Popp, D. (2001). Altruism and the demand for environmental quality. *Land economics*, 77(3), 339-349.
- Prendergast, K., Hayward, B., Aoyagi, M., Burningham, K., Hasan, M. M., Jackson, T., Jha, V., Kuroki, L., Loukianov, A., Mattar, H., Schudel, I., Venn, S. et Yoshida, A. (2021). Youth attitudes and participation in climate protest: An international cities comparison. *Frontiers in Political Science*, 3, 696105.
- Putnam, R. D. (2000). *Bowling alone: The collapse and revival of American community*. Simon and Schuster.
- Quintelier, E. (2007). Differences in political participation between young and old people. *Contemporary politics*, 13(2), 165-180.

- Repetti, M. et Calasanti, T. (2018). «Since I retired, I can take things as they come. For example, the laundry»: gender, class and freedom in retirement in Switzerland. *Ageing & Society*, 38(8), 1556-1580.
- Rosset, J. (2016). *Economic inequality and political representation in Switzerland*. Springer.
- Rosset, J. (2022). Les jeunes se distinguent peu des autres groupes d'âge sur le climat. *La Revue durable*, 67, 24-27.
- Ryan, R. M. et Deci, E. L. (2001). On happiness and human potentials: A review of research on hedonic and eudaimonic well-being. *Annual Review of Psychology*, 52(1), 141-166.
- Ryan, R. M., Huta, V. et Deci, E. L. (2008). Living well: A self-determination theory perspective on eudaimonia. *Journal of Happiness Studies*, 9, 139-170.
- Ryff, C. (1989). Happiness Is Everything, or Is It? Explorations on the Meaning of Psychological Well-being. *Journal of Personality and Social Psychology*, 57(6), 1069-1081.
- Ryff, C. et Singer, B. (2008). Know Thyself and Become What You Are: A Eudaimonic Approach to Psychological Well-Being. *Journal of Happiness Studies*, 9(1), 13-39.
- Scraggs, L. A. (1998). Political and economic inequality and the environment. *Ecological economics*, 26(3), 259-275.
- Seligman, M. (2011). *Flourish: A visionary new understanding of happiness and well-being*. Simon and Schuster.
- Serrat, R., Scharf, T., Villar, F. et Gómez, C. (2020). Fifty-five years of research into older people's civic participation: Recent trends, future directions. *The Gerontologist*, 60(1), e38-e51.
- Sirgy, M. J. (2021). *The psychology of quality of life: wellbeing and positive mental health* (vol. 83). Springer Nature.
- Stanley, S. K., Hogg, T. L., Leviston, Z. et Walker, I. (2021). From anger to action: Differential impacts of eco-anxiety, eco-depression, and eco-anger on climate action and wellbeing. *The Journal of Climate Change and Health*, 1, 100003.
- Stephoe, A., Deaton, A. et Stone, A. A. (2015). Subjective wellbeing, health, and ageing. *The Lancet*, 385(9968), 640-648.
- Stolle, D. et Micheletti, M. (2005). The Gender Gap Reversed. Dans B. O'Neill et E. Gidengil (dir.), *Gender and Social Capital*, Routledge.

- Stolle, D. et Micheletti, M. (2013). *Political Consumerism: Global Responsibility in Action*. Cambridge University Press.
- Tarrow, S. (2011) [1994]. *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics* (vol. 3rd ed.). Cambridge University Press.
- Thomas, G. O., Fisher, R., Whitmarsh, L., Milfont, T. L. et Poortinga, W. (2018). The impact of parenthood on environmental attitudes and behaviour: a longitudinal investigation of the legacy hypothesis. *Population and environment*, 39(3), 261-276.
- Tilly, C. (2008). *Contentious Performances*. Cambridge University Press.
- Van Aelst, P. et Walgrave, S. (2001). Who is that (Wo)Man in the Street? From the Normalisation of Protest to the Normalisation of the Protester. *European Journal of Political Research*, 39(4), 461-486.
- Van de Velde, C. (2008). *Devenir adulte: sociologie comparée de la jeunesse en Europe*. PUF.
- Walker, A. (2002). A strategy for active ageing. *International Social Security Review*, 55(1), 121-139.
- Wammerl, M., Jaunig, J., Mairunteregger, T. et Streit, P. (2019). The German version of the PERMA-Profiler: evidence for construct and convergent validity of the PERMA theory of well-being in German speaking countries. *Journal of Well-Being Assessment*, 3, 75-96.
- Zelezny, L. C., Chua, P. P. et Aldrich, C. (2000). New ways of thinking about environmentalism: Elaborating on gender differences in environmentalism. *Journal of Social issues*, 56(3), 443-457.



## Annexe

---

### Modèle PERMA pour mesurer trois dimensions du bien-être : hédonique, eudémonique et social

<b>Bien-être hédonique</b>	En général, à quelle fréquence vous arrive-t-il de vous sentir d'humeur positive?	D1
	En général, à quelle fréquence vous arrive-t-il de ressentir de la tristesse?	D2
	En général, à quelle fréquence vous arrive-t-il de ressentir de l'anxiété?	D3
	En général, à quelle fréquence vous arrive-t-il de ressentir de la joie?	D5
	En général, dans quelle mesure vous sentez-vous enthousiaste et intéressé-e?	D16

<b>Bien-être eudémonique</b>	À quelle fréquence sentez-vous que vous faites des progrès dans l'accomplissement de vos objectifs?	D8
	À quelle fréquence atteignez-vous les objectifs importants que vous vous fixez?	D9
	À quelle fréquence pensez-vous être capable de faire face à vos responsabilités?	D10
	En général, dans quelle mesure vous sentez-vous satisfait-e de votre vie?	D11
	En général, dans quelle mesure estimez-vous vivre une vie significative/ayant un sens?	D13
	En général, dans quelle mesure sentez-vous que ce que vous faites dans votre vie est important et en vaut la peine?	D15
	Dans quelle mesure avez-vous le sentiment de suivre un cap que vous vous êtes fixé dans votre vie?	D18
<b>Bien-être social</b>	Dans quelle mesure recevez-vous de l'aide des autres lorsque vous en avez besoin?	D12
	Dans quelle mesure vous sentez-vous aimé-e?	D17
	Dans quelle mesure êtes-vous satisfait-e de vos relations sociales?	D19

Source: questionnaire de notre enquête SCWS, module sur le bien-être basé sur PERMA.

## Liste des tableaux

Tableau 1. Résumé des principales théories liant âge et préférences environnementales .....	29
Tableau 2. Probabilités prédites de manifester et de réduire sa consommation en fonction des engagements associatifs (%) .....	89
Tableau 3. Résumé des entretiens collectifs.....	96
Tableau 4. Difficultés identifiées et discutées durant les entretiens collectifs.....	104
Tableau 5. Items utilisés pour mesurer différents aspects du bien-être.....	115
Tableau 6. Score moyen sur les différentes échelles du bien-être (classées dans l'ordre décroissant) .....	118



## Liste des graphiques

Graphique 1. Importance des problèmes environnementaux et niveau de préoccupation pour l'environnement parmi les groupes d'âge .....	32
Graphique 2. Appréciation des conséquences du changement climatique .....	35
Graphique 3. Niveau d'accord avec l'affirmation selon laquelle la science va résoudre les problèmes environnementaux et de désaccord avec l'affirmation selon laquelle la croissance économique nuit toujours à l'environnement .....	37
Graphique 4. Pourcentage des sénior·e·s engagé·e·s dans des associations environnementales .....	45
Graphique 5. Participation politique contestataire des sénior·e·s .....	48
Graphique 6. Engagements environnementaux des sénior·e·s au quotidien (en %) .....	50
Graphique 7. Différences entre les engagements politiques des jeunes et des adultes et ceux des sénior·e·s .....	54

Graphique 8. Différences entre les engagements politiques des jeunes et des adultes qui ont participé aux marches pour le climat en 2019 et ceux des sénior·e·s qui y ont participé également.....	55
Graphique 9. Forte préoccupation climatique.....	70
Graphique 10. Accord avec l'affirmation : « Pour lutter contre le changement climatique, il faut réduire notre niveau de vie actuel ».....	71
Graphique 11. À quel point estimez-vous qu'il est de votre devoir personnel d'essayer de lutter contre le changement climatique?.....	72
Graphique 12. La proportion des sénior·e·s qui s'engagent par âge (en %).....	78
Graphique 13. Régression linéaire prédisant les engagements des sénior·e·s dans les associations environnementales.....	79
Graphique 14. Régressions linéaires prédisant la participation à des manifestations et la réduction de sa consommation parmi les sénior·e·s.....	84
Graphique 15. Ressources identifiées et discutées durant les entretiens collectifs.....	101
Graphique 16. Scores moyens pour les hommes et pour les femmes.....	119
Graphique 17. Relation entre l'âge et six dimensions du bien-être....	121
Graphique 18. Le bien-être pour les membres et non-membres d'associations environnementales.....	122
Graphique 19. Niveau de bonheur sur une échelle de 0 à 10.....	131
Graphique 20. Effets de l'engagement pour le climat sur le bien-être.....	134
Graphique 21. Effets des variables sociodémographiques sur le bien-être.....	135

Graphique 22. Effets des réseaux familiaux sur le bien-être.....	136
Graphique 23. Pourcentage des senior·e·s à différents niveaux de bien-être eudémonique en Suisse romande.....	142
Graphique 24. Effet des variables sociodémographiques sur le bien-être eudémonique parmi les femmes et les hommes de plus de soixante-quatre ans résidant en Suisse romande.....	146
Graphique 25. Valeur prédite du niveau de bien-être eudémonique en fonction de l'état de santé, selon le sexe .....	147
Graphique 26. Effets des réseaux interpersonnels sur le bien-être eudémonique parmi les femmes et les hommes de plus de soixante-quatre ans résidant en Suisse romande.....	149
Graphique 27. Effets des engagements pro-environnementaux sur le bien-être eudémonique parmi les femmes et les hommes âgés de plus de soixante-quatre ans résidant en Suisse romande.....	151



## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	7
<b>PARTIE I LES SÉNIOR·E·S, DES ÉCO-CITOYEN·NE·S COMME LES AUTRES?</b> .....	19
<b>Chapitre 1 Différences intergénérationnelles dans les opinions vis-à-vis du réchauffement climatique et des solutions à y apporter</b> .....	23
Introduction .....	23
Les raisons d'une différence potentielle entre les sénior·e·s et les autres groupes d'âge.....	26
Analyses empiriques.....	29
Conclusion .....	37
<b>Chapitre 2 Différences intergénérationnelles dans les engagements pour le climat</b> .....	41
Engagements associatifs .....	44
Engagements institutionnels et contestataires .....	46
Engagements politiques au quotidien .....	49
Les engagements politiques des sénior·e·s en perspective .....	52
Conclusion .....	55

<b>PARTIE II LES OPINIONS ET LES ENGAGEMENTS</b>	
<b>DES SÉNIOR·E·S POUR LE CLIMAT</b> .....	57
<b>Chapitre 3 Les opinions des sénior·e·s sur le climat, facteurs explicatifs</b> .....	61
Introduction.....	61
Les déterminants des attitudes pro-environnement.....	63
Le rôle décisif du genre et de l'idéologie pour expliquer les attitudes pro-climat des sénior·e·s en Suisse romande.....	67
Conclusion.....	72
<b>Chapitre 4 Les engagements politiques des sénior·e·s, facteurs explicatifs</b> .....	75
Âge et engagements politiques.....	77
Les engagements associatifs des sénior·e·s .....	78
Profils sociodémographiques et ressources politiques.....	80
Attitudes politiques et motivations à participer .....	82
Réseaux interpersonnels.....	82
Manifester et consommer moins.....	84
Profils sociodémographiques et ressources politiques.....	85
Attitudes politiques et motivation à participer.....	86
Les réseaux interpersonnels et les engagements associatifs.....	87
Conclusion.....	89
<b>Chapitre 5 L'imagination politique des sénior·e·s pour faire face au défi climatique</b> .....	91
Introduction.....	91
Entretiens collectifs .....	93
Les propositions discutées durant les entretiens collectifs.....	98
Les ressources disponibles et les moyens envisagés .....	100
Les difficultés identifiées.....	102
Conclusion.....	106

<b>PARTIE III ENGAGEMENTS POLITIQUES ET BIEN-ÊTRE DES SÉNIOR·E·S ....</b>	109
<b>Chapitre 6 Le bien-être des sénior·e·s .....</b>	111
Conclusion .....	123
<b>Chapitre 7 Engagements des sénior·e·s et bien-être hédonique .....</b>	127
Bien-être hédonique .....	127
Le niveau de bien-être est globalement élevé chez les sénior·e·s romand·e·s.....	130
Conclusion .....	137
<b>Chapitre 8 Le bien-être eudémonique – contribuer activement et trouver un sens? .....</b>	139
Bien-être eudémonique parmi les sénior·e·s en Suisse romande .....	141
À la source du bien-être.....	143
Profil sociodémographique, revenu, santé et bien-être eudémonique .....	145
Famille et bien-être eudémonique .....	148
Engagements environnementaux et bien-être eudémonique ....	150
Conclusion .....	152
<b>Conclusion générale .....</b>	155
Les sénior·e·s, des écocitoyen·ne·s comme les plus jeunes générations?.....	157
Les sénior·e·s, des retraité·e·s engagé·e·s et heureux·ses?.....	158
Les engagements des sénior·e·s pour le climat.....	159
<b>Remerciements .....</b>	163
<b>Références.....</b>	165
<b>Annexe Modèle PERMA pour mesurer trois dimensions du bien-être: hédonique, eudémonique et social.....</b>	175
<b>Liste des tableaux.....</b>	177
<b>Liste des graphiques .....</b>	179

Achévé d'imprimer

en octobre 2023

pour le compte des Éditions Livreo-Alphil

Responsable de production : Marie Manzoni

Des grands-parents qui manifestent au côté des jeunes pour défendre une politique plus ambitieuse pour faire face à la crise climatique. Cet engagement témoigne-t-il d'un intérêt marqué des senior-e-s pour la crise climatique ou, au contraire, fait-il figure d'exception ?

Ce livre analyse les opinions et les engagements des senior-e-s sur le thème de l'environnement afin de mieux comprendre le point de vue, sur ce thème, d'une partie de la population qui est rarement étudiée. Notre étude montre que les senior-e-s partagent les préoccupations des jeunes générations sur la crise climatique et qu'il-elle-s s'engagent, à différents niveaux, pour faire entendre leur voix et contribuer au changement. Celles et ceux qui descendent dans la rue représentent, certes, une minorité. Toutefois, les senior-e-s s'engagent sous d'autres formes, par exemple, en réduisant leur consommation.

De plus, cet ouvrage examine l'impact de ces préoccupations et de ces engagements sur le bien-être des senior-e-s. D'une part, les personnes fortement préoccupées par ce thème pourraient voir leur niveau de bien-être se détériorer. D'autre part, les engagements permettent de canaliser les inquiétudes et de mettre à profit ses compétences pour faire avancer une cause qui tient à cœur, ayant ainsi un impact positif sur le bien-être. Nos analyses montrent que les senior-e-s ont des niveaux de bien-être élevés. Cependant, parmi cette population les engagements pour le climat ne contribuent pas de manière directe au bien-être.

**Jasmine Lorenzini** est docteure en sciences politiques. Elle a étudié l'impact du chômage sur la participation politique des jeunes, les conséquences de la crise économique sur les mobilisations contestataires et les transformations du système alimentaire au travers d'initiatives citoyennes. Elle s'intéresse aux différents modes de participation politique dont les citoyennes et les citoyens disposent pour faire entendre leur voix.

**Jan Rosset** est professeur associé en politiques sociales à la Haute école et école supérieure de travail social de la HES-SO à Sierre. Ses travaux portent notamment sur la représentation politique, l'impact des inégalités sociales sur les processus démocratiques ainsi que la politique environnementale.

ISBN 978-2-88950-147-2



9 782889 501472